

Radio-Télévision Le Monde

15, rue Falguère, 75501 Paris Cedex 15

CINQUANTE ET UNIÈME ANNÉE - N° 15537 - 7 F

DIMANCHE 8 - LUNDI 9 JANVIER 1995

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

Un demi-siècle

CINQUANTE ans durant, « le Monde » a ouvert sa « une » sur un bulletin de l'étranger. Celui-ci se retrouvait désormais en page intérieure, dans la séquence « Horizons ». Belle occasion de jeter un coup d'œil sur le demi-siècle écoulé.

Décembre 1944 voyait naître, en même temps que notre journal, le monde bipolaire annoncé par Tocqueville. Allemands et Japonais résistaient encore, mais le sort de la guerre ne faisait plus de doute. Le tribut qu'elle avait payé à la victoire allait le Grande-Bretagne à n'être plus qu'une compagne, condamnée comme la France à perdre son empire. Au zénith de leur puissance et de leur prestige, États-Unis et URSS allaient se partager l'univers.

L'ÈPE de Démocrite nucléaire les ayant retenus, après quelques chaudes alertes, « au bord du gouffre », les deux « super-grands » ne se sont fait la guerre, de la Corée à l'Afghanistan, que par peuples du tiers-monde interposés. L'Europe y gagna une période de paix sans précédent et l'Allemagne finit par se réunifier sans tirer un coup de feu.

Le mur de Berlin entraîna dans sa chute les derniers piliers verrouillés de l'ordre communiste. Ceux qui avaient cru à l'Est comme à l'Ouest - aux promesses d'un avenir radieux virent disparaître leurs dernières illusions. Bien vite, pourtant, les joies de la liberté reconquise perdirent leur éclat. Sur les décombres du « socialisme réel », il fallait se coller avec la rude transition vers la démocratie et le marché.

Des profondeurs de l'empire rouge englué ressurgissaient tous les maux courants sous la banquette communiste : nationalismes exacerbés, haines ethniques et religieuses, racisme et xénophobie. Autant de maux qui, le chômage et l'exclusion aidant, n'épargnaient pas tout à fait l'Occident, tandis que la Russie de Boris Eltsine, en proie à la tentation autoritaire, faisait le rude apprentissage de la démocratie.

Le monde d'aujourd'hui donne aussi des raisons d'espérer : la liquidation de l'apartheid, le processus de paix au Proche-Orient, le peix promise en Irlande du Nord, et, bien sûr, la construction de l'Europe, pour laborieuse qu'elle soit. Ces signes heureux ne peuvent faire oublier la violence qui déchire l'Algérie, le Rwanda, la Bosnie, le Caucase, le risque de prolifération nucléaire, l'insécurité d'une Chine qui a mis les recettes du capitalisme au service de sa consolidation totalitaire. La contrainte des naissances n'a pas empêché un doublement de la population mondiale et les pays pauvres - Afrique en tête - ne sont pas saufs à connaître les ravages de la faim, du sida, de la drogue et du crime.

Du coup, le croyance dans le progrès laisse facilement le place à un égoïsme, individuel ou collectif, qui conduit les uns à un frileux repli sur soi, les autres à un suicidaire déchaînement de haine. Voilà pourquoi notre fin de siècle incertaine, débarrassée de ses prophéties et de ses idéologies, doit réinventer les valeurs qui la guideront au seuil du troisième millénaire.

M 0146 - 0108 - 7.00 F

Tout en défendant l'intégrité territoriale de la Russie

M. Clinton demande à M. Eltsine d'épargner les civils en Tchétchénie

Face à la brutalité de l'intervention russe en Tchétchénie et à la multiplication des critiques qu'elle suscite dans le monde, le président américain, Bill Clinton, est sorti de sa réserve, vendredi 6 janvier, pour demander à Boris Eltsine de mettre un terme aux attaques afin d'épargner la vie des civils. M. Clinton exprime son soutien à l'intégrité territoriale de la Russie, mais se dit préoccupé par les « énormes pertes civiles ». Washington, qui continue de considérer ce conflit comme une affaire interne à la fédération russe, craint toutefois qu'il ne déstabilise M. Eltsine, jugé le meilleur garant des réformes démocratiques.

WASHINGTON

de notre correspondant

Les États-Unis sont inquiets de la détérioration rapide du climat politique que paraît entraîner, à Moscou, la crise tchétchène. La lettre adressée, vendredi 5 janvier, par Bill Clinton à Boris Eltsine ne constitue pas un avertissement, encore moins une menace, mais plutôt un conseil pressant. En insistant sur la nécessité de réduire au minimum les pertes civiles, et en demandant à M. Eltsine de considérer la proposition des Européens de rechercher une solution politique au conflit dans



le cadre de l'Organisation sur la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), le président américain s'efforce de convaincre son homologue russe qu'il est de son propre intérêt de mettre fin au bain de sang à Grozny.

Si les États-Unis se sont résolus à prendre cette initiative, c'est notamment parce que la multiplication des réactions critiques de pays occidentaux devant la brutalité de l'intervention russe rendait plus qu'insolite le silence américain. Comme si les États-Unis accordaient à Moscou une sorte de statut privilégié en matière de

non-respect des droits de l'homme. D'autre part, l'évolution de la situation, sur les plans tant militaire que politique, soulève la question du bien-fondé de la politique de soutien à Boris Eltsine jusqu'à la suite par l'administration Clinton.

Un récent rapport de la CIA, dont le Washington Times a, le premier, fait état, émet de sérieux doutes sur la réalité du pouvoir exercé par le président russe.

LAURENT ZECCHINI

Lire la suite page 4 et nos autres informations page 3

Changer « le Monde »

La nouvelle formule de notre journal est lancée le 9 janvier.
Huit mois de travail, de discussions, d'aventure

Changer le Monde. Le vrai, le nôtre ! Ce fut une rude commande, époustouflante à vrai dire. Mais Jean-Marie Colombani, nouveau directeur-gérant, et Noël-Jean Bergeroux, directeur de la rédaction, le demandaient sur un ton d'évidence. Ce vieux Monde dont nous sommes tous les gardiens vigilants, dont nous avons été tour à tour les amants transis et dépités, ravis et furieux, il fallait le déposséder, le réformer, le moderniser. En un mot, le changer.

Changer le Monde... Un demi-siècle d'histoire du journal nous dominait du haut de son titre en gothique. Cela relevait de la fronde folle. De l'improbable, sans nul doute, du pari, à coup sûr. Et nous nous repellerions, sans des proportions bien comprises, le mot de notre fondateur, Hubert Beuve-Méry, à la veille du lancement du Monde le 18 décembre 1944 : « Cela me paraît une des plus belles histoires de tous de ce temps, qui en compte pas mal. »

Cinq « fous » furent donc désignés, au début du printemps 1994. Deux professionnels extérieurs au journal : Jean-François Fogel, quarante-sept ans, ancien journaliste devenu conseiller en matière de presse, et Jérôme Oudin, quarante-trois ans, graphiste et fondateur de Design Dept. Et puis Philippe Labarde, cinquante-cinq ans, directeur de l'information au Monde, Laurent Grellsamer, quarante et un ans, rédacteur en chef, et Michel Lefebvre, trente-neuf ans, chef adjoint du secrétariat de rédaction. Cinq électrons qui se retrouveront à la mi-mai à quelques coudées de notre imprimerie d'Ivry-sur-Seine, dans une grande pièce

aux murs nus, sommés de présenter un mois plus tard l'esquisse d'un « nouveau Monde ».

Ils avaient carte blanche. Enfin, presque. Jean-Marie Colombani leur demandait de réfléchir à un quotidien parisien en moyenne sur 36 pages, en un seul cahier. Ils étaient libres de rêver d'un autre Monde, sans l'aide d'études statistiques ou de sondages, en acceptant simplement de se critiquer, de remettre en cause jusqu'à l'usure la moindre idée, de s'opostropher sans susceptibilité. Libres de rêver, sans lâcher de traces. Na livraient-ils pas, chaque soir, les mauvais rêves du jour au broyeur électrique ?

Le rêve dura dix jours. Le temps de flirter très sérieusement avec l'idée d'un quotidien jouant superbement la photographie comme The Independent, le temps d'ébaucher un Monde austère comme nous savons le faire, mais accompagné tous les jours d'un supplément demi-format en couleurs ouvert à la culture et à toutes les questions dites de société, le temps d'imaginer notre journal quittant son smoking du soir pour débarquer dans les kiosques au petit matin. Ce fut une ivresse de papier, une débauche d'encre d'imprimerie, des frissons de journaliste, des pochades d'artistes...

Et puis, brutalement, vint le gifle du réel. Souverain. D'eux-mêmes, les « cinq » renoncèrent à leurs entretiens. Fini l'échauffement. Fini l'étrange ramue-ménages. Posément, patiemment, mais fouettés par l'urgence, ils dessinèrent un journal.

L. G.

Lire la suite pages 10 et 11

Le trésorier du PR mis en examen

L'affaire du financement du Parti républicain a connu, vendredi 6 janvier un développement important avec la mise en examen de Jean-Pierre Thomas, trésorier du PR et député des Vosges, pour abus de biens sociaux et recel d'abus de confiance. Mis en jour par le conseiller Van Ruymbek, ce dossier est désormais instruit par Mireille Filippini.

page 18

Le mécontentement des milieux judiciaires

Au cours de l'audience solennelle de rentrée de la Cour de cassation, le premier président, Pierre Drai, et le procureur général, Pierre Truchie, exprimant le mécontentement des milieux judiciaires, ont critiqué le retrait, par le gouvernement, de la réforme de la Cour de cassation.

page 8

Report de la loi de programmation sur l'école

Votée en première lecture par les députés le 24 décembre 1994, la loi de programmation sur l'école de François Bayrou ne figurera pas à l'ordre du jour de la session extraordinaire du Parlement qui s'ouvre lundi 9 janvier. Le report de ce texte est critiqué par les syndicats enseignants.

page 7

Le chômage américain au plus bas

Le taux de chômage aux États-Unis est retombé à 5,4 % de la population active en décembre, au plus bas depuis quatre ans et demi. Cette baisse confirme le vigoureux paristants de la reprise outre-Atlantique. Plus forte qu'attendu par les milieux financiers, elle devrait pousser la banque centrale à relever ses taux d'intérêt.

page 13

Hervé de Charette au « Grand Jury RTL-Le Monde »

Hervé de Charette, ministre du logement, délégué général des clubs Perspectives et Réalités, est l'invité du « Grand Jury RTL-Le Monde », dimanche 9 janvier, à partir de 18 h 30. L'émission est émise diffusée en direct sur RTL-TV.

POINT DE VUE

Le premier magistrat de France

par Laurent Fabius

A quatre mois de l'échéance, on finit par oublier ce que doit être l'élection présidentielle. Il ne s'agit pas de trancher entre anciens collègues, devenus rivaux, lequel des deux fera revenir dans l'escarcelle de son parti le plus haute fonction du pays. Pas davantage ne s'agit-il d'assurer la promotion d'un premier ministre qui, visiblement, et depuis le début de son mandat, ne pense, ne fait, ne communique que pour cela. Il ne servirait pas, non plus, raisonnable de choisir la titulaire en quelque sorte à l'ancienneté, un peu comme dans ces examens où l'on finit par admettre un candidat plusieurs fois recalé parce que méritant.

Faut-il enfin rappeler qu'on ne se présente pas à l'Élysée pour « témoigner » - et de quoi, grands dieux ? - ni pour accomplir ce qu'on appelle, dans le vocabulaire des courses automobiles, un « tour de chauffe », ni provision d'une autre dette pour laquelle il conviendrait de prendre rang ?

Revenons à l'essentiel : l'élection présidentielle, c'est le choix, par le suffrage du peuple, du premier magistrat de France. J'emploie à dessein cette expression en pensant d'abord au rôle du président pour garantir l'indépendance de la justice. Notre Constitution lui en donne la mission. La contextes actuels la renforcent. On n'est pas idéalement placé pour revendiquer cette

tâche lorsque le principale référence qu'on puisse fournir sur ce point, c'est la liste de membres de son gouvernement soupçonnés d'avoir confondu activités publiques et d'être personnelles.

Le premier magistrat du pays devra incarner les valeurs de la République et veiller au respect de ses principes. Surtout si le conflit éligible, comme c'est malheureusement possible, devait encore s'aggraver. L'égalité ? Rarement les disparités de ressources entre Français ont été aussi criantes : le nouveau président devra appeler à une répartition réellement juste de l'effort. La liberté ? Il devra être très attentif aux conditions du pluralisme de la presse, menacé par le poids du complexe médiatico-financier qui s'est mis en place. La fraternité ? Quelques jours avant l'indécise sursurcharge électorale défilée devant l'abbé Pierre, sait-on que cette majorité adoptait, au Parlement, un texte parfaitement scandaleux, démo-lissant les exigences en logements sociaux précédemment imposées aux communes ? C'est ce type de comportement qui n'est plus supportable !

Quant au principe de légitimité, je me rappelle l'imposante manifestation du 16 janvier 1994, ce million de personnes qui refusèrent l'aggravation de la loi Filloux. Je me rappelle, aussi, que les gouvernements de l'époque nous expliquaient alors que leur idée était excellente, mais qu'elle avait eu le tort d'être mal « vendue ».

C'était il y a moins d'un an. Il serait intéressant qu'ils précisent, aujourd'hui, ce que sont devenus leurs projets laïques.

Dans les années qui viennent, je n'ignore pas que la tâche du président sera, pour une large part, économique et sociale. Sur ce terrain difficile - et sans entrer dans les détails, car ce ne sera pas le rôle du président - le seul salut semble être que les candidats évitent de se moquer du monde. Par exemple, qu'ils ne prétendent pas que les finances du pays sont équilibrées, alors que la Banque de France, d'un côté, les marchés financiers internationaux, de l'autre, disent exactement et périodiquement l'inverse. Qu'ils ne répètent pas - les porte-parole gouvernementaux le font pourtant chaque jour - que les problèmes si complexes du chômage, de l'exclusion, du déficit des régimes sociaux seront réglés à coup sûr par des méthodes qui, depuis quelques années, ont échoué... dès lors qu'on réduit de seulement quelques points les taux d'intérêt ou les charges sociales. La mutation du millénaire, qui est à l'œuvre, ne s'accommodera pas d'un tel simplisme.

Du futur premier magistrat de mon pays, j'attends qu'il décrive avec honnêteté la situation de la construction européenne et qu'il s'engage à fond pour la redresser.

Lire la suite page 6

► Laurent Fabius, ancien premier ministre, est député (PS) de Seine-Maritime.

A L'ÉTRANGER : Allemagne, 3 DM ; Autriche, 9 F ; Belgique, 25 ATS ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Côte d'Ivoire, 700 F CFA ; Danemark, 14 KRO ; Espagne, 200 PTA ; Grande-Bretagne, 95 p. ; Grèce, 300 DR ; Irlande, 1,20 £ ; Italie, 2.000 L ; Liban, 1,20 US\$; Luxembourg, 40 FL ; Maroc, 9 DH ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal, 200 PTE ; Réunion, 9 F ; Sénégal, 700 F CFA ; Suède, 16 KRS ; Suisse, 2,10 FS ; Tunisie, 850 m. ; USA, 2,50 \$ N.Y. 2 \$.

هَذَا من الأصل

Il y a cent vingt ans

L'inauguration de l'Opéra-Garnier

par Anne Rey

Un épais brouillard est tombé sur Paris quand, à minuit, dans la nuit du 5 au 6 janvier 1875, les invités à l'inauguration du Palais-Garnier redescendent les marches du parvis. La salle du nouvel Opéra de Paris comporte 2 156 places, dont deux bonnes centaines sont des loges de loges dénuées de visibilité. Mais ce sont probablement près de 2 500 personnes qui ont entendu — sinon vu — la soprano autrichienne Gabrielle Krauss faire ses débuts parisiens dans deux actes de la Juive, d'Halévy; Faure, ténor français adulé, tenir le rôle-titre dans un extrait de Faust, de Gounod.

Le programme est un patchwork comme on les aimait à l'époque, compliqué de mille et une considérations diplomatiques. Les demoiselles du Ballet se doivent d'y apparaître dans leurs robes, avant de rejoindre ces messieurs de la République au foyer. Le premier tableau de la Source, hypothétique « ballet chorégraphique », y voisine avec deux « tubes » destinés à faire briller les qualités de l'orchestre: l'ouverture de la Muette de Partici, d'Aubert, et celle de Guillaume Tell, de Rossini. Christine Nilsson, diva suédoise vaincue par le rhume, a déclaré forfait pour la Marguerite de Faust. Le public ne lui a pas pardonné. D'autant qu'elle avait au préalable tenté de faire monter les enchères pour son cachet. Ce fut le premier rhume de circonstance de la longue série qu'allait devoir affronter cet Opéra en ses murs.

Autre manière de faire qu'en cette maison on oublierait jamais: le directeur Olivier Halanzyer est vivement mis en cause dès l'issue de cette première représentation. Il en était, il est vrai, le metteur en scène. Et il avait dû tant bien que mal adapter au volume considérable du nouveau plateau des décors conçus, dans leurs dimensions et dans leur esprit, pour l'ancienne salle de la rue Le Peletier. L'établissement avait disparu dans un incendie dans la nuit du 28 au 29 octobre 1873. La plupart des décors avaient brûlé. Mais Halanzyer, probablement pour ne pas dépayser les habitués, les avait fait copier pour la soirée du 5 janvier.

Les récriminations s'organisent dès lors sur deux thèmes (ce sont siogulièrement les mêmes que l'on réservera contre le nouvel Opéra de la Bastille cent quinze

ans plus tard): à quoi bon tant d'argent investi dans un nouveau bâtiment si la qualité artistique des prestations ne suit pas? L'insolente modernité des nouveaux lieux n'allait-elle pas égarer les spectateurs à l'ancienne qu'on allait y représenter? « Malheureusement, il n'est plus d'effet possible sur la vaste scène de l'Opéra, écrit Léon Escudier dans l'Art musical. La richesse effrénée, le luxe effroyable de la salle tuent tout. Les tentes harmonieuses de la décoration scénique ne sont plus possibles. » Comment ne pas comprendre cette réaction? Elle fut la nôtre lorsque la mise en scène de Giorgio Strehler, pour les Noces de Figaro de Mozart à Garnier, fut élargie aux dimensions de la Bastille. A architecture moderne, scénographie moderne: le débat est toujours le même.

La grotte avait aussi des mobiles moins élevés. Halanzyer, comme toujours en ces circonstances, n'avait pu satisfaire tous ceux pour qui une telle inauguration ne se manque pas. Les éconduits étaient d'autant plus amers que les places étaient payantes pour ce gala. Ce qui explique que les intellectuels, Flaubert en tête, l'ont boudée et affublée de sobriquets: « gâtée écanonique », « gâtée piquenique ». Beaucoup d'artistes, de gens du métier, s'installèrent sur la scène, derrière les décors. Les machinistes convièrent familles et amis à les rejoindre sur les plates-formes d'où étaient actionnées les toiles peintes. Les ventes au noir étaient allées bon train dans les agences des grands boulevards. Un étranger proposa, dit-on, 15 000 francs pour assister aux festivités. Soit le montant de l'abonnement d'un an, pour trois représentations par semaine, dans une première loge d'avant-scène (six fauteuils)...

L'illumination oubliée

Le plan de la salle avait été confié à la perspicacité du secrétaire d'Etat aux beaux-arts. A part les « bulles » (députés, membres de l'Institut, conseillers municipaux) et les journalistes, les fauteuils avaient été réservés au gouvernement, aux diplomates étrangers, aux abonnés. Beaucoup d'uniformes donc, de femmes en cape, de dandys, qui défilèrent les secrets du « chic parisien » n'avaient pas trouvé place dans cette assemblée de personnalités.



La loggia de la façade principale du Palais-Garnier.

Les chroniqueurs exprimeront, dès le lendemain dans leurs gazettes, une déception probablement générale. Ni la toilette de la rose de M^{me} Gustave de Rothschild, ni le corsage Watteau de la baronne de Pouilly ne leur donneront matière à envolées.

Mais revenons sur les marches du palais, avant l'ouverture des portes. Curieusement, alors que le nouveau bâtiment se singularise par sa polychromie (influence du style baroque ou marque de l'impressionnisme ambiant), l'illumination de la façade avait été oubliée. Les badauds, qui, dès 18 heures, commencent à se masser pour guetter l'arrivée des invités par les boulevards, la rue Lafayette ou la rue du Quatre-Septembre, bloquent la circulation mais n'y voient guère. Spectaculaire, le Café de la Paix, le Splendide Hôtel illuminent alentour leurs balcons. C'est cependant dans une demi-pénombre qu'arrive, à 20 heures, à l'angle des rues Scribe et Aubert, l'équipage du maréchal de Mac-Mahon, président de la République. Dix minutes plus tard, s'immobilise le cortège du lord-maire de Londres, David-Henri Stone, accompagné de ses deux sœurs, Ellis et Shaw. Le bourgeois d'Amsterdam, le jeune roi d'Espagne Alphonse II sont aussi remarqués. Mais le lord-maire fera, à lui seul ou presque, l'attraction de la soirée.

Contre toute attente, le second rôle-vedette n'est pas tenu par l'architecte, Charles Garnier, âgé seulement de trente-six ans, il est vrai. On lui avait fait l'insulte de lui proposer de venir retirer aux guichets, au prix de 120 francs, une place de seconde loge. Il avait failli bondir l'inauguration. Les 120 francs furent finalement por-

tés sur les frais généraux du théâtre. Charles Garnier assista à la commémoration. Mac-Mahon le fit venir à l'entracte pour lui remettre la croix d'officier de la Légion d'honneur. Des spectateurs le reconduisent à la sortie et lancent quelques ovations.

Pourtant le héros du 5 janvier ne fut pas le maître d'œuvre, mais son escalier. « Monument dans le monument », le grand escalier du nouvel Opéra allait d'emblée acquiescer une notoriété qui ne lui sera jamais contestée. Avec ses loggias, ses balustrades à mi-bau-tour permettant au public de s'accouder, avec ses trente mètres d'envolée, ses candélabres, ses riches draperies, ses fausses perspectives dignes de Palladio, l'escalier est à lui seul une composition somptueuse, allégée de deux bras, une invite irrésistible à venir partager les rêves de l'Opéra.

Rêves en stuc, comme l'on sait. Mais de même que le genre opéra fut, pour cette fin de siècle bourgeois, tout un symbole (son reflet), de même le bâtiment de l'Opéra-Garnier peut-il être vu comme une allégorie de cette société pour qui aller au spectacle constituait d'abord se donner en spectacle.

Avec la vastitude de ses salons, l'élévation formidable de son grand foyer, l'égérie ombreuse de ses promenoirs (1), aussitôt dénoyée par les ames prudes comme une incitation à la débauche, avec la chaleur de ses marbres, la brillance de ses grans, l'éclat de son porphyre, venu de Finlande, de son onyx importé d'Algérie, avec, en un mot, l'opulence de son « décor », l'Opéra de Charles Garnier devenait, au sens propre, un palais. Sur le modèle

des demeures princières de l'Ancien Régime, il représentait le spectaculaire revanche, la revanche-spectacle, contre le triomphe allemand. Ni Vienne ni Munich ne s'étaient offert de tels fastes pour accueillir l'art lyrique, pourtant fleuron de la culture germanique. Pour certains, l'inauguration du 5 janvier répondait ainsi obscurément à la défaite de Sedan.

Cela d'autant plus que, comme cela s'était produit pour l'édification de l'Opéra de Vienne mais avec une détermination plus affirmée, le nouveau bâtiment de l'art lyrique français s'inscrit dans une stratégie de pouvoir urbanistique. Dès 1858, Haussmann en avait défini l'ensemble: non loin du Louvre, résidence de Napoléon III, au confluent d'avenues, dont la principale (l'avenue de l'Opéra) reste à élargir et à retracer les proportions que l'on connaît, au cœur d'un quartier voué au commerce et aux affaires, proche des grandes gares de la capitale. Au nombre des « grands travaux » entrepris par le Second Empire, l'Opéra fut peut-être le plus chargé de signification immédiatement lisible par la population — ce que l'Opéra-Bastille voulu par François Mitterrand ne sera plus pour la France socialiste.

Ce temple de l'art bourgeois

On s'extasia à la fin du XIX^e siècle et au début du suivant — penser au rôle tenu par les représentations d'opéra dans l'œuvre de Proust — sur ce temple de l'art bourgeois par excellence qu'est le drame chanté. On le fait parce que probablement dans l'inconscient collectif, et même après les événements de la Commune, cela allait de soi: l'importance de la bourgeoisie dans la société, la place due à ses plaisirs. Mais quand François Mitterrand met au nombre de ses grands chantiers un grand Opéra présenté comme le temple de l'art démocratique, le message s'embrouille. L'art lyrique pourra-t-il jamais en France sortir de l'embourgeoisement? Et la mutation se fera-t-elle miraculeusement par la seule construction d'un nouveau bâtiment, fût-il présenté comme ultra-moderne et ultra-performant?

Décrite le 29 septembre 1860, « œuvre d'utilité publique » sous le Second Empire, terminée après quinze ans de travaux sous la Troisième République, la construction de l'Opéra-Garnier connaît des vicissitudes que celles de l'Opéra-Bastille n'auraient pas à lui envier. A l'origine, le théâtre de la rue Le Peletier n'avait dû accueillir l'Académie royale de musique qu'à titre provisoire. Le 13 février 1820, le duc de Berry se fait poignarder dans l'ancienne salle Montpensier, sise rue de Richelieu, accueillant le théâtre du lyrique depuis la Révolution. Mais après l'événement du 13 février, il fallut déménager à la hâte, d'abord salle Favart (actuellement Opéra-Comique) puis au théâtre Louvois, enfin dans cette salle d'abord jugée exigüe et

incommode de la rue Le Peletier. C'est là qu'une grande partie du chant français (Nourit, Viandot, Duprez ou Falcon) trouva à s'illustrer dans Rossini, Meyerbeer, Halévy, Donizetti. C'est là que fut donné le premier opéra de Wagner: ce fut le scandale de Tannhäuser.

Le provisoire allait se transformer en définitif quand eut lieu, le 14 janvier 1858, la tentative d'assassinat de Napoléon III par Oudiné, sous la verrière de la rue Le Peletier. La construction d'une nouvelle salle, dotée de dégagements plus larges et insusceptibles d'une meilleure surveillance en cas de cérémonies officielles, est aussitôt décidée.

En décembre 1860, le principe d'un concours est arrêté. Sept projets sont finalement retenus sur les deux soixante et onze en lice. A l'issue de nouvelles éliminatoires et d'un nouveau concours, le projet de Charles Garnier est retenu. Les travaux débutent dès 1861. Rien dès lors ne sera épargné au chantier: devis initial de 31 millions ramené à 18 (le bâtiment coûtera à l'arrivée 34,4 millions), scrupuleux déménagements de l'empereur soudain soucieux de donner la priorité à la construction de l'hôpital de l'Hotel-Dieu, asile de la « souffrance », au détriment d'un « temple du plaisir ». La guerre transforme le nouvel Opéra en magasin de vivres. Pendant la Commune, le chantier est occupé par les confédérés. Les travaux reprennent fin 1871 dans une France endettée peu soucieuse de reprendre à son compte les « folies » du Second Empire.

En 1873 pourtant intervient l'événement décisif: la salle Le Peletier flambe. Charles Garnier obtient de nouveaux crédits et un délai pour déclarer l'Opéra ouvert. La façade avait été terminée dès le 15 avril 1867 pour l'Exposition universelle.

Le 30 décembre 1874, en présence du secrétaire d'Etat aux beaux-arts, Charles Garnier remet à Halanzyer les 1942 clés du temple. Victor Hugo fera de l'Opéra-Garnier une réplique profane de Notre-Dame. Théophile Gautier en parlera comme d'une « cathédrale mondaine de la civilisation ». Plus tard, Gaston Leroux y logera son fantôme.

(1) On sait que le groupe de la Douce sculpté en façade par Jean-Baptiste Carpeaux avait fait l'objet de l'indignité et qu'il fut immédiatement recouvert par des bouteilles d'encre que des valets y avaient lancées.

Les détails sur l'édification et l'inauguration de l'Opéra-Garnier sont contenus dans trois ouvrages essentiels.

— La dossier que le Musée d'Orsay a consacré à l'ouverture du nouvel opéra, en collaboration avec la Bibliothèque nationale, sous la direction de Martine Kahane (Paris, 1986).

— L'ouvrage d'Alain Duault, l'Opéra de Paris: histoire, mythologie, divers, coll. « Les hauts lieux de l'Opéra » (Ed. Sand, Paris 1989).

— La Petite Encyclopédie illustrée de l'Opéra de Paris, éditée par le Théâtre national de l'Opéra pour son centenaire.

“GRAND JURY”
RTL - Le Monde

HERVE
DE CHARETTE

MINISTRE DU LOGEMENT

ANIMÉ PAR
OLIVIER MAZEROLLE
AVEC
GILLES PARIS - LE MONDE
ET
RICHARD ARZT - RTL

DIMANCHE
18H30

DIFFUSION EN DIRECT SUR RTL-TV

Le Monde

Édité par la SA Le Monde

Société anonyme
avec directeur et conseil de surveillance
Durée de la société:
cent ans à compter du
10 décembre 1944
Capital social:
620 000 F

Principaux actionnaires de la société:

Société civile

« Les rédacteurs du Monde »

« Association Hubert-Beuve-Méry »

Société anonyme

des lecteurs du Monde

Le Monde-Editions

Commission paritaire des journaux

et publications, n° 57 437

ISSN: 0395-2037

PRINTED IN FRANCE

Imprimerie

de la « Monde »

12, M. Gansbourg

94852 IVRY Cedex

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL:

15, RUE FALGUIÈRE

75001 PARIS CEDEX 15

Tél: (1) 40-65-25-25

Télécopieur: (1) 40-65-25-99

Télax: 206.806F

Le Monde

Président-directeur général:

Jean-Marie Colombani

Directeur général: Gérard Mordac

Membres du comité de direction:

Dominique Aldrey

Gilles Peres

133, avenue des Champs-Élysées

75009 PARIS CEDEX 08

Tél: (1) 44-43-74-00

Télax: 1 44-43-77-30

Société Mat

de la SA Le Monde et de Mordac et Huguette Dupuy SA

Le Monde

TELEMATIQUE

Composés 36-15 - Taxes LE MONDE

Le Monde - Documentation

36-17 LMDOC ou 36-29-04-56

ABONNEMENTS

PAR MINUTE

36-15 - Taxes LE MONDE

code d'accès ABO

ADMINISTRATION:

1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY

94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél: (1) 40-65-25-25

Télécopieur: (1) 40-60-30-10

Télax: 261.371F

ABONNEMENTS

1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY

94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél: (1) 40-60-32-98 - (de 8 heures à 17 h 30)

TARIF

FRANCE

3 mois

6 mois

1 an

FRANCE

3 mois

6 mois

1 an

FRANCE

3 mois

6 mois

1 an

FRANCE

3 mois

6 mois

1 an

FRANCE

3 mois

6 mois

1 an

BULLETIN
D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐

6 mois ☐

1 an ☐

Nom: _____

Prénom: _____

Adresse: _____

Code postal: _____

Localité: _____

Pays: _____

Veuillez avoir l'obligeance d'envoyer tous les

renouvellements en capital à l'impression.

401 M401

PR Paris DTM

Les Russes

Plusieurs pays

Allemagne s'interroge
sur l'avenir des réformes
entreprises par Moscou

مكتبة المجلد

INTERNATIONAL

Tout en promettant des négociations

Les Russes intensifient leurs bombardements en Tchétchénie

MOSCOU

de notre envoyé spécial

Des tirs d'artillerie russe d'une rare intensité - quinze obus à la minute selon un témoin - ont repris, samedi matin 7 janvier, sur le centre de Grozny. Lors d'une réunion du Conseil de sécurité, vendredi à Moscou, le président Eltsine s'est simultanément engagé à poursuivre l'offensive militaire tout en chargeant son premier ministre d'engager des négociations.

■ **ÉTATS-UNIS.** Tout en continuant à ne pas vouloir intervenir dans ce qu'il considère comme une affaire intérieure russe, le président américain, Bill Clinton, a demandé, vendredi, à Boris Eltsine de réduire au minimum les pertes civiles en Tchétchénie.

■ **EUROPE.** L'intervention russe suscite des critiques de plus en plus nombreuses en Europe, et la Commission européenne a décidé, vendredi, d'envoyer une aide alimentaire d'urgence de 310 000 écus en Tchétchénie.

A Sergueï Kovalov, qui lui demandait de saisir l'occasion du Noël orthodoxe, samedi 7 janvier, pour ordonner une trêve des combats, « ne serait-ce que pour ramasser les morts », Boris Eltsine a donné, vendredi, cette réponse toute simple : « c'est trop tôt ». Deux mots qui en disent beaucoup plus long que tous les communiqués officiels publiés le même jour au Kremlin, communiqués qui se contredisent mutuellement et sont, eux-mêmes, contredits par les faits.

À la fin de ce vendredi 6 janvier, le Conseil de sécurité, apparemment promu au rang d'instance de décision suprême, s'était ouvert par une intervention de Boris Eltsine. Le président, étonné que son ordre d'interrompre les bombardements sérieux sur Grozny n'ait apparemment pas été appliqué, a demandé des « explications » au ministre de la Défense, Pavel Gratchev. Le général Gratchev a répondu, mais selon un participant, le général Gratchev a affirmé que pas une bombe n'avait été lancée sur la capitale tchétchène depuis le 23 décembre (date du premier discours présidentiel ordonnant « l'arrêt » des bombardements), et qu'il « pouvait le prouver ».

Au même moment, un déluge de feu - obus d'artillerie, fusées - s'abatait sur plusieurs immeubles d'habitation du centre de Grozny, faisant, selon des témoins, quelques dizaines de victimes supplémentaires, tandis que les forces russes continuaient à grignoter les

positions des combattants tchétchènes dont les munitions finissent bien par s'épuiser. Boris Eltsine est tout à fait « bien informé de la situation sur place », il l'a affirmé lui-même à Sergueï Kovalov, président de la commission des droits de l'homme, qui voulait croire le contraire, et espérait vaguement que son témoignage dissuaderait le président de poursuivre dans la même voie.

Double langage

Boris Eltsine a tout de même accepté de recevoir cet homme qui, la veille, avait eu des paroles terribles sur « les ordures qui dirigent le pays » (il visait l'entourage du président), et venait « offrir leurs menottes par un bain de sang » (le Monde du 7 janvier). Et il a accueilli l'audience en déclarant à l'ancien prisonnier politique que « son point de vue sera pris en considération ». Un communiqué officiel faisait ensuite savoir que le président « allait donner des ordres pour que soient prises des mesures destinées à passer du règlement par la force au processus pacifique de remise en vigueur de la Constitution russe et de restauration des droits de l'homme sur le territoire de la République tchétchène. Le premier ministre, Viktor Tchernomyrdine, est chargé de la mise en œuvre de ce processus ».

L'intention n'est guère plus claire que le style : le communiqué du Conseil de sécurité, publié parallèlement, annonce ostensiblement un « processus pacifique », mais proclame au contraire la nécessité « de réduire définitive-

ment toute résistance armée, et de réaliser complètement la tâche de désarmement et de liquidation des formations armées illégales ».

Ce double langage dénoie-t-il d'occ hétéroclite sur la conduite à tenir, ou est-il seulement destiné à donner aux dirigeants occidentaux, de plus en plus gênés, le minimum d'assurances verbales susceptibles de les satisfaire ? La meilleure réponse semble donnée sur le terrain : refus de la moindre trêve, poursuite de l'offensive, achèvement de renforts, bombardements. « Maintenant que nous avons commencé cette opération, il faut la finir. Il est impossible de revenir en arrière », a déclaré, jeudi, le général Podkolzine, commandant des forces aéroportées, l'homme qui, la veille, avait fait porter aux « hommes politiques » la responsabilité de l'échec de l'armée devant Grozny. Le général Podkolzine a annoncé par la même occasion qu'environ cent de ses hommes avaient été tués jusqu'à présent.

Obstruction à la Douma

Parallèlement, le ministre de l'Intérieur annonçait quarante tués dans ses rangs et cent seize morts parmi les forces terrestres. Au total, et pour se limiter à ces trois « armées », le bilan « officiel » des pertes russes serait d'environ deux cent cinquante-six tués au 6 janvier. Du côté tchétchène, les pertes devraient être considérablement plus importantes : un officiel a, par exemple, affirmé à l'agence Interfax qu'une « unité spéciale » avait « détruit en moins de cinq minutes une bande de près de cin-

quante mercenaires » et un important matériel, à l'aide de missiles air-sol guidés par laser. La même source ajoutait que l'armée allait « utiliser en Tchétchénie des systèmes d'armes conçus pour d'autres théâtres d'opérations ».

Tandis que se poursuit cette nouvelle guerre, les autorités récompensent les anciens combattants de la précédente, celle d'Afghanistan. Un lot de dix Lada rouges a été offert, jeudi, à leur organisation, ce qui n'a pas empêché certains « vétérans » d'appeler à faire « cesser sans délai l'effusion de sang en Tchétchénie ». Les protestations contre la guerre gagnent, en effet, chaque jour en ampleur. Mais celles des députés « démocrates » qui exigent une convocation d'urgence de la Douma se sont heurtées à l'efficace obstruction du président du Parlement, Ivan Rybkine. La Douma ne se réunira que le 11 janvier, le Conseil de la fédération le 17, alors que les bombardements de Grozny durent depuis la mi-décembre et les combats depuis une semaine. S'il fallait une preuve supplémentaire que le Parlement joue désormais un rôle négligeable en Russie, elle est donnée.

Demande de pardon

Le président devait inaugurer, samedi, jour de Noël orthodoxe, une cathédrale restaurée et réouverte au culte. Il y a prudemment renoncé. Le patriarche Alexis, qui ne passe pas précisément pour un opposant au régime, quel qu'il soit, s'est d'ailleurs fermement prononcé contre la poursuite de la

guerre dans son message de Noël : « Aucune raison d'État, même légale et juste, ne peut justifier la mort et la souffrance de la population civile ».

La liste des « démocrates » qui ont soutenu des années durant Boris Eltsine et aujourd'hui écosommato leur royaume s'allonge chaque jour : Gavril Popov, l'ancien maire de Moscou, veut faire passer en jugement les responsables de l'opération, Guennadi Bourboulis, l'ex « émissaire grise » du président, constate que « toute l'autorité acquise par la Russie en trois ans sur la scène internationale a été dilapidée par la tragédie tchétchène ».

Dans un tout autre registre, le poète et chanteur Boulak Okoudjaya, qui avait surpris beaucoup de ses admirateurs en se prononçant, en octobre 1993, pour l'utilisation de la force, estime aujourd'hui que Boris Eltsine s'est « définitivement démasqué ». Ce qui se passe en Tchétchénie, ce n'est pas seulement « une honte », c'est l'expression du « pouvoir soviétique, qui ne sait parler au peuple que par les armes ». Ce Géorgien de Moscou, qui a exprimé avec délicatesse, dans les années 60 et 70, l'espoir de tant de ses compatriotes, est persuadé que la prise de Grozny ne résoudra rien : « Il y aura une guerre de partisans, des vengeances et la haine de la Russie pour cent cinquante ans. » Ce qu'il suggère au président : « Arrêter les combats. Faire sortir les troupes russes de Tchétchénie, reconstruire le pays. Et demander pardon. »

JAN KRAUZE

Plusieurs pays protestent contre l'intervention militaire

Les protestations internationales face à la poursuite de l'offensive russe en Tchétchénie ont pris de l'ampleur, vendredi 6 janvier. L'Assemblée générale de l'Organisation des États-Unis de la région du Caucase a fait part à Boris Eltsine de son inquiétude devant le nombre élevé de victimes civiles (lire page 4). A Paris, le porte-parole du Quai d'Orsay, Richard Dugé, a regretté que la décision prise par Boris Eltsine d'arrêter les bombardements, mercredi, n'ait pas été suivie d'effet.

A Londres, le secrétaire au Foreign

office, Douglas Hurd, a précisé qu'il avait exprimé, lui aussi, son inquiétude, dans un message adressé à son homologue russe, Andreï Kozynets, « il s'agit de trois choses en Tchétchénie », a-t-il indiqué : « une cessation rapide des combats pour mettre fin aux pertes civiles, des secours humanitaires (...) et une solution politique entre Russes et Tchétchènes ». Pour sa part, la commission européenne a accordé, vendredi, une aide humanitaire d'urgence de 310 000 écus aux populations victimes des combats en

Tchétchénie. Ces fonds serviront à la fourniture de médicaments dans les zones de combats, de tentes et de toilettes portables pour les personnes contraintes de fuir ces zones. Ces secours seront distribués par le Comité international de la Croix-Rouge.

Aux Pays-Bas, l'ambassadeur de Russie a été convoqué au ministère des affaires étrangères où il lui a été signifié que le recours à la force par les Russes était disproportionné et que le gouvernement de La Haye réclame l'arrêt des hos-

tilités. Au Danemark, le premier ministre, Poul Nyrup Rasmussen, s'est déclaré favorable à la suspension des négociations sur l'adhésion de la Russie au Conseil de l'Europe. A Moscou, l'ambassadeur de Hongrie, au nom de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), a appelé, jeudi, à « l'arrêt immédiat des combats » et a condamné « la violation brutale des droits de l'Homme en Tchétchénie ». Une délégation de l'OSCE, conduite par le ministre hongrois des affaires étran-

gères, Laszlo Kovacs, doit se rendre lundi à Moscou.

En Pologne, quelque cent cinquante personnes ont manifesté devant l'ambassade russe à Varsovie tandis que des heurts ont opposé deux mille manifestants pro-tchétchènes aux forces de police à Istanbul, où des cocktails Molotov avaient été lancés, jeudi, dans l'enceinte du consulat russe. La Turquie, voisine du Caucase, abrite une importante communauté de souche tchétchène. (Reuters, AFP)

L'Allemagne s'interroge sur l'avenir des réformes entreprises par Moscou

BONN

de notre correspondant

La tragique évolution des événements en Tchétchénie provoque, en Allemagne comme partout ailleurs, de très grandes inquiétudes. Tandis que l'opinion publique est avant tout scandalisée par l'escalade de la violence et les bombardements sur les civils, c'est l'évolution des événements à Moscou qui préoccupe de plus en plus ouvertement les dirigeants allemands. Les réactions fort prudentes de l'Allemagne face à la crise tchétchène s'expliquent avant tout par le souci de ne pas affaiblir davantage Boris Eltsine. Vu d'Allemagne, celui-ci « incarne encore, tant bien que mal, le camp des réformes », comme l'explique Karl Kaiser, président de l'institut allemand de politique étrangère (DGAP). Mais la confiance qu'on continue à accorder, à Bonn, au dirigeant du Kremlin, est mêlée d'un scepticisme de plus en plus grand.

« Nous avons été très très tôt conscients que la crise dans le Caucase pouvait remettre en cause l'ordre constitutionnel et les réformes en Russie, et nous avons fait part de nos craintes aux dirigeants russes de manière très claire », explique-t-on à Bonn de source gouvernementale. D'après l'analyse en cours au ministère des affaires étrangères allemand, c'est le coût financier de la guerre qui pourrait représen-

ter le facteur de déstabilisation le plus menaçant pour le pouvoir russe, et non une éventuelle extension géographique du conflit dans l'ensemble de la région du Caucase, qui paraît, selon un diplomate, « peu probable ».

Pas d'alternative

Cependant, on ne semble pas s'inquiéter outre mesure, à Bonn, des éventuels bouleversements politiques qu'un enlèvement en Tchétchénie pourrait entraîner. En dépit des rumeurs en provenance de Moscou, « le sort politique de Boris Eltsine ne devrait être posé remis en cause », indique-t-on de source gouvernementale à Bonn. Les dirigeants allemands ne croient pas que l'éventuelle arrivée au pouvoir de nouveaux dirigeants en Russie pourrait provoquer un grave danger pour l'Occident, sous la forme, par exemple, d'une remilitarisation ou d'un retour au pays.

Certes, des craintes de ce type ont été exprimées ici et là, notamment par Karl Lamers, porte-parole aux affaires étrangères du groupe parlementaire CDU/CSU au Bundestag. Mais, au ministère des affaires étrangères, on ne semble pas faire grand cas de l'hypothèse d'un « putsch » à Moscou, en soulignant que « les Russes ont d'autres soucis et que, au fond, il n'y a pas d'alternative aux réformes ».

LUCAS DELATRE

Prudence et inquiétude en Europe de l'Est

« Aujourd'hui Grozny, demain Kiev, après-demain Varsovie ! » : ce slogan, scandé par une poignée de manifestants rassemblés, en décembre, devant l'ambassade de Russie à Varsovie, a été l'appel d'organisations pacifistes et de partis de droite, illustre bien l'état d'esprit des Polonais face à la crise tchétchène. Sans remonter aux précédents historiques qui font que les Polonais ont des raisons particulières de sympathiser avec les ambitions indépendantistes des Tchétchènes - après l'écrasement des insurrections du XIX^e siècle par les troupes russes, des officiers Polonais avaient rejoint les Caucasiens, eux aussi, révoltés contre le Tsar - l'entrée des troupes russes en Tchétchénie a renforcé un sentiment général de défiance envers la Russie, en Pologne comme dans l'ensemble des anciens pays satellites de Moscou.

A l'Est, la force de souvenir des interventions de l'Armée rouge à Budapest en 1956 et à Prague en 1968 suscite une solidarité instinctive avec la petite Tchétchénie, à son tour réprimée par l'ours russe. Si l'éloignement de Grozny fait que l'inquiétude de l'opinion publique en Europe centrale et orientale est moins forte que lors de la brutale répression ordonnée par Gorbatchev contre les voisins lituaniens en 1991, cette guerre réveille cependant la peur dans des pays qui viennent tout juste de renouer avec leur souveraineté, cinq ans après la chute du mur de Berlin.

Le conflit est omniprésent

dans les médias et, contrairement à l'Ouest, les principaux journaux télévisés du soir « ouvrent » le plupart du temps sur la Tchétchénie, le « JT » polonais terminant souvent ses reportages par le rappel d'un numéro de compte pour le versement de fonds humanitaires.

Accélérer la demande d'adhésion à l'OTAN

En Bulgarie, rapporte l'AFP, la presse de Sofia a même publié les vœux de fin d'année envoyés à sa famille par l'un des quatre volontaires bulgares partis se battre aux côtés des Tchétchènes. Et à Budapest, si la guerre en Tchétchénie disparaît parfois des titres, c'est pour céder la place à des commentaires sur le conflit dans la Bosnie voisine, rappelant la proximité des périls du post-communisme.

Tout en observant avec inquiétude les dérives russes en Tchétchénie, les chancelleries d'Europe centrale et orientale se sont longtemps montrées fort prudentes. Pourtant le ministre tchèque des affaires étrangères, Josef Zieleniec, s'est rapidement élevé contre « les méthodes de la Russie qui dépassent la légitime défense des affaires intérieures ».

Peu après, les présidents Vaclav Havel et Lech Walesa sont sortis de leur réserve, tandis qu'en Hongrie le gouvernement évitait toujours de se prononcer, laissant au porte-parole des affaires étrangères le soin d'exprimer le « préoccupation »

de Budapest. Et si la Roumanie s'est elle aussi « réveillée », en tenant des propos plus vifs, c'est essentiellement à cause du contentieux entre Bucarest et Moscou, qui soutient tacitement la présence de la XIV^e armée russe sur une partie du territoire de l'ancienne république soviétique de Moldavie, majoritairement peuplée de Roumains de souche, et envahie par Moscou en 1939.

Cette retenue s'explique d'abord par la frilosité des capitales occidentales qui ont longtemps fermé l'œil sur l'intervention en Tchétchénie au nom du droit de la Russie à régler ses « affaires intérieures ». Une expression qui fait frissonner à l'Est tant elle rappelle l'euphémisme d'usage à l'époque soviétique pour laisser Moscou imposer son ordre dans son arrière-cour européenne.

« Le bon Dieu est loin mais la Russie est proche »

Faute d'un signal occidental, les pays de l'Est ont donc, eux aussi, adopté un profil bas, d'autant plus que l'ancien « grand-frère » dispose toujours de moyens de pression, notamment en ce qui concerne l'approvisionnement énergétique. On se souvient encore, à Budapest, des coupures, aussi subtiles qu'inexpliquées, des livraisons de pétrole pendant les difficiles négociations sur la retraite de l'armée russe il y a seulement quatre ans. « Le bon Dieu est loin mais la Russie est proche », ironise emment, aujourd'hui,

un commentateur magyar.

Meis la relative discrétion des pays d'Europe centrale et orientale dissimule, en fait, une préoccupation commune. Même si personne à Varsovie, Prague ou Bucarest ne le dit ouvertement, tous estiment que la guerre en Tchétchénie renforce le légitimité de leur demande d'accélérer le processus de leur intégration au sein de l'OTAN, pour combler le vide de sécurité laissé par la disparition du pacte de Varsovie.

Si les chancelleries de l'Est évitent, pour l'instant, de relancer ce débat, c'est parce qu'elles estiment que le temps apporte de l'eau à leur moulin : la prolongation de la guerre en Tchétchénie sape chaque jour davantage l'argument selon lequel l'engagement de l'Est avec l'OTAN affaiblirait le président Eltsine face à ses adversaires « conservateurs » alors que le pillage incessant de Grozny démontre, au contraire, que le président russe est déjà largement otage des « feueux ».

Il est difficile, après le carnage de Grozny, de mettre sur le seul compte de l'hyper-sensibilité historique, les mises en garde des pays de l'Est qui redoutent, plus que d'autres, le réveil du nationalisme russe. « Il est grand temps de résoudre la question de la sécurité des pays au cœur du Vieux Continent », insistait, début janvier, le président tchèque, Vaclav Havel. Avant de conclure : « Dans un an ou deux, il sera peut-être trop tard. »

YVES-MICHEL ROLS

EUROPE

Les réactions à l'intervention militaire russe en Tchétchénie

M. Clinton demande à M. Eltsine d'épargner les civils

Suite de la première page

Selon ces informations, M. Eltsine serait de plus en plus isolé, voire sous l'influence d'un petit groupe de conseillers radicaux, partisans de noyer dans le sang la rébellion tchétchène. Certains journaux américains ont fait le portrait d'un Boris Eltsine sous l'influence grandissante du chef de la sécurité présidentielle, Alexandre Koryakov, proche confident du président russe, voire son moderne Raspoutine.

Le secrétaire d'Etat, Warren Christopher, a certes souligné, vendredi, que M. Eltsine « s'est tiré d'autres situations difficiles », mais la Maison Blanche estime prudent de marquer ses distances, en raison du tour pris par les événements. M. Clinton montre ainsi qu'il est sensible aux critiques des experts qui estiment que Washington, ayant accordé une sorte de feu vert à Moscou, porte une part de responsabilité dans l'escalade militaire en Tchétchénie.

Les responsables américains ont également en mémoire la fin de l'époque Gorbatchev, quand l'ancien président ignorait les avis de ceux de ses conseillers qui l'enjoignaient d'accélérer le processus de réformes. A l'époque, le

président George Bush n'avait pas ménagé son soutien à son homologue soviétique, et Washington avait été pris au dépourvu par l'emballement des événements à Moscou. L'administration démocrate de Bill Clinton ne tient pas à répéter cette erreur, mais le paysage politique moscovite n'offre pas de solution de rechange évidente. C'est ce qui explique la position mi-chèvre mi-chou adoptée par l'administration Clinton.

Jusqu'à là, les responsables américains avaient rivalisé d'explications pour dédramatiser une intervention que Moscou présentait comme une sorte d'opération de police ou « musclée » contre les « gangsters » tchétchènes. Dès lors qu'ils avaient justifié, par avance, le droit des autorités russes à régler par la main forte une « affaire intérieure », les Etats-Unis auraient préféré, comme M. Eltsine, que la rébellion tchétchène soit rapidement matée.

Washington souhaite préserver autant que possible un climat de bonnes relations avec Moscou. Warren Christopher a rappelé jeudi (le Monde du 7 janvier) que l'attitude américaine est notamment dictée par le souci d'écartier

la menace représentée par l'arsenal nucléaire de l'ex-URSS. Le programme Nunn-Lugar, qui a déjà bénéficié d'un budget de près de 900 millions de dollars depuis trois ans, a permis le démantèlement de plusieurs centaines d'installations nucléaires.

« Nouveau partenariat »

Le département d'Etat estime que la continuation de cette politique de défense « par d'autres moyens » est essentielle pour entretenir le « nouveau partenariat » américano-russe. Celui-ci avait été officialisé lors de la visite de Boris Eltsine aux Etats-Unis, en septembre dernier. Le président russe (dont comme M. Clinton pour les Etats-Unis) avait revendiqué un droit d'intervention dans la « zone d'influence » de son pays. Toutes proportions gardées, il a agité d'une sorte de nouveau Yalta qui ne disait pas son nom.

La Russie s'est montrée remarquablement discrète lors de l'intervention américaine en Haïti, et Washington était prêt à faire de même à propos de la Tchétchénie. Mais les suites du sommet de Washington ont montré que le climat consensuel américano-russe a ses limites, dès lors que les intérêts nationaux de l'un ou l'autre pays sont en jeu. La tension dans le Golfe à la suite des gestations militaires irakiennes, la Bosnie et la question de l'élargisse-

ment de l'OTAN à plusieurs pays de l'ex-URSS l'ont illustré sans ambiguïté.

Moscou, qui souhaitait lever l'embargo frappant les exportations de pétrole irakien, a été bue à l'opposition des Etats-Unis. La Russie, de son côté, a usé de son droit de veto pour contraindre une résolution américaine visant à interdire les livraisons illégales de carburant aux Serbes. S'agissant enfin de la question de l'accueil d'anciens pays communistes au sein de l'Alliance atlantique, le désaccord a pris un tour conflictuel : la Russie a fait comprendre que le projet d'extension de l'OTAN vers l'est compromettrait son partenariat avec Washington.

M. Clinton a dû réprouver qu'aucun pays ne pouvait mettre son veto à l'extension de l'OTAN.

Trop exiger de M. Eltsine, notamment à propos de l'OTAN, c'est risquer de favoriser, à Moscou, la surenchère des forces bien peu favorables à l'Occident. Si Washington ne s'est résolu qu'à contre-cœur à hausser le ton à l'égard de Moscou à propos de la Tchétchénie, c'est aussi en sachant, ou en croyant, que le président russe n'a pas les conditions favorables pour sortir du bouillier tchétchène. Un recul pur et simple constituerait un camouflet humiliant et risquerait d'ouvrir la voie à une « aventure » politique à Moscou.

LAURENT ZECCHINI

PORTUGAL

La cohabitation entre le président Soares et le premier ministre Cavaco Silva tourne à l'aigre

LISBONNE

de notre correspondant

La scène de la « réconciliation » jonchée dans le décor du palais rose de Belem, à Lisbonne, n'a convaincu personne. Pour les Portugais, la cérémonie de présentation de vœux du premier ministre Anibal Cavaco Silva au président Mario Soares a, au contraire, rendu encore plus évidente la déchirure entre les deux hommes, qui ont bredouillé, sans se regarder, leurs souhaits d'une bonne année 1995 « de paix et de travail ». Ces mots vides de sens, prononcés au milieu de la plus grave crise vécue par le président socialiste et par le chef du gouvernement libéral, ont sonné le glas d'une cohabitation longtemps considérée comme exemplaire.

Les rapports entre le président Soares, qui terminera son second mandat au début de 1996, la Constitution interdisant un troisième mandat consécutif, et le premier ministre Cavaco Silva, dont le mandat expire en octobre prochain, n'ont cessé de se détériorer au long de l'année 1994. Ils ont atteint un point de non-retour début décembre, avec un échange de lettres très élogieuses entre les deux hommes, à la suite du refus du président de reconduire, comme le souhaitait le gouvernement, le chef d'état-major de l'armée de l'air, le général Mendes Dias, responsable d'un organisme officiel soupçonné

d'être impliqué dans des ventes d'armes à l'Angola.

Aussitôt après, Mario Soares adressait, dans un entretien au quotidien *Diário de Notícias*, les critiques les plus sévères au premier ministre, dont la politique économique aurait, selon lui, éloigné le Portugal, « pays le plus en retard de la Communauté à l'exception de la Grèce », de la croissance moyenne des autres pays d'Europe. Mario Soares mettait en garde contre les dangers d'une « dictature de la majorité » et de la « concentration excessive de pouvoirs entre les mains d'un seul homme », faisant allusion au premier ministre, président du Parti social-démocrate (PSD, centre droit), qui dispose de la majorité absolue au Parlement. Le président Soares assurait enfin que « la moralité, la confiance et le scepticisme » étaient en train de gagner la société portugaise.

Manque de solidarité institutionnelle

La réponse du parti gouvernemental ne s'est pas fait attendre. Le PSD a accusé le président d'« avoir perdu toute impartialité », de « manquer de solidarité institutionnelle » et de s'immiscer dans la lutte politique pour « conditionner » le résultat des élections législatives d'octobre prochain.

Le premier ministre a, en effet, imposé, depuis, un silence qu'il

n'entend briser que lors du congrès de son parti, à la mi-février 1995. Cette attitude ainsi que l'air fatigué et embarrassé que le premier ministre affiche lors de ses rares apparitions en public ont fait naître des rumeurs sur son prochain retrait politique.

Le Parti socialiste en tête dans les sondages

Selon certains, il souhaiterait retourner à sa chaire de professeur d'économie, usé et déçu par une dizaine d'années de pouvoir. D'autres pensent qu'il quittera le PSD, qu'il a dirigé pendant neuf ans en chef incontesté après avoir mis fin aux rivalités des « barons » qui avaient failli couler le parti. Son éloignement du PSD lui permettrait de se « refaire une virginité » et de se porter candidat à la succession de Mario Soares à la présidence, début 1996.

D'autres encore prétendent que le premier ministre, face à plusieurs affaires de corruption et d'enrichissement douteux dénoncées par la presse et au sein même du PSD, souhaiterait « purifier » le parti en s'appuyant sur la base, pour ensuite le conduire vers une nouvelle victoire électorale. La vague de fond désirée se fait toutefois attendre et les sondages sont là pour lui indiquer que la majorité absolue avec laquelle il s'est habitué à gouverner est maintenant à la portée du Parti socialiste,

la principale formation de l'opposition.

Le JPS obtiendrait, en effet, selon un récent sondage, 45,7 % des intentions de vote contre 38,5 % au PSD. Les deux autres principaux partis, le Parti communiste et les conservateurs chrétiens du CDS-Parti populaire, font les frais d'une bipolarisation de plus en plus évidente.

Le président Soares a répété, dans son message du Nouvel An, qu'il entendait être actif jusqu'au terme de son mandat, dans cette année marquée déjà par la hantise des élections. Au nom du « respect le plus absolu des droits et des libertés des Portugais », il vient de mettre son deuxième veto à une loi du gouvernement sur les services d'information et de sécurité (SIS) qui avait été approuvée en novembre dernier par les seules voix du PSD et du petit CDS-Parti populaire.

Dans le vide politique causé par le mutisme du premier ministre, le président continue de gagner des appuis dans les couches de la population les plus exposées à la crise économique, pour qui les faibles signes de reprise ne se font pas encore sentir : la classe moyenne, qui a perdu beaucoup de son pouvoir d'achat et qui avait contribué par deux fois à donner au PSD la majorité absolue ; les agriculteurs - laissés-pour-compte de la politique gouvernementale et défendus à plusieurs reprises par Mario Soares - mais aussi les ouvriers des verreries et du textile, les mineurs.

Le président s'était déjà attiré les sympathies des étudiants en défendant, début 1994, le « droit à l'indignation » après leurs importantes manifestations contre la politique de l'éducation du gouvernement. Et, lors d'une cérémonie officielle célébrant les vingt ans de la révolution aux œillets, en avril, le premier ministre avait été hué par des étudiants qui applaudissaient le président.

Mario Soares a aussi marqué des points dans l'opinion publique, l'été dernier, lors d'un mouvement spontané des Libanais protestant contre l'augmentation du péage du pont du 25-Avril, reliant Lisbonne à la rive gauche du Tage, et qui ont isolé à plusieurs reprises la capitale.

Dans le climat préélectoral qui a déjà gagné le pays, la cohabitation à la portugaise a tourné à la confrontation, sur un fond de crise et de conflits sociaux que les premiers jours de 1995 laissent déjà deviner.

ALEXANDRE FLUCHER MONTEIRO

AMÉRIQUES

HAÏTI

Les Etats-Unis renvoient de force les réfugiés récalcitrants

SAINT-DOMINGUE

de notre correspondant

La persuasion et la promesse d'une prime ayant échoué, les autorités américaines ont commencé à rapatrier de force les quelque 3 800 boat people haïtiens qui se trouvent toujours sur la base navale de Guantanamo, au sud-ouest de Cuba. Vendredi 6 janvier, un garde-côte américain a débarqué à Port-au-Prince un premier groupe de cinquante-quatre réfugiés qui espéraient toujours obtenir l'asile aux Etats-Unis en dépit du retour du président démocratiquement élu Jean-Bertrand Aristide, le 15 octobre.

Sur le port de la capitale, contrôlé par un imposant dispositif militaire américain, Anne Fuller, responsable de la Coalition nationale pour les réfugiés haïtiens, a protesté contre ce rapatriement qu'elle a jugé « contraire à la loi internationale ». Stanley Schacter, le porte-parole de l'ambassade des Etats-Unis, a souligné pour sa part que « la situation s'est beaucoup améliorée en Haïti du point de vue de la sécurité, et même sur le plan économique », ajoutant qu'il espérait que tous les réfugiés « reviendront au pays reprendre leur place dans la nouvelle démocratie ».

La plupart des quelque vingt mille boat people haïtiens qui avaient été « parqués » sur la base de Guantanamo l'été dernier, au plus fort de l'exode, ont accepté de regagner volontairement Haïti à la suite de l'intervention militaire américaine et du départ des chefs putschistes. A la fin décembre, pour tenter de convaincre les 4 460 récalcitrants, le département d'Etat a annoncé que les volontaires recevraient une prime de 80 dollars et la garantie d'être employés pendant au moins quatre mois dans les chantiers de travaux publics qui doivent démarrer avec l'aide internationale. Pour que les choses soient bien claires, le

département d'Etat ajoutait qu'« en aucune circonstance, les Haïtiens qui demeurent sur la base navale de Guantanamo ne seront acceptés aux Etats-Unis ».

Jeudi 5 janvier, à l'issue du délai initialement fixé pour accepter la prime, seuls 665 réfugiés ont signé un « accord de rapatriement volontaire ». Les autres sont interrogés par des fonctionnaires du service de l'immigration qui évaluent leurs demandes d'asile. Le porte-parole du département d'Etat, Christine Shelley, a indiqué que la promesse des 80 dollars demeurerait valable pour ceux qui changeraient d'avis. Ceux qui ne pourraient pas prouver que leur vie est en danger s'ils rentrent en Haïti seront rapatriés notés, volens.

Une situation économique précaire

La situation économique précaire, qui ne s'est guère améliorée trois mois après l'intervention américaine, explique les hésitations de nombreux réfugiés qui, comme un grand nombre d'habitants des îles du bassin caribéen, sont attirés par le miroir aux alouettes américain. L'aide internationale tarde à se convertir en créations d'emplois, et malgré les efforts du ministre du commerce, Maurice Lafont, les prix des produits de grande consommation n'ont guère baissé.

Les autorités américaines devront également se prononcer sur la demande d'asile d'Emmanuel Constant, dirigeant du Front pour l'avancement et le progrès d'Haïti (FRAPH), une organisation néo-dualiste qui avait été créée pour soutenir les militaires putschistes. Selon l'hebdomadaire haïtien *Haïti-Progress*, il se trouve aux Etats-Unis et a déposé une demande d'asile. D'après la presse américaine, le leader du FRAPH aurait reçu des fonds de la CIA.

JEAN-MICHEL CARROT

CHILI

Polémique autour d'un projet de prison spéciale pour d'anciens dignitaires du régime Pinochet

SANTIAGO

de notre correspondant

La décision du gouvernement chilien de construire une prison spéciale pour les militaires, prise à quelques jours de la fin du procès du général Manuel Contreras, ancien chef de la police secrète du régime Pinochet, a provoqué de très vives réactions. Les organisations de défense des droits de l'homme ont dénoncé une décision portant atteinte « au principe de l'égalité des citoyens devant la loi ».

Ricardo Lagos, ministre des travaux publics et responsable du Parti pour la démocratie (PPD, gauche), un des piliers de la coalition gouvernementale - la Concentration des partis pour la démocratie -, a même présenté sa démission, vendredi 6 janvier, au président Eduardo Frei. Il a également refusé de signer le décret entérinant une décision qui appa-

rait comme le résultat des pressions des militaires face à l'imminence de la première condamnation d'un haut responsable de l'ancien régime, reconnu coupable de violation des droits de l'homme.

Dans les prochains jours, la Cour suprême devrait en effet confirmer le verdict qui, en première instance, avait condamné le général Contreras et d'autres responsables militaires pour l'assassinat en 1976, à Washington, d'Orlando Letelier, ancien ministre des affaires étrangères du président Salvador Allende.

Dans la soirée de vendredi, après l'annonce de la décision prise par le gouvernement de demander au Parlement de trancher sur le projet de prison spéciale, Ricardo Lagos est revenu sur son coup d'éclat et a repris sa démission.

EDUARDO OLIVARES

BRESIL : mort d'un petit « caïd » de la drogue. - La police brésilienne a retrouvé dans la banlieue nord de Rio, vendredi 6 janvier, le corps criblé de balles de l'un des trafiquants de drogue les plus recherchés de la ville, Aldair Cabral Mangano, âgé de dix-neuf ans, surnommé Né Maluco (Né le Fou). Selon la police, Né Maluco contrôlait le trafic de drogue dans l'une des onze favelas qui forment le Complejo do Alemão. Il aurait été victime d'un règlement de compte. - (AFP Reuters).

ETATS-UNIS : la vie du Congrès sur écran informatique. - Soucieuse de casser l'image d'un Congrès froid et lointain, la nouvelle majorité républicaine a annoncé la naissance de « Thomas », une banque de données accessible par « l'autoroute électronique » d'informations Internet. De l'Amérique moyen aux universitaires du monde entier, les usagers de l'informatique vont désormais pouvoir tout savoir de la vie du Congrès américain, de ses batailles de procédures, du programme de

travail des commissions et des textes des projets de lois. - (AFP)

La cote de popularité du président Clinton toujours négative. - La cote de popularité du président Bill Clinton ne parvient toujours pas à se redresser. C'est ce que révèle un sondage publié par le *Washington Post* et la chaîne de télévision ABC : 45 % des personnes interrogées approuvent l'action présidentielle tandis que 51 % la désapprouvent et 48 % voteraient aujourd'hui pour n'importe quel candidat républicain contre 33 % pour le démocrate Clinton. - (AFP)

MEXIQUE : les zapatistes prolongent leur trêve militaire. - La guérilla zapatiste a décidé de prolonger jusqu'au 12 janvier la trêve militaire qu'elle avait déclarée au début de l'année, précise un communiqué de « l'Armée zapatiste de libération nationale » publié vendredi 6 janvier. Les « rebelles » du Chiapas (sud) ont également réaffirmé leur volonté de travailler à l'établissement d'une « trêve stable ». - (AFP)

PROCHE-ORIENT

Malaise entre Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

INTERNATIONAL

PROCHE-ORIENT

Malaise entre Le Caire et Washington

L'Egypte multiplie les « différends » avec le « grand allié » américain

LE CAIRE
de notre correspondant

« Entre amis, il vaut mieux avoir des différends que de se méfier », dit le proverbe arabe. Mais la situation se dégrade. Telle est la réflexion d'un haut responsable de la diplomatie égyptienne sur le malaise qui perturbe depuis quelque temps les relations entre Le Caire et Washington.

« Nous concevons nos rapports avec les Etats-Unis sur la base du respect mutuel des intérêts et de l'indépendance de chacun », ajoute ce responsable. Le président Hosni Moubarak lui-même, dans un récent entretien avec le quotidien *Al-Ahram*, avait admis l'existence de « certains différends » avec les Etats-Unis. « Cela est normal entre Etats amis et nous cherchons à les régler sans porter atteinte à notre souveraineté », avait-il dit.

Le point de friction le plus récent porte sur ce que Washington appelle la coopération économique au Proche-Orient. En effet, les Etats-Unis souhaitent une accélération du processus de normalisation entre les pays arabes et Israël, et leur souhait semble en voie d'être exécuté par certaines monarchies pétrolières du Golfe, qui ont récemment accueilli plusieurs hauts responsables israéliens. Le sultan Qabus d'Oman a même reçu le premier ministre, Itzhak Rabin.

Or l'Egypte, comme la Syrie, estime qu'une normalisation en rangs dispersés avec l'Etat juif ne peut qu'affaiblir la position de Damas dans les négociations sur le Golan et le Liban du Sud. En outre, la conclusion éventuelle de la paix entre Israël et les pays du Golfe peut nuire à la position de l'Egypte, qui tient à demeurer neutre, indépendante et à l'équilibre du Proche-Orient. Les dirigeants égyptiens estiment en effet qu'un tel rôle permet d'éviter le danger d'une réduction, par le Congrès américain, de l'aide économique et militaire accordée à leur pays et qui s'est élevée à 2,1 milliards de dollars en 1994.

Certains journaux américains ont déjà réclamé la réduction de cette aide, à cause du soutien apporté par le Caire au régime libyen. Et c'est là un deuxième sujet de friction avec les Etats-Unis.

Dès le début du mois de novembre, le *Washington Post* invitait l'administration américaine à « lancer une mise en garde sans appel » au président Moubarak.

En outre, il « met fin au pacte avec le diable conclu avec Mouammar Kadhafi ». Depuis le mois d'avril 1992, la Libye est soumise à des sanctions décidées par le Conseil de sécurité des Nations unies à la demande des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne et de la France, car elle refuse de livrer deux citoyens tenus pour responsables d'un attentat contre un avion de la Panam, en décembre 1988, au-dessus de Lockerbie, en Ecosse. Tripoli doit également coopérer avec la justice française dans l'enquête sur un attentat commis contre un DC-10 d'UTA au-dessus du Niger, en 1989.

L'Egypte, pour sa part, soutient une initiative conjointe prise par la Ligue arabe et la Libye, réclamant que les deux accusés soient jugés, par le tribunal international de La Haye. Cette proposition a été rejetée par Washington, Londres et Paris. Selon le *Washington Post*, des responsables américains auraient demandé lors de la visite, fin octobre, du président Bill Clinton au Caire que l'Egypte cesse de vendre à Tripoli des pièces de rechange pour ses avions et mette un frein à des échanges commerciaux en croissance continue avec la Libye.

Le *Washington Post* avait même accusé « les fils de hauts responsables du régime » de diriger la contrebande avec la Libye. « Aucune campagne de presse ni pression ne changera la position de l'Egypte », avait commenté le chef de la diplomatie égyptienne, Amr Moussa. L'Egypte est soucieuse de « préserver les intérêts du peuple libyen, tout en respectant les résolutions internationales ».

Flirt avec les fondamentalistes

Un autre « différend » entre le Caire et Washington concerne la prorogation, au mois d'avril, du traité de coopération économique. « Si Israël signe pas ce traité, l'Egypte ne le signera pas non plus », a prévenu M. Moubarak le 3 janvier, à l'occasion d'une conférence de presse commune avec le chef de la diplomatie israélienne, Shimon Peres. Le raisonnement, depuis la fin de la guerre du Golfe, l'élimination de toutes les armes de destruction massive du Proche-Orient, notamment les armes chimiques que les pays arabes accusent Israël de détenir. C'est pour tenter de régler ce problème.

Le secrétaire américain à la défense vient d'entamer une visite au Caire, avant de se rendre à Tel-Aviv.

Les responsables égyptiens critiquent aussi la politique américaine à l'égard de l'extrémisme musulman. Ils affirment que les Etats-Unis, ou au moins certaines parties de l'administration, continuent à flirter avec les maximalistes islamistes dans la région. « En voulant ménager la chèvre et le chou, les Américains jouent aux apprentis sorciers », commente un responsable égyptien, qui rappelle l'affaire du cheikh Omar Abdel Rahman, actuellement incarcéré aux Etats-Unis, accusé d'avoir été impliqué dans l'attentat contre le World Trade Center, à New-York, le 26 février 1993.

Le guide spirituel de l'organisation extrémiste musulmane Djamaa islamiyya (responsable de la plupart des attentats contre les touristes et les policiers) avait été accusé par la presse officielle égyptienne, au cours de l'été 1993, d'être un agent de la CIA, à laquelle il aurait rendu des services durant la guerre d'Afghanistan.

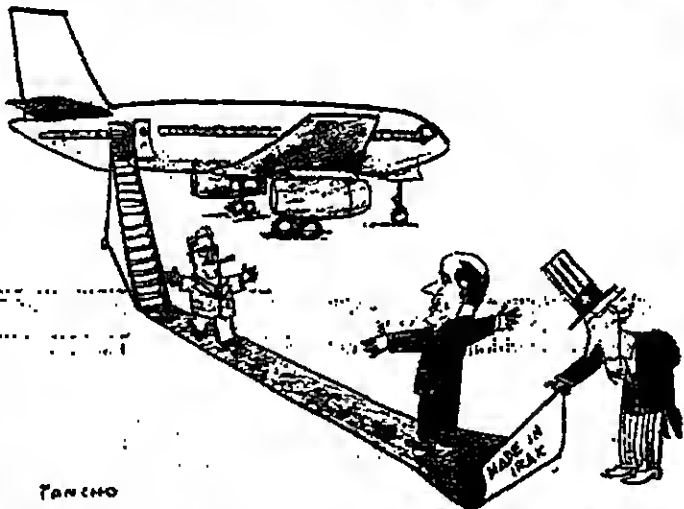
Mais ce n'est pas la première fois que les relations entre les Etats-Unis et l'Egypte connaissent des turbulences. Le désaccord le plus grave avait eu lieu en octobre 1985 à la suite du détournement du paquebot italien *Achille Lauro* par un commando palestinien.

L'avion d'Egyptair transportant les pirates vers Tunis, où se trouvait le quartier général de l'OLP, avait été intercepté par des chasseurs de l'US Air Force et forcé d'atterrir en Italie. Cela avait provoqué la colère du président Moubarak, qui avait accusé les Américains d'ingratitude comme des « cow-boys ». La crise avait quand même pu être évitée. Les divergences d'aujourd'hui ne devraient donc pas porter atteinte aux liens étroits tissés entre les deux pays.

ALEXANDRE BUCCIANTI

DIPLOMATIE

Washington et Londres dénoncent la décision française d'ouvrir une « section d'intérêts » à Bagdad



Les Etats-Unis et la Grande-Bretagne ont vivement critiqué, vendredi 6 janvier, la décision de la France d'ouvrir une « section d'intérêts » en Irak à l'occasion de la visite du vice-président irakien Tarek Aziz (le *Monde* du 7 janvier).

Après un entretien « approfondi » avec M. Aziz, au cours d'un petit-déjeuner de travail, le chef de la diplomatie française, Alain Juppé, a « confirmé l'intention de la France d'ouvrir très prochainement une section d'intérêts sous pavillon roumain à Bagdad ». C'est « une mesure technique qui nous permettra de régler les questions matérielles liées à la rupture des relations diplomatiques avec l'Irak », a précisé le ministre, pour lequel « un certain nombre de progrès ont été accomplis [par l'Irak], mais il reste à faire ».

Cette décision n'est « ni opportune ni utile », a déclaré le porte-parole du département d'Etat, Christine Shelly. « Ce n'est pas le moment de faire des gestes envers l'Irak », alors que ce pays continue de refuser de se conformer à plusieurs résolutions de l'ONU. « On ne doit pas récompenser une telle attitude », a ajouté M. Shelly, pour laquelle la décision française « adresse clairement un signal politique ».

Elle a néanmoins estimé que,

« globalement », les Etats-Unis et la France « poursuivent le même objectif général » vis-à-vis du régime irakien. Informés au préalable de la visite à Paris du vice-premier ministre irakien, les Etats-Unis, se dit-il, avaient insisté auprès du gouvernement français pour « maintenir la pression sur l'Irak ».

Washington, explique-t-on au département d'Etat, ne dispose pas de personnel diplomatique en Irak, où la Pologne « assure la protection » de leurs intérêts. « Le nombre limité de Polonais travaillant pour les Etats-Unis [...] prend en charge la routine administrative et les services consulaires nécessaires à la petite communauté américaine en Irak », explique un communiqué de l'ambassade des Etats-Unis en France.

Ce n'est pas le moment de relâcher la pression sur l'Irak, a estimé de son côté le Foreign Office dans un communiqué au ton abrupt. « Il n'y a pas eu de coordination au niveau de l'Union européenne, et aucun Etat membre de l'Union n'a, à ce jour, ouvert » de section d'intérêts de ce type à Bagdad, ajoute Londres, qui reste « très méfiant à l'égard des intentions de l'Irak, en particulier à la suite des événements d'octobre dernier ». Lorsque l'Irak avait massé des troupes non loin de la frontière du Koweït. — (AFP)

Le Japon et la Corée du Nord auraient noué des contacts secrets

La Corée du Nord et le Japon ont établi des contacts secrets pour tenter de normaliser leurs relations, ont rapporté les médias sud-coréens, vendredi 6 janvier. La radio nationale de Séoul et l'agence de presse Yonhap citent, sans le nommer, un responsable du ministère japonais des affaires étrangères précisant que les contacts sont restés pour le moment au stade d'échanges téléphoniques. Une précédente tentative de normalisation entre les deux pays avait échoué en 1992 : Tokyo avait alors exigé en vain de

connaître le sort d'une Japonaise enlevée en Corée du Nord.

Par ailleurs, l'agence de presse sud-coréenne KCNA indique que Pyongyang a accordé à deux agences de voyages japonaises les droits exclusifs de séjour de touristes japonais en Corée du Nord à l'occasion d'un « festival international culturel et sportif en faveur de la paix », prévu en avril. Puis, la Corée du Nord a normalisé ses relations avec la Corée du Sud en 1965. — (Reuters)

REPÈRES

BAHREIN Marche de protestation contre les arrestations de manifestants

Plusieurs centaines de personnes ont manifesté, vendredi 6 janvier, près de Bahrein pour protester contre les arrestations opérées à la suite des récents troubles dans l'archipel et pour réclamer la retour à la via parlementaire.

Des diplomates et des témoins ont affirmé que les manifestations, dont plusieurs femmes, ont été dispersées par les brigades anti-émeutes qui ont fait usage de gaz lacrymogènes et de balles en caoutchouc. Des hélicoptères ont participé à l'opération. Selon la Comité pour la défense des prisonniers politiques à Bahrein, basé à Londres, 2370 personnes ont été emprisonnées depuis les troubles qui ont eu lieu en octobre et novembre (le *Monde* du 20 décembre). — (AFP)

PHILIPPINES Mesures de sécurité avant l'arrivée du pape

Huit détenteurs de passeports iraniens ont été expulsés, vendredi 6 janvier, alors que le gouvernement multiplie les mesures de sécurité avant la visite du pape à Manille, prévue du 12 au 16 janvier. Selon la commission à l'émigration, les personnes expulsées sont soupçonnées d'appartenir à des groupes musulmans extrémistes. Un groupe intégriste musulman des Philippines avait proféré, en début de semaine, des menaces contre les chrétiens à l'occasion du voyage du pape.

D'autre part, la Chine arrivera vendredi quatre prêtres, religieux et laïcs de l'Eglise catholique patriotique (officielle) à la Journée internationale de la jeunesse, qui sera présidée par Jean-Paul II, à Manille, les 14 et 15 janvier. Le secrétaire général de l'Association patriotique des catholiques chinois (APCC), Liu Bainian, a déclaré qu'il espérait que la délégation soit reçue en audience privée par le pape. Les représentants du Saint-Siège et Pékin sont toujours tendus, le gouvernement chinois réclame que le Vatican rompe ses rapports diplomatiques avec Taiwan et renonce à nommer des évêques chargés des diocèses chinois. — (AFP)

EN BREF

ETHIOPIE : élections législatives le 7 mai. Les élections législatives auront lieu le 7 mai, selon une décision de la commission nationale des élections rapportée vendredi 6 janvier par l'agence de presse éthiopienne. Ces élections mettront fin à une période de transition qui dure depuis le renversement de Mengistu Haile Mariam, en mai 1991. Les Ethiopiens éliront 550 députés répartis en deux chambres, le Conseil des représentants du peuple et le Conseil de la fédération. — (AFP, Reuters)

JAPON : Londres n'invitera pas Tokyo aux commémorations de la fin de la seconde guerre mondiale. Le Japon ne sera pas invité par la Grande-Bretagne aux cérémonies qui marqueront le cinquantième anniversaire de la fin de la seconde guerre mondiale, a-t-on appris, vendredi 6 janvier, de Londres, de sources militaires britanniques. La décision ne constitue pas une sanction à l'égard des Japonais mais est liée à la nature des cérémonies qui marqueront, en mai, la fin des combats en Europe, assure-t-on de même source. Par ailleurs, la commémoration de la fin des combats en Asie, en août, sera limitée aux Etats du Commonwealth, affirme-t-on au ministère de la défense. — (AFP)

MALAWI : l'ancien président est inculpé de meurtres. L'ancien président Kamuzu Banda et son bras droit, John Tembo, ont été officiellement inculpés, vendredi 6 janvier, de l'assassinat de quatre hommes politiques (le *Monde* du 7 janvier). Deux officiers de police ont également été inculpés. Un rapport gouvernemental publié la veille accusait des policiers d'avoir tué trois ministres et un député en mai 1983 sur ordre des autorités. L'assassinat des quatre hommes opposés à la nomination de M. Tembo comme chef de l'Etat par intérim — avait été magnifié en accident de voiture. — (AFP, Reuters)

NÉPAL : cinq ambassadeurs présentent leur démission au gouvernement communiste. Cinq ambassadeurs en poste dans des

MAROC Vers la nomination d'un premier ministre issu de l'opposition

Mohamed Boucetta, secrétaire général du parti de l'istiqlel, devrait être, très prochainement, désigné premier ministre en remplacement d'Abdallah Filali, qui occupa ce poste depuis le 24 mai 1994, et-t-on apprit, vendredi 6 janvier à Rabat, de sources aïres. Les discussions avec la Palais avaient commencé à l'automne, après que Hassan II eut appelé, le 14 octobre, l'opposition à former un gouvernement de coalition, dirigé par un de ses membres.

Le ministère de l'intérieur et de l'information a fait seoir *Maroc Hebdo*, un journal indépendant d'expression française, et annoncé, vendredi, son directeur, Mohamed Selhami. Le numéro en question contenait des déclarations d'un nouveau roi, le prince Moulay Hicham, qui a précisé la secrétaire générale du ministère de l'information, n'avaient pas été visées, « selon la procédure habituelle » par le cabinet royal. — (AFP, Reuters)

TERRITOIRES OCCUPÉS Une Israélienne tuée dans un attentat en Cisjordanie

Une jeune Israélienne, habitante d'une colonie de peuplement, a été tuée par balles, vendredi 6 janvier, par des Palestiniens au nord-ouest de Ramallah, en Cisjordanie occupée, a indiqué une source militaire israélienne.

Ce décès porta à 48 le nombre d'Israéliens tués dans des attentats depuis l'instauration de l'autonomie palestinienne en mai. Un autre colon a été légèrement blessé à l'épaule lors de l'attentat qui a eu lieu près de l'implantation d'Halmeik. Leur voiture a été mitraillée à partir d'un autre véhicule sur une route à grande circulation.

D'autres colons arrivés sur les lieux ont agressé deux équipes des chaînes de télévision britannique WITN et saoudienne MBC, qui diffusaient en arabe par satellite à partir de Jérusalem. Quatre Palestiniens membres du Front populaire de libération de la Palestine avaient été tués dans la même région mercredi par des membres d'une unité spéciale israélienne opérant en civil. — (AFP)

AFRIQUE

ALGÉRIE

Les islamistes ne seront pas autorisés à participer à l'élection présidentielle

Le Front islamique du salut (FIS) ne sera pas autorisé à présenter des candidats à l'élection présidentielle, prévue avant la fin de 1995, puisqu'il a été dissous, a annoncé, vendredi 6 janvier à Tunis, le ministre de l'intérieur, Abdelrahmane Cherif Meziane. Il a indiqué que les autorités algériennes ne considéraient pas le FIS comme un mouvement islamiste, mais comme un mouvement de « manipulation ».

Le ministre a, d'autre part, démenti les chiffres avancés par les médias selon lesquels il y aurait en moyenne une centaine de morts par jour. « C'est un chiffre absolument faux, a-t-il dit. Vous en avez un par jour, parfois cinq, et quand c'est extraordinaire et surprenant, vous en avez quinze. » Zine Eddine Aliou Salah, reporter du quotidien *Liberté*, l'un des plus forts tirages de la presse francophone, a été tué par balles, vendredi, devant son domicile de Khrouma dans la région de Blida, à 40 kilomètres au sud d'Alger. Ce qui porte à 25 le nombre des journalistes assassinés depuis mai 1993.

En outre, le même jour, Ali Aboud, un journaliste de la radio gouvernementale en langue arabe, a été grièvement blessé à Birkhadem, dans la banlieue algéroise. Le ministre de l'intérieur a assuré que toutes les mesures

avaient été prises pour protéger les ambassadeurs, et cela à quelques heures de l'expiration de l'ultimatum du Groupe islamique armé (GIA) sommant les ambassadeurs de France, d'Allemagne, des Etats-Unis, de Grande-Bretagne, du Canada, de la République fédérale de Yougoslavie et de Russie de former leurs bureaux, et menaçant de « tuer de sang-froid tous les impas au-delà de cette date ».

Pour M. Meziane, il s'agit d'un « spectacle » et d'une « manipulation ». Quoi qu'il en soit, à l'initiative d'Alain Juppé, une réunion d'experts de plusieurs pays occidentaux a eu lieu, vendredi à Paris, afin de coordonner les mesures de sécurité contre les menaces intégristes. De son côté, la communauté catholique Sant'Egidio a annoncé l'arrivée, à Rome, de plusieurs dirigeants de l'opposition algérienne, y compris des représentants de l'ex-FIS, pour une nouvelle série de pourparlers qui font suite à ceux qui avaient eu lieu en novembre dans la capitale italienne. Parmi les participants déjà sur place figuraient notamment Anouar Haddad, chef de la délégation parlementaire de l'ex-FIS aux Etats-Unis et en Europe, Abdelhamid Mehri, secrétaire du FLN, et Ali Ahmed, secrétaire général du Front des forces socialistes (FFS). — (AFP)

هذا من الأصل

Les cérémonies de vœux de Nouvel An à l'Élysée

M. Mitterrand réaffirme qu'il remplira ses fonctions jusqu'au terme de son mandat

François Mitterrand a reçu comme les années précédentes et pour la dernière fois, vendredi 6 janvier, à l'Élysée, les vœux de la presse, auxquels il a répondu en abordant, devant trois cent cinquante journalistes, les sujets suivants :

Mandat : « Quand je partirai, ce sera sans remords ni regret. Je serai même un peu soulagé, car il y a une certaine fatigue avec l'âge et le temps. Je remplirai mes fonctions, jusqu'à la mi-mai, autant que mes forces me le permettront. Je n'ai pas de raison de penser qu'elles ne me le permettront pas. (...)

« Je me dispenserais bien des privilèges supposés de la fonction. Je suis sensible à une tradition républicaine : on vient et on part, selon les obligations de la loi, ou peut-être, encore mieux, les obligations de l'espèce : on naît et on meurt. »

Santé : « Je ne veux pas constamment être obligé de vous donner ma température ! Je vais d'ailleurs vous faire une confidence : je ne la prends pas. [Les articles nécrologiques préparés d'avance par les journaux], il s'en va, ce ne serait pas un pari fou ! »

Forces de l'esprit : « Je suis très intéressé par les problèmes spirituels posés par la vie et la mort. Je n'ai pas fait de profession de foi particulière. Je suis plus agnostique qu'autre chose, mais je crois aux forces de l'esprit. Je n'ai pas reconnu d'institution pour représenter ces forces, mais c'est chez moi une sorte d'intuition. »

« J'éprouve une relation d'ordre mystique entre la terre de France et moi. Il y a des lieux où je me sens en accord parfait avec la nature, avec les arbres, la forme des paysages et le couleur de la terre. »

Patrimoine : « J'ai lu des choses étonnantes, décrivant des transactions que je serais incapable de mener à bien. Je ne sais même pas comment on achète une action ! Je ne devrais pas

L'affaire Carrefour du développement

Le Conseil d'Etat confirme la condamnation de M. Nucci par la Cour des comptes

Christian Nucci, ancien ministre socialiste de la coopération, est bien « comptable de fait de l'Etat » pour une somme totale de 51 897 786,83 francs, conjointement avec son ancien chef de cabinet, Yves Chailier, et avec René Trillaud, chef du service des dépenses au ministère lors de l'affaire du Carrefour du développement. Ainsi en a décidé, vendredi 6 janvier, le Conseil d'Etat, qui avait été saisi en cassation d'un arrêt rendu le 30 septembre 1992 par la Cour des comptes (Le Monde du 29 janvier 1993).

Contrairement à M. Nucci, la haute juridiction administrative estime que la disposition constitutionnelle prévoyant que « les membres du gouvernement sont personnellement responsables des actes accomplis dans l'exercice de leurs fonctions » devant la Haute Cour de justice n'a « ni pour objet ni pour effet de faire obstacle à ce que le juge des comptes (...) déclare un membre du gouvernement comptable de fait à raison d'actes commis dans l'exercice de ses fonctions ».

C'est aussi parce qu'il considère que la Cour des comptes « n'a pas pris une décision de caractère pénal » que le Conseil d'Etat a décidé que l'annulation des délits liés aux financements politiques, comprise dans la loi de janvier 1990 et dont M. Nucci a bénéficié sur le plan pénal, n'empêche pas qu'il soit déclaré comptable de fait. Pour la même raison, enfin, le Conseil d'Etat n'a pas tenu compte du jugement de la commission d'instruction de la Haute Cour de justice qui, le 4 avril 1990, avait prononcé un non-lieu pour certains des faits reprochés à l'ancien ministre et constaté que les autres étaient couverts par l'amnistie.

Th. B.



L'ovoyer : quatorze années d'études, pour rien, vous vous rendez compte...

« J'ai le train de vie d'un haut fonctionnaire qui vit aisément et qui n'a à se plaindre de rien. J'ai la conscience tranquille. Je ne dispose de rien d'autre que ce que j'ai déclaré. Je suis le seul homme à être obligé de déclarer mon patrimoine. D'autres sont obligés de le faire, mais, sauf quand on vient frapper les coffres de l'Assemblée nationale, cela ne se

sait pas. » (M. Mitterrand fait ainsi allusion à la disparition, constatée en mars 1993, des déclarations de patrimoine de députés socialistes, devenus ministres, conservées à l'Assemblée nationale).

Gauche : « Je serais très heureux qu'un socialiste me succède, mais je ne veux pas confondre cela avec une intervention directe dans la campagne présidentielle. Je resterai suffisamment discret, mais en tant que citoyen, je ne

sous le signe de « l'espérance », en souhaitant que 1995, malgré « un certain nombre de péripéties politiques qui ne seront pas aisées », apporte « un mieux aux Français... qui en ont grand besoin ». Le chef de l'Etat a présenté une nouvelle version du thème du « contrat social », déjà évoqué en 1994. « La reprise s'amorce, c'est vrai : tant mieux, et il dit. Chacun ne s'en réjouit, mais il ne faut pas seulement que ce soit l'occasion d'un gain du capital. Il faut que cela soit aussi l'occasion, pour ceux qui sont les véritables producteurs, qui assument l'essentiel de l'effort, de recevoir ce qui leur est dû, et donc de voir leurs salaires s'améliorer. »

« Le spectacle terrible des sans-logis »

Donnant un coup de chapeau à M. Gandois pour avoir pris l'initiative de recevoir les syndicats, M. Mitterrand a mis en relief les vertus du dialogue : « La grande réforme sociale que les Français attendent ne sera que le résultat de ce dialogue et ne pourra pas être imposée par un gouvernement ou une majorité. » Sans préciser davantage la nature de cette grande réforme, le chef de l'Etat a même esquissé une petite auto-

critique : « Avec les meilleures intentions du monde, nous avons souvent fait des lois sociales qui ne correspondaient pas, au fond, aux vœux de ceux à qui elles étaient destinées. »

M. Mitterrand a enfin évoqué tout en observant que le sujet risquait d'être lassant à force d'être répété : « la situation des plus démunis et le spectacle terrible de ces gens sans logis, sans domicile, qui meurent dans la rue », en fustigeant la diminution du budget consacré au logement social et en suggérant à l'Etat et aux communes de s'entendre sur un « vaste plan qui permette, dans les années futures, de laisser derrière nous ce problème inconcevable dans un grand pays civilisé ».

Après avoir salué tous les invités de cette cérémonie des adieux aux « forces vives », le président les a laissés entre eux. Minutement : tous les acteurs du mouvement social - syndicalistes et patrons - MM. Gandois et Vianet, M. Notat et M. Blondel - se sont alors congratulés et ont échangé force vœux, faisant presque croire à un instant d'harmonie sociale. Bref instant...

MICHEL NOBLECOURT

MM. Frêche et Percheron appuient la candidature de M. Jospin

Le maire de Montpellier, Georges Frêche, membre du bureau national du PS a lancé, le 6 janvier, un « appel pour que toutes les forces de progrès se rallient à la candidature de Lionel Jospin en vue de son élection à la présidence de la République ».

M. Frêche juge que, « grâce à la personnalité de Lionel Jospin, à son charisme, aux valeurs qu'il représente, les élections présidentielles vont enfin dépasser la simple concurrence entre les individus pour [donner lieu à] un véritable débat d'idées et de projets ».

Daniel Percheron, sénateur, premier secrétaire de la fédération socialiste du Pas-de-Calais, la plus importante du PS, a déclaré, le même jour, à Lille, que la candidature de M. Jospin est « une très bonne candidature ». « Certes, les militants devront désormais se décider ; il ne faut pas exclure d'autres candidatures », a-t-il déclaré, mais Lionel Jospin est un homme remarquablement intelligent et il a la capacité pour mener une très bonne campagne.

LAURENT FABUS

Le premier magistrat de France

Suite de la première page

Depuis dimanche dernier, 1^{er} janvier 1995, nous sommes quinze pays dans l'Union ; d'ici peu nous serons sans doute vingt-huit ; personne ne sait comment cela fonctionnera exactement, et nous continuons à colloquer sur des idées vagues. La Yougoslavie n'a-t-elle donc pas suffi pour montrer à quel point une diplomatie du renoncement ?

Une nouvelle déontologie de l'Etat

Le nouveau président devra s'atteler à la relance de la construction européenne. En prenant, d'abord, l'attache de nos amis allemands. Il devra mobiliser toute son autorité pour mettre en place le mannequin unique, la politique extérieure et de sécurité commune et, d'abord, la réforme institutionnelle. Européen convaincu, il devra - et le



L'ovoyer : quatorze années d'études, pour rien, vous vous rendez compte...

« J'ai le train de vie d'un haut fonctionnaire qui vit aisément et qui n'a à se plaindre de rien. J'ai la conscience tranquille. Je ne dispose de rien d'autre que ce que j'ai déclaré. Je suis le seul homme à être obligé de déclarer mon patrimoine. D'autres sont obligés de le faire, mais, sauf quand on vient frapper les coffres de l'Assemblée nationale, cela ne se

sait pas. » (M. Mitterrand fait ainsi allusion à la disparition, constatée en mars 1993, des déclarations de patrimoine de députés socialistes, devenus ministres, conservées à l'Assemblée nationale).

Gauche : « Je serais très heureux qu'un socialiste me succède, mais je ne veux pas confondre cela avec une intervention directe dans la campagne présidentielle. Je resterai suffisamment discret, mais en tant que citoyen, je ne

sous le signe de « l'espérance », en souhaitant que 1995, malgré « un certain nombre de péripéties politiques qui ne seront pas aisées », apporte « un mieux aux Français... qui en ont grand besoin ». Le chef de l'Etat a présenté une nouvelle version du thème du « contrat social », déjà évoqué en 1994. « La reprise s'amorce, c'est vrai : tant mieux, et il dit. Chacun ne s'en réjouit, mais il ne faut pas seulement que ce soit l'occasion d'un gain du capital. Il faut que cela soit aussi l'occasion, pour ceux qui sont les véritables producteurs, qui assument l'essentiel de l'effort, de recevoir ce qui leur est dû, et donc de voir leurs salaires s'améliorer. »

« Le spectacle terrible des sans-logis »

Donnant un coup de chapeau à M. Gandois pour avoir pris l'initiative de recevoir les syndicats, M. Mitterrand a mis en relief les vertus du dialogue : « La grande réforme sociale que les Français attendent ne sera que le résultat de ce dialogue et ne pourra pas être imposée par un gouvernement ou une majorité. » Sans préciser davantage la nature de cette grande réforme, le chef de l'Etat a même esquissé une petite auto-

critique : « Avec les meilleures intentions du monde, nous avons souvent fait des lois sociales qui ne correspondaient pas, au fond, aux vœux de ceux à qui elles étaient destinées. »

M. Mitterrand a enfin évoqué tout en observant que le sujet risquait d'être lassant à force d'être répété : « la situation des plus démunis et le spectacle terrible de ces gens sans logis, sans domicile, qui meurent dans la rue », en fustigeant la diminution du budget consacré au logement social et en suggérant à l'Etat et aux communes de s'entendre sur un « vaste plan qui permette, dans les années futures, de laisser derrière nous ce problème inconcevable dans un grand pays civilisé ».

Après avoir salué tous les invités de cette cérémonie des adieux aux « forces vives », le président les a laissés entre eux. Minutement : tous les acteurs du mouvement social - syndicalistes et patrons - MM. Gandois et Vianet, M. Notat et M. Blondel - se sont alors congratulés et ont échangé force vœux, faisant presque croire à un instant d'harmonie sociale. Bref instant...

MICHEL NOBLECOURT

MM. Frêche et Percheron appuient la candidature de M. Jospin

Le maire de Montpellier, Georges Frêche, membre du bureau national du PS a lancé, le 6 janvier, un « appel pour que toutes les forces de progrès se rallient à la candidature de Lionel Jospin en vue de son élection à la présidence de la République ».

M. Frêche juge que, « grâce à la personnalité de Lionel Jospin, à son charisme, aux valeurs qu'il représente, les élections présidentielles vont enfin dépasser la simple concurrence entre les individus pour [donner lieu à] un véritable débat d'idées et de projets ».

Daniel Percheron, sénateur, premier secrétaire de la fédération socialiste du Pas-de-Calais, la plus importante du PS, a déclaré, le même jour, à Lille, que la candidature de M. Jospin est « une très bonne candidature ». « Certes, les militants devront désormais se décider ; il ne faut pas exclure d'autres candidatures », a-t-il déclaré, mais Lionel Jospin est un homme remarquablement intelligent et il a la capacité pour mener une très bonne campagne.

LAURENT FABUS

Le premier magistrat de France

Suite de la première page

Depuis dimanche dernier, 1^{er} janvier 1995, nous sommes quinze pays dans l'Union ; d'ici peu nous serons sans doute vingt-huit ; personne ne sait comment cela fonctionnera exactement, et nous continuons à colloquer sur des idées vagues. La Yougoslavie n'a-t-elle donc pas suffi pour montrer à quel point une diplomatie du renoncement ?

Une nouvelle déontologie de l'Etat

Le nouveau président devra s'atteler à la relance de la construction européenne. En prenant, d'abord, l'attache de nos amis allemands. Il devra mobiliser toute son autorité pour mettre en place le mannequin unique, la politique extérieure et de sécurité commune et, d'abord, la réforme institutionnelle. Européen convaincu, il devra - et le

La préparation de l'élection présidentielle

Huit jeunes députés chiraquiens demandent à M. Balladur de ne pas être candidat

Alain Juppé avait déclaré, le 4 janvier, en présentant ses vœux à la presse, en réitérant son soutien à Jacques Chirac et en officialisant la prochaine candidature d'Edouard Balladur : il y aura un « code de bonne conduite » entre les candidats issus des rangs du RPR à l'élection présidentielle. Mais avant de mettre sur pied ce cahier des charges morales que voudrait faire respecter le secrétaire général et président par intérim du mouvement néogaulliste par les deux protagonistes, les jeunes amis néogaullistes du maire de Paris ont lancé un ultime appel au premier ministre pour l'inciter à renoncer à se lancer dans la course à l'Élysée.

Le registre choisi par huit jeunes Turcs de M. Chirac est moins celui du « grand débat » souhaité par le fondateur du RPR que celui du rappel des engagements pris et de la parole donnée. Conduits par Pierre Bédier, député des Yvelines, ces députés, benjamins des groupes RPR de l'Assemblée nationale et du Parlement européen, affirment, dans une lettre adressée, le 5 janvier, au premier ministre le jour de sa fête, leur certitude que « cet affrontement fratricide peut être encore évité ».

« Revenir à l'essentiel »

François Baroin (Anbe), Philippe Briand (Indre-et-Loire), François Grosdidier (Moselle), Christian Jacob (député européen), Thierry Lazard (Nord), Renaud Muselier (Bouches-du-Rhône) et Frédéric de Saint-Sernin (Dordogne) veulent « revenir à l'essentiel », en écrivant à M. Balladur : « Il ne peut y avoir de morale publique sans morale privée. Après quatorze ans de mitterrandisme, c'est-à-dire de développement du discours politique et donc d'affaiblissement de la démocratie, le septennat qui s'ouvre ne doit pas remplacer un cynisme de gauche par un cynisme de droite », écrit M. Bédier dans sa lettre de présentation de la missive destinée au chef du gouverne-

Sur les vingt-huit membres du gouvernement

Treize ministres ont pris position pour M. Balladur, trois pour M. Chirac

Parmi les vingt-huit ministres du gouvernement d'Edouard Balladur, quinze ont déjà formellement annoncé leur soutien à un candidat - déclaré ou potentiel - à l'élection présidentielle.

Treize ministres se sont déclarés en faveur de l'actuel premier ministre. Pour le RPR, il s'agit de Nicolas Sarkozy (budget, communication, porte-parole du gouvernement), de Dominique Perben (DOM-TOM), de Bernard Debré (coopération) et de Michel Barnier (environnement).

Plusieurs ministres, représentant différentes composantes de l'UDF, ont fait de même. Il s'agit de José Rossi (Parti républicain, industrie, postes et télécommunications, commerce extérieur), de Philippe Douste-Blazy (CDS-santé), du centriste Daniel Hoefel (aménagement du territoire et collectivités locales), d'Alain Lamassoure (Perspectives et Réalités - affaires européennes), de Philippe Mestre (Adhérents directs - anciens combattants et victimes de guerre), d'André Rossignol (Parti radical - fonction publique) et de Pascal Clément (CDS, relations avec l'Assemblée nationale). Simone Veil (affaires sociales, santé et ville) a réitéré un soutien qu'elle avait déjà apporté, en décembre 1993, avec François Léotard (PR-défense). Tous deux sont ministres d'Etat.

Trois ministres, qui sont tous les trois des élus parisiens du RPR - Alain Juppé (affaires étrangères), Jacques Thibon (culture et francophonie), Roger Romani (relations avec le Sénat, chargé des rapatriés) - ont pris

position. Cette dernière assure que M. Balladur est « un homme de parole et de conviction ». Et pour étayer cette forte et belle affirmation, nos jeunes députés procèdent à un rafraîchissement de la mémoire du premier ministre. Ainsi, le 13 juin 1990, ainsi qu'il lui rappelle, M. Balladur déclarait, dans les colonnes du Monde, les conditions de la réussite de la seconde cohabitation : ne pas faire de Maitignon « le véritable obligé » de l'Élysée. Au mois d'octobre suivant, il affirmait à Anne Sinclair, lors de l'émission « 7 sur 7 », qu'il ne serait pas candidat à l'élection présidentielle. Pour faire bon poids, ils ajoutent les éloges dérivés par M. Balladur à M. Chirac dans son livre Passion et longueur de temps dans lequel il assurait que le maire de Paris était « digne » d'assumer la fonction suprême.

« Aucune raison politique impérieuse ne fonde en effet la rupture du contrat moral que vous avez passé avec les Français. Jacques Chirac, notre candidat, qui est aussi le vôtre depuis tant d'années, est en mesure d'être le prochain président de la République », écrivent donc les huit jeunes élus chiraquiens.

Dans un domaine - la politique - où l'on attribue volontiers à la sphère chiraquienne la maxime selon laquelle les promesses n'engagent que ceux qui les reçoivent, la recension des déclarations ou des écrits définitifs de M. Balladur sur son absence d'ambitions présidentielles va probablement porter à sourire. « C'est plutôt drôle », confie, déjà, samedi matin 7 janvier, un proche du chef du gouvernement, en rappelant, malicieusement, que M. Chirac, lui-même, avait déclaré, avant 1986, tout nouveau bailli à l'Hôtel-Matignon, arguant du fait qu'il avait déjà donné. C'était en 1974 avec Valéry Giscard d'Estaing. Et en 1986, le président du RPR avait, à nouveau, accepté le poste de premier ministre que lui avait proposé François Mitterrand.

OLIVIER BIFFAUD

Une molécule est pour ses effets contre l...

... pour ses effets contre l...

... pour ses effets contre l...

... pour ses effets contre l...

... pour ses effets contre l...

... pour ses effets contre l...

... pour ses effets contre l...

... pour ses effets contre l...

... pour ses effets contre l...

SOCIÉTÉ

Avant d'avoir été largement expérimentée

Une molécule est vantée pour ses effets contre la sénescence

Sans être en mesure d'affirmer que la qualité de la vie et encore moins la longévité en seront modifiées, des chercheurs viennent de tester aux États-Unis une molécule appelée DHEA (pour déhydroépiandrostérone), qui pourrait améliorer le bien-être des personnes âgées auxquelles elle a été administrée. Annoncée par le Point du 7 janvier, cette découverte pourrait commencer à être l'objet d'essais cliniques en France dans quelques mois.

« Contre le vieillissement : la fantastique découverte du professeur Baulieu », titre à la une l'hebdomadaire le Point, dans son édition datée du 7 janvier, ajoutant qu'il s'agit là d'une « révélation médicale ». Il y a quelques jours, l'Express évoquait les mêmes travaux, précisant toutefois beaucoup plus prudemment que ce chercheur allait « peut-être mettre au point la pilule anti-jeunesse ». Qu'en est-il précisément ? Les hypothèses du professeur Étienne-Emile Baulieu (directeur de l'unité 33 de l'INSERM), chercheur fort connu pour avoir développé ces dernières années les applications cliniques de la substance abortive RU 486, se fondent pour l'essentiel sur des observations biologiques déjà anciennes concernant une substance synthétisée par les glandes surrénales humaines, le sulfate de DHEA (déhydroépiandrostérone).

Il semble que la production de cette substance dans l'organisme soit variable au cours de l'existence, ses taux apparaissant faiblement corrélés à la croissance à partir de sept ans et diminuant dans la seconde partie de la vie. Il était, dès lors, tentant d'imaginer que l'on pourrait, en administrant ce produit sur des personnes âgées, corriger ou atténuer les effets de la sénescence.

Fortes de ces observations, différentes équipes ont ces derniers temps, administré de fortes doses de cette molécule à des animaux de laboratoire, obtenant parfois, semble-t-il, des phénomènes biologiques spectaculaires, sans pour

« d'effet sur la libido ». Selon le professeur Baulieu — qui estime qu'il faut attendre trois ou quatre ans avant d'avoir ici les « idées claires » —, des essais cliniques pourraient commencer en France dans quelques mois dans plusieurs



tant que l'on puisse en tirer des conclusions élargies ni qu'on puisse extrapoler à l'homme.

Dispose-t-on aujourd'hui des éléments et du recul suffisants pour envisager l'expérimentation humaine ? Les enjeux éthiques et les risques médicaux sont en l'attente de considérations. L'équipe du professeur Samuel Yen (université de Californie) a, pour sa part, déjà répondu, en organisant un essai entre placebo sur trente personnes âgées de quarante à soixante-dix ans. Cinquante milligrammes de cette substance administrés par voie orale durant quelques semaines auraient conduit à une amélioration de la « sensation de bien-être », sans avoir pour autant

services de l'hôpital de Bicêtre et de l'hôpital Cochin. « Nous avons l'accord de l'Assistance publique et de l'INSERM », explique-t-il, nous attendons l'avis du Comité d'éthique. »

Ce dernier réfléchit actuellement aux méthodes pouvant permettre d'améliorer la qualité et la justesse des informations médicales dans les médias d'information générale. Goûtera-t-il l'intense médiatisation des perspectives thérapeutiques, certes encourageantes, mais qui, faute d'avoir été confirmées par l'expérience, imposent la retenue, ne serait-ce que pour ne pas donner de fausses espérances.

JEAN-YVES NAU

Ecartée de l'ordre du jour de la session extraordinaire du Parlement

La loi de programmation sur l'école reste en suspens

Convoqué en session extraordinaire à partir de lundi 9 janvier, le Parlement devrait, en une dizaine de jours, terminer l'examen du projet de loi de modernisation de l'enseignement, du texte relatif à la protection de l'environnement, ou du projet de loi sur la profession d'exploitant de taxi, notamment. Toutefois, deux textes dont l'examen a été entamé lors de la session ordinaire d'automne ne figurant pas à l'ordre du jour et devant leur adoption reportée sine die : celui sur la sécurité dans les transports et surtout le projet de loi de programmation sur l'école, préparé et annoncé depuis des mois par François Bayrou, ministre de l'éducation nationale.

Ne pas « tout bouleverser » mais « faire évoluer progressivement » le système éducatif. Le premier ministre avait prévenu d'emblée, dans sa déclaration de politique générale, en avril 1993, qu'il se déplacerait avec la plus extrême prudence sur le terrain de l'éducation nationale. En choisissant de ne pas proposer à l'ordre du jour de la session extraordinaire du Parlement la poursuite de l'examen de la loi de programmation sur l'école, votée en première lecture par l'Assemblée le 24 décembre, il reste fidèle à la ligne qu'il s'est fixée.

Privé de cet énergie législative — certes modeste puisque le projet de loi défendu par François Bayrou ne comprend que six articles —, amputé de son volet de « programmation » dont rien ne dit qu'il trouvera grâce aux yeux du prochain gouvernement, le « nouveau contrat pour l'école » de

François Bayrou, avec ses « 158 décisions », risque de retourner à son état d'inventaire mêlant intentions vagues et micro-décisions (sur l'école primaire), caquies de réforme et reformulation de l'existant (sur le collège).

Dans l'entourage du ministre de l'éducation nationale, on explique aujourd'hui que le gel de la loi ne bloque en rien la mise en œuvre des mesures du « nouveau contrat pour l'école », dont certaines sont déjà engagées, et qui doit se poursuivre à la prochaine rentrée. C'est effectivement le cas de la réorganisation des classes de sixième, avec la création de « dispositifs de consolidation » pour les élèves en difficulté, expérimentée cette année dans 368 collèges ministériellement choisis par les recteurs. Un contingent de 1 300 postes est prévu, à cet effet, dans le budget 1995. Et pour mettre en place un tel dispositif, qui existe déjà dans nombre de collèges où les enseignants ont, depuis longtemps, la possibilité d'inventer des formules nouvelles pour répondre aux besoins de leurs élèves, il n'est, de fait, pas nécessaire d'avoir recours à la loi.

Hostilité syndicale

La seule innovation contenue dans le projet de loi, et dont la mise en œuvre paraît désormais compromise, ou au moins différée, est la création des « contrats d'association à l'école » qui doivent permettre à des citoyens éducatifs dans les établissements scolaires. Mais les syndicats enseignants, globalement hostiles à l'idée, ne se plaignent pas de voir cette mesure différée.

Si le « nouveau contrat pour

l'école » peut à ce point se passer du support d'une loi de programmation, c'est bien la preuve que celle-ci avait, avant tout, une fonction d'affichage. Déstabilisé par l'échec de la révision de la loi Falloux sur le financement des investissements de l'enseignement privé, en janvier 1994, et par la formidable mobilisation du camp laïque qui elle avait fait naître, le gouvernement avait allumé un contre-feu en ouvrant en grand le chantier scolaire (non sans avoir, au préalable, octroyé aux syndicats d'enseignants un « plan d'urgence » de 750 postes). Les « 158 décisions » du « nouveau contrat pour l'école » allaient suivre dans la foulée, François Bayrou finissant, en octobre, par annoncer au premier ministre, après cinq mois d'assauts répétés, la promesse d'une loi destinée à lever le tout.

Le souvenir du raté de la loi Falloux s'éloignant et la paix scolaire étant revenue, le gouvernement a choisi de ne pas conclure. « Pour ne pas prendre de risque inutile dans le cadre très serré d'une session extraordinaire », souligne un député de l'UDF, qui assure que le texte sera voté à la session de printemps. « Pour ne pas limiter la marge de manœuvre de la droite sur le terrain scolaire par un texte dirigé », analyse de son côté un responsable de la FEN. Le champ est ainsi de nouveau ouvert aux surenchères syndicales que la Fédération syndicale unitaire (FSU) a engagées dès l'annonce du gel de la loi, qu'elle condamne de même que la FEN, comme « une surenchère politique ». Car s'ils ne veulent pas que ces douze mois de débats sur l'école se résument à un coup de bluff, les candidats de la majorité devront bien se prononcer sur ce contrat laissé en plan.

CHRISTINE GARIN

Selon les spécialistes de la santé publique

La progression la plus forte de l'épidémie de sida s'observe actuellement chez les hétérosexuels

Philippe Douste-Blaizy, ministre délégué à la santé, a rendu public, vendredi 6 janvier, un rapport du Réseau national de santé publique consacré à l'évolution en France de l'épidémie de sida au sein de la population hétérosexuelle (1). Ce document fournit, dans sa version complète, à la lumière des dernières données épidémiologiques disponibles, une série de propositions visant à contenir au mieux la diffusion de cette épidémie sur le territoire national. Il devrait à ce titre nourrir l'essentiel des propositions que le gouvernement doit, dans ce domaine, présenter dans les prochains mois au Parlement.

Après avoir frappé au premier chef dans les milieux de l'homosexualité masculine et dans ceux de la toxicomanie intraveineuse, l'infection par le virus du sida se transmet-elle aujourd'hui en France, et à quel rythme, dans la population hétérosexuelle ? Cette question, de toute première importance en termes de santé publique, est depuis longtemps déjà à l'origine d'informations contradictoires médiatisées de manière plus ou moins ambiguë ou perverse. Un nouvel épisode de la polémique sur ce thème avait conduit les pouvoirs publics à demander, l'été dernier, au jeune Réseau national de santé publique, que dirige le professeur Jacques Drucker (CHU de Tours), de travailler sur cette question.

Le troisième groupe de transmission

Cette demande est à l'origine du document que vient de rendre public le ministre délégué à la santé. Plus précisément, ce rapport vise de manière très documentée à répondre à la question suivante : « Assistons-nous aujourd'hui en France à une accélération de la diffusion de l'épidémie de sida dans la population hétérosexuelle ? »

Le Réseau national de santé publique a réuni un groupe de travail comprenant les principaux responsables des équipes qui produisent des données sur l'épidémiologie descriptive de l'infection par le virus du sida en France, afin de rassembler et d'analyser collectivement l'ensemble de ces données. Pour les auteurs du rapport, au chapitre des « cas de sida », il faut préciser que le groupe des hétérosexuels reste le troisième groupe de transmission (derrière les homosexuels ou bisexuels et les toxicomanes), mais que son taux de progression est actuellement le plus élevé.

Partenaires à risques

« En termes de progression du nombre de nouveaux cas de sida, c'est actuellement chez les hétérosexuels que le taux de progression est le plus élevé (+ 67 % entre 1990 et 1993). Chez les usagers de drogue, ce taux est de + 41 %, et chez les homosexuels-bisexuels il est de + 9 %. Mais il faut souligner que dans chacun de ces groupes les taux de progression sont nettement plus faibles que ceux du début de l'épidémie », peut-on lire dans le rapport. « Le poids de l'épidémie de sida reste faible dans la population hétérosexuelle », précisent les auteurs.

L'épidémie de sida chez les hétérosexuels non usagers de drogue, ajoutent-ils, concerne surtout les sujets ayant un partenaire sexuel à risque et les sujets originaires d'Afrique ou des Caraïbes. Cependant, « la diffusion de l'épidémie dans ces sous-groupes n'est

pas homogène. Elle est en phase d'évolution rapide chez les sujets ayant un partenaire usager de drogue ou un partenaire séropositif dont le mode de contamination est inconnu et chez les sujets originaires d'Afrique. Le groupe des sujets ayant des partenaires multiples représente une part non négligeable (un pour dix) des cas de sida hétérosexuel, bien que l'évolution de ce groupe soit plus lente. Le multipartenariat représente un risque de diffusion important en l'absence d'utilisation systématique du préservatif (...). Le risque de diffusion dépend aussi du taux de transmission, qui varie selon les pratiques sexuelles ».

La contamination diminue

« De nouvelles contaminations continuent de se produire en France, mais à un rythme nettement moindre que celui qui a été observé dans les premières années de diffusion du virus du sida », enregistrent les auteurs. « L'épidémie dans la population hétérosexuelle », précisent-ils, a concerné jusqu'à présent principalement les personnes ayant des partenaires sexuels appartenant aux groupes les plus touchés (usagers de drogue, bisexuels masculins, originaires d'Afrique subsaharienne ou des Caraïbes) et les personnes originaires des zones à transmission hétérosexuelle prédominante, l'Afrique subsaharienne et les Caraïbes. » Mais une diffusion de l'infection par le virus du sida a été aussi constatée chez les hétérosexuels contaminés par un partenaire séropositif « sans facteur de risque connu ». L'extension de la diffusion de l'épidémie dans la population hétérosexuelle dépend, en fait, « des interactions entre cette population et les groupes les plus

touchés, de l'évolution de l'épidémie entre ces groupes et des comportements et des pratiques à risque, notamment chez les sujets ayant des partenaires multiples ».

Renforcement de la prévention

Dans un tel contexte épidémiologique, les auteurs du rapport réclament un renforcement du dispositif d'information épidémiologique sur l'infection par le virus du sida ainsi qu'un renforcement des actions de prévention. Ces stratégies de prévention, d'information et de dépistage devraient, selon les auteurs, viser un renforcement et une adaptation des programmes de prévention de la transmission sexuelle de l'infection, ciblés dans les groupes de population les plus touchés, c'est-à-dire les usagers de drogue et leurs partenaires sexuels, les personnes originaires d'Afrique noire ou des Caraïbes et leurs partenaires, ainsi que les personnes ayant plusieurs partenaires, qu'ils soient hétérosexuels, homosexuels ou bisexuels. Il reste désormais à savoir comment les autorités sanitaires parviendront à soutenir, politiquement, que l'urgence est bel et bien dans le développement prioritaire des actions de prévention et de dépistage visant les personnes les plus exposées, et non le dépistage multiforme, systématique ou non, au sein de la population française.

J.-Y. N.

(1) « Évolution de l'épidémie à VIH en France dans la population hétérosexuelle », rapport au ministre délégué à la santé, daté de décembre 1994. Ce document, signé du Réseau national de santé publique, a été établi par un groupe de travail présidé par le professeur Jacques Drucker, directeur du Réseau national de santé publique, et réunissant une vingtaine des meilleurs épidémiologistes français du sida.

Vous ne connaissez pas encore le nouveau Monde et pourtant il vous donne déjà rendez-vous.

A partir du 9 janvier, retrouvez chaque samedi, daté dimanche-lundi, le supplément Radio-Télévision.

Le Monde

smalto SOLDE

HOMME : 44, rue François 1er
HOMME ET FEMME : 5, place Victor-Hugo

ECOLE NORMALES SUPÉRIEURES : un nouveau statut pour les étudiants de l'Union européenne. — Les élèves étrangers des quatre écoles normales supérieures de Paris, Fontenay, Lyon et Cachan, ressortissants de l'Union européenne, auront désormais les mêmes droits que leurs camarades de nationalité française et pourront bénéficier du statut et

du salaire d'élève fonctionnaire. Selon un décret du 22 décembre publié au Journal Officiel (JO du 29 décembre), ils pourront pendant leur quatre années d'études, moyennant un engagement décennal dans la fonction publique, percevoir le salaire d'élève-fonctionnaire réservé jusqu'à aux seuls nationaux. Ce texte était en souffrance depuis deux ans (le Monde du 24 novembre).

JUSTICE

Lors de l'audience annuelle de rentrée de la haute juridiction

Les deux plus hauts magistrats de France dénoncent l'abandon de la réforme de la Cour de cassation

Au cours de l'audience solennelle de rentrée de la Cour de cassation, à laquelle assistaient le premier ministre, Edouard Balladur, et le garde des sceaux, Pierre Méhaignerie, le premier président de la Cour, Pierre Drai, a critiqué le retrait de la réforme de la haute juridiction. Afin de manifester son mécontentement, le procureur général, Pierre Truche, a renoncé à tout discours.

L'audience solennelle de rentrée de la Cour de cassation est sans doute l'un des moments les plus forts du rituel judiciaire. Réunis à l'aube de la nouvelle année, les deux plus importants magistrats de France profitent de cet instant où la justice tente de retrouver « une grâce et une puissance intactes » (1) pour esquisser les préoccupations du monde judiciaire. Cette année, l'heure était à l'amertume, voire à la colère. Chacun à sa manière, le premier président et le procureur général ont dénoncé l'abandon, par le gouvernement, de la réforme destinée à désengorger la Cour de cassation.

En termes courtois mais fermes, M. Drai s'est contenté de rappeler un chiffre : au 31 décembre, plus de 37 000 dossiers étaient en attente à la Cour de cassation. « Ce sont des affaires à juger », mais dans quel délai ? lançait-il.

Pourra-t-on encore parler d'un délai raisonnable, au sens de l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme et des libertés fondamentales ? Pourra-t-on encore parler, dans deux, trois, ou quatre ans, d'une solution vivante que la Cour de cassation aura donnée à un problème vivant ? Des réponses mortes à des questions mortes, voilà ce que sera notre loi si, cédant aux délices pervers de la paralyse, nous continuons à nous voiler la face, à fuir nos responsabilités et à nous refuser à l'effort de réflexion et de rénovation. »

L'aphorisme du procureur général Truche

Depuis des années, le premier président de la Cour de cassation souhaite que les pouvoirs soient filtrés par des formations spécialisées. Un projet de loi en ce sens a été rédigé par la chancellerie, mais ce texte n'a pas survécu à son passage devant l'Assemblée nationale : rejeté par une alliance inattendue du PS et du RPR, cette réforme, que certains parlementaires jugeaient inconstitutionnelle, a été finalement retirée de l'ordre du jour. Suffit-il de renvoyer à plus tard ce qu'il est urgent d'entreprendre aujourd'hui et d'en laisser le soin à un successeur ? notait Pierre Drai en s'adressant au garde des sceaux. Faut-il se reposer sur le

« mol oreiller » des habitudes acquises et des facilités apaisantes ? Qu'on ne se y méprenne pas : il n'est plus possible de faire « comme on a toujours fait », de creuser, encore et toujours, le même sillon. »

Le procureur général Pierre Truche, pour sa part, se contentait d'un geste-symbole auquel la Cour de cassation n'est pas habituée. Refusant de prononcer le discours traditionnel de rentrée, il se levait brièvement afin de citer une phrase de « dictée faite au collège » : « Ils jouaient aux cartes pendant que le volcan avançait pour les engloutir. » Cet aphorisme prononcé, il se rasseyait en souhaitant simplement que son silence soit « plus éloquent que ses protestations de l'année dernière ». « La réforme de la Cour de cassation doit entrer en application en 1994, affirmait-il alors, faute de quoi, dans un an comme depuis des années, il faudra compter le nombre des dossiers dont notre stock s'est alourdi. »

Cette amertume inhabituelle des deux plus hauts magistrats de France n'est pas uniquement liée à l'abandon de la réforme de la Cour. Lussés par les attaques incessantes contre les magistrats, accablés par l'indignité des débats sur la justice, MM. Drai et Truche ont regretté une année « décevante », où « rien ne [leur] fut épargné ». « C'est du temps

des juges » et de la « République des juges » qu'il est désormais question, notait M. Drai, sur un fond menaçant de « reprise en main » par la voie de réformes vites mises en chantier et vite remises en question. S'adressant aux hommes publics, qui tolèrent souvent mal que la justice se mêle de leurs affaires, le premier président rappelait l'importance des audiences publiques, qui permettent d'évoquer des actions qui doivent être « protégées des dérives de l'usure et des habitudes d'une mécanique sclérosante. »

Les rares mots du procureur général seront consacrés cette année au statut du parquet. Représentant la parole après un long silence, Pierre Truche se déclarait clairement opposé à l'indépendance du ministère public. Répondant à tous ceux qui estiment que la gestion politique des « affaires » justifie une rupture des liens entre les procureurs et la Place Vendôme, M. Truche soulignait que le ministère public avait un « rôle d'interface » entre le gouvernement et les juges. Il ne peut être interdit au gouvernement d'éclaircir les juges », notait solennellement le plus haut magistrat du parquet de France.

ANNE CHEMIN

(1) Pierre Drai citait l'ouvrage d'Antoine Garapon : *L'Âge d'or des juges, essai sur le rituel judiciaire*, éditions Centurion.

FAITS DIVERS

A Menton (Alpes-Maritimes)

Des familles turques clandestines sont interceptées dans un camion

Entassés dans une remorque de camion immatriculé dans le Tarn, quarante Turcs, hommes, femmes et enfants, ont été interceptés, vendredi 6 janvier, vers 1 heure du matin à Menton (Alpes-Maritimes) par les policiers de la direction départementale du contrôle de l'immigration et de la lutte contre l'emploi clandestin (DDCI-LEC, ex-PAF).

Ces émigrants en situation irrégulière avaient, semble-t-il, été chargés en Italie par un routier français, qui, rentrant à vide, leur avait proposé ses services. Le chauffeur, pris en flagrant délit d'aide à entrée irrégulière sur le territoire, a été placé en garde à vue et devait être présenté, samedi 7 janvier, au parquet de Nice.

Les familles turques, quant à elles, ont été reconduites à la frontière italienne vendredi après-midi pour être « réadmisées » dans la péninsule en vertu des accords européens. Auparavant, les femmes et les enfants avaient été hébergés à l'hôpital de Menton pour y être nourris.

Selon un responsable policier local, il est fréquent que des Turcs ou des ex-Yugoslaves désireux de se rendre en Allemagne attendent sur les parkings de poids lourds en Italie une opportunité de transport via la France.

Voici quelques jours, un autre groupe de Turcs avait été inter-

pellé par la DDCILEC de Menton sur une aire d'autoroute à Mougin. Après leur avoir fait passer la frontière, le routier les avait lâchés à cet endroit après leur avoir assuré qu'ils étaient arrivés en Allemagne. « On a récupéré ces pauvres types errant près de l'autoroute », raconte un policier. Esquissés, ces étrangers peuvent l'être à double titre. Des ex-Yugoslaves interpellés récemment avaient payé à leur passager, membre d'une filière organisée, entre 1 000 et 2 500 de deutschemarks (3 450 à 8 625 F) par personne pour un trajet entre l'Italie et l'Allemagne.

L'entrée en vigueur de la convention de Schengen sur la libre circulation en Europe, prévue pour le 26 mars prochain après de nombreux reports, devrait modifier considérablement le travail des policiers chargés de lutter contre l'immigration irrégulière. Pourtant, la suppression des contrôles aux frontières intérieures de l'espace Schengen (les Douze moins la Grande-Bretagne, l'Irlande et le Danemark) n'empêchera pas les policiers français d'effectuer des contrôles en aval de la frontière, ni même, dans certains cas, de poursuivre et d'arrêter des suspects en territoire étranger jusqu'à 30 kilomètres au-delà de la frontière.

PHILIPPE BERNARD

Dans un lycée d'Orange (Vaucluse)

Cinq internes sont exclus pour avoir violenté des camarades

AVIGNON

de notre correspondant

Bailloigné, les malins attachés dans le dos, un interne de quinze ans du lycée de l'Arc, d'Orange (Vaucluse), a été sodomisé avec une manche à balai, le 6 décembre. L'adolescent, élève de seconde et souffre-douleur d'une bande d'ioternes âgés d'une vingtaine d'années, a d'abord caché à ses parents les sévices dont il était l'objet. Fort de ce silence, la bande, déjà connue pour ses beuveries, a continué ses méfaits nocturnes, s'en prenant cette fois à trois autres lycéens, leur badigeonnant les parties génitales avec une bombe de peinture rouge. L'un d'entre eux s'en est alors ouvert à sa famille, qui a immédiatement alerté la direction du lycée.

Une plainte a été déposée au commissariat de police de la ville. Aussitôt, les sept lycéens coupables étaient temporairement exclus par le proviseur, André Alessandri.

Ce dernier expliquait, au lendemain des faits, que le dortoir était normalement surveillé par un « pion », qui, cette nuit du

6 décembre, n'avait rien entendu. Et pour cause, puisque la jeune victime était bailloignée par ses bouzeaux. Jeudi 5 janvier au soir, une longue et douloureuse séance du conseil de discipline s'est tenue au lycée de l'Arc. Cinq des sept élèves mis en cause ont été définitivement exclus. Le proviseur n'a pas tenu à commenter cette décision, laissant volontairement sous silence le rôle exact de chacun des acteurs de ce drame, qui pourrait encourir des sanctions pénales. En attendant, ils ont une semaine pour faire appel de leur exclusion auprès du recteur.

Au lendemain de ce conseil de discipline, l'affaire était largement commentée par les 1 300 élèves (dont une centaine d'internes). Certains lycéens dénonçaient le scandale, d'autres parlaient d'un simple buzzage qui s'est mal tourné. Tous insistent sur le traumatisme de la victime. Les professeurs, eux, s'étaient visiblement donnés le mot pour garder le silence.

MONIQUE ABGRALL-GLASBERG

EN BREF

JAPON : un mort lors d'un séisme. - Un fort tremblement de terre, d'une magnitude de 6,9 sur l'échelle ouverte de Richter, a secoué, vendredi 6 janvier à 23 h 37 (heure française), le nord-est du Japon dans l'île de Honshu. La secousse, dont l'épicentre a été localisé en mer à une trentaine de kilomètres de la préfecture d'Iwate, a fait un mort par crise cardiaque et dix-huit blessés dans la ville d'Hachinohe. Selon l'agence météorologique japonaise, une deuxième secousse de 6,2 a été ressentie quelques heures plus tard dans cette région particulièrement exposée aux séismes. Le 28 décembre 1994, un tremblement de terre de magnitude 7,5 avait fait deux morts à Hachinohe. - (AFP, UPI.)

ENVIRONNEMENT : annulation du permis de construire d'une ligne EDF France-Espagne. - Dans un jugement rendu le 6 janvier, le tribunal administratif de Paris a annulé le permis de construire de la ligne entre Cazalla (Hautes-Pyrénées) et l'Aragón (Espagne). Très contesté par les riverains, le passage de cette ligne à très haute tension (400 000 volts) dans une vallée préservée avait été confirmé par décision du Conseil d'Etat (le Monde du 2 mai 1994). EDF a annoncé son intention de faire appel.

La catastrophe de Furiani devant le tribunal correctionnel de Bastia

Les erreurs de Jean-Marie Boimond

Le tribunal correctionnel de Bastia a procédé, vendredi 6 janvier, à la première partie de l'interrogatoire de Jean-Marie Boimond, ingénieur à la société Sud Tribune et constructeur des gradins métalliques qui se sont effondrés, le 5 mai 1992, au stade Armand Cesari de Furiani.

BASTIA de notre envoyé spécial

« Dès le lendemain, je me suis senti responsable de cette catastrophe. Je me suis mis à la disposition de la justice. Je n'ai jamais nié ma part de responsabilité. Par contre, j'espère que la justice saura voir où j'ai pu être induit en erreur, tant en amont qu'en aval. » En quelques phrases, Jean-Marie Boimond vient de résumer sa position. Elle contient clairement les éléments que l'on trouve à la fois dans l'aveu, la plaidoirie et la réquisition. Un silence glacial accueille sa déclaration. Le public, uniquement composé des victimes les plus gravement atteintes et de leur famille, a encore un mémoire de la supplique que la présidence vient de lui adresser. Une fois de plus, le magistrat a demandé aux victimes de matri-

ser leurs réactions face à certains propos qui risquent de heurter leur sensibilité, « afin d'éviter toute atteinte aux principes du débat contradictoire, afin qu'aucune critique ne soit portée sur les débats et sur le jugement ». Et la magistrat avait conclu : « La Bastia est là pour tout entendre. »

Courageusement, la salle avait donc écarté les dents pour entendre les premiers mots de celui qu'elle considère comme le premier responsable de la catastrophe. Pourtant, plus tard, quand l'ingénieur, interrogé par un avocat de la partie civile, déclare : « C'est sûr que si j'avais fait les choses dans les règles de l'art, il n'y aurait pas eu de catastrophe », la foule réagit. Ce ne sont pas les cris de colère qui ont jailli en d'autres circonstances, c'est comme un soupir de soulagement devant quelques mots simples tant attendus, tant souhaités.

Sur le plan technique, M. Boimond reconnaît qu'un constructeur la Bastia n'a tenu compte que des efforts verticaux et de l'expertise a montré que la catastrophe trouve son origine dans la faiblesse de la structure métallique, incapable de supporter les

poussées latérales. « Ça paraît évident ! Lorsque on est spectateur, on voit la balance, on voit les supports dans les tribunes », s'étonne le président. « Oui, admet M. Boimond, j'ai resté en dehors des matchs de football, j'ai pas eu l'ouverture d'esprit nécessaire. » L'ingénieur s'est aussi inspiré du montage de l'autre tribune, tout aussi dangereuse, si l'un des côtés n'était pas ancré sur des gradins de béton. Mais à cette erreur fondamentale, s'ajoutent celles qui semblent issues d'une forme de routine : il n'y a jamais eu de plans et pas de notes de calcul.

Absence de contrat écrit

L'ingénieur n'en est pas pour autant venu au procès les pieds nus et la corde au cou. Même au cat aspect du débat n'a été qu'affleuré, en attendant de consacrer une journée entière à ce sujet. M. Boimond tient à dire et à répéter qu'il avait eu recours à un bureau de contrôle. « La SOCOTEC avait été chargée d'une mission de vérification de la solidité. Je pensais que si j'avais commis des malheurs majeurs, le bureau de contrôle

m'en aurait informé » insiste l'ingénieur. La SOCOTEC affirme de son côté qu'elle n'avait été chargée que de la vérification de la résistance du sol. Mais M. Boimond persiste : « J'ai n'ai jamais demandé un avis sur la sol, j'ai demandé un avis sur la solidité ! » Bernard Rossi, directeur départemental de la SOCOTEC s'en expliquera ultérieurement, mais le doute subsistera de toute manière car la mission du contrôle n'a fait l'objet d'aucun contrat écrit. « La SOCOTEC devait me remettre le certificat de conformité le lundi 4 mai, à onze heures », soutient encore M. Boimond. « Pourtant, résume M. Paul Lombard, la tribune a été ouverte au public sans que le certificat de conformité ait été remis à la commission de sécurité ! » L'ingénieur approuve avant d'ajouter : « Je pense avoir une responsabilité importante dans le drame (...). Mais la commission de sécurité porte une part de la responsabilité, ainsi que la SOCOTEC et la Fédération française de football. » Sur un ton las, le président constate : « Il y a beaucoup de garde-fous qui n'ont pas tenu. »

MAURICE PEYROT

EXCLUSION

Alors que plusieurs associations manifestent

Nouvelle polémique sur la réquisition de logements entre la Ville de Paris et la Fondation abbé Pierre

Plusieurs associations ont appelé à manifester, dimanche 8 janvier, à Paris pour « une nouvelle politique du logement ». Ce rassemblement, place de la Bastille, à 14 heures, est organisé par la Fondation abbé Pierre, l'Association Droit au logement, la Commission des sans-logis, l'Association des comités de défense des locataires, le MRAP, la FASTI, la CGL, la CNL et les partis de gauche ont appelé à y participer. Pour Claude Chigot, délégué général de la Fondation abbé Pierre : « Il faut désormais une véritable politique de logement pour les défavorisés. »

Cette manifestation intervient alors que la polémique rebondit entre des associations caritatives et la Mairie de Paris à propos de la

réquisition de logements vacants dans la capitale. Le 19 décembre dernier, en réponse à l'occupation d'un immeuble de la rue du Dragon par le DAL, Jacques Chirac annonçait la « réquisition » de logements. Vendredi, à l'issue d'une nouvelle réunion entre associations et Ville de Paris, Emmaüs et la Fondation abbé Pierre se sont indignées « des conditions inacceptables » qui leur seraient imposées. La Ville de Paris demanderait à ces associations de préfinancer les travaux de remise en état des logements. « Comme si nous avions la trésorerie nécessaire ! » protestait Emmaüs. « Une fois de plus, on fait glisser sur le monde associatif une responsabilité publique », ajoutait-on à la Fondation abbé Pierre.

En réponse, la Ville de Paris a indiqué qu'une nouvelle réunion se tiendrait le 10 janvier et rappelés

son engagement de reloger « définitivement » les familles concernées. Mais cette affaire de réquisition donne des idées à d'autres maires. Ainsi, Jean-Pierre Tabard, maire (radical) de Crest, dans le Drôme, a-t-il décidé, vendredi, de réquisitionner un bâtiment HLM départemental pour y loger huit familles de sa ville. En revanche, Jean Royer, maire (divers droite) de Tours, dans l'Indre-et-Loire, a saisi, le même jour, le tribunal de grande instance de sa ville pour demander l'expulsion d'une quinzaine de SDF qui occupent une maison de retraite désaffectée.

Par ailleurs, la préfecture de Paris a indiqué, vendredi, que le nombre de lits offerts aux sans-abris dans la capitale devait durant le week-end être accru et passer de 2 100 à 2 272.

smalto
SOLDE
HOMME : 44, rue François 1er
HOMME ET FEMME : 5, place Victor-Hugo

مكتبة القرآن الكريم

Une autre ville, une autre



FRA BARTOLONE

Pieux me

السلامة العامة

CULTURE

MUSIQUES

Rencontre avec Gérard Manset

Une autre ville, une autre plage, un autre univers

Auteur énigmatique, compositeur solitaire, le chanteur Gérard Manset a pris pour habitude de se tenir à l'écart. Après le roman *Rêve de Siam* (1987), il vient de publier deux recueils de photographies, vision fugitive de voyages lointains, et la *Vallée de la paix*, un album au titre biblique.

Gérard Manset, le chanteur, vnyage. De Nong Kai (Thaïlande) à Iquitos (Pérou), il y a des galeries de fer-blanc. Des filles englues dans une léotie perdition. Endormies et souriantes. Snu-mises et meurtries. Il y a des plages inondées d'embruns, des fumées de braserio, des indigents innocents, des bleus délavés, des *strakhauses* co bois nu en béton, des *teuraams* louches et des gogos-bars défoncés. Uo monde périsable n'a d'omioe uoe inconscience qu'il conviendrait de photographier. Après *Wéat Kasu* (1), *Réclé en noir et blanc*, paru fin 1993, *Aqui le espero* (2), recueil de photographies co couleur, « petite poussée de fièvre iconographique », dit l'auteur, vient d'arriver, en même temps que la *Vallée de la paix*, album à plusieurs niveaux. Cet ensemble est censé en dire long sur l'état de ce monde que l'an dit tiers, ces « pays où la liberté n'a besoin ni de lois ni de règlements pour s'exprimer ».

Gérard Manset, le photographe, écrit, combattant ainsi « les apparitions de plus en plus rapides du flou ». « Il », le narrateur de ces voyages en terres lointaines, cherche « des médécines » contre l'infirmité. Les photos sont simplement terre à terre, le verbe philosophique. La pensée Maoset, comme la musique ainsi labellisée, est un édifice complexe, fait d'archaïsmes et de virtualités. Du blanc et du noir. Des jours de déprime, d'autres de soleil. Sourire et larmes noires. Manset ne joue pas le jeu de l'industrie. N'est jamais monté sur une scène, a passé au pilon une partie de sa productivité discographique en 1990, par souci d'épuration. Manset aime Mollère, Berthoven et Poussin. « Je suis, dit-il, pour une organisation du monde à la Poussin : les hommes, les femmes, le ciel sont à leur place, les anges aussi. » Blouson de Jean, T-shirt et baskets, Manset choisit la sienne, en dnnant rituellement ses rendez-vous aux portes de Paris. XVI^e arrondissement, dans une quelconque heraserie enveloppée de velours kitch : frontalier, un pied ici, un pied ailleurs.

Manset n'aime pas les photos. De lui, une seule représentation



MARC CHARVEL

circule. Le visage est caché par la main (la pochette de *Matrice*, en 1989, dévoilait le chanteur jusqu'au cou, mais nous privait déjà du visage), pour s'opposer à l'impudeur du siècle. Manset n'aime pas les conversations enregistrées. « C'est de l'ordre du vol, j'ai la sensation physique que l'on part avec un de mes bras, ou une jambe. Comme les Indiens de l'Amérique du Sud croient qu'on leur vole leur âme en les photographiant », au croisement de l'an neuf, il revient de son cinquième voyage à Cuba, il est bronzé et s'adonne - c'est une nouveauté - avec une vulté de professionnel, au jeu des questions-réponses.

Le bonheur sans intérêt

Cuba est une chance pour un partisan de l'anti-spectacle : « Sous cloche depuis trente ans, le pays n'a pas subi les effets pervers du bombardement médiatique. » Uoe chance pour oo défenseur patenté du bonheur sans intérêt, « de la peinture d'Etat, de la musique de commande. Ni

Gaya ni Velasquez n'ont manqué de talent en honorant les désirs des princes ». L'argent du rock, de la chanson, n'intéresse pas Gérard Manset. L'inventivité du droit d'auteur - « amoralité » - et de soo collecteur, la Sacem, « une belle machine », la cherté des concerts et la légèreté du show-bizz nù la simplicité n'est pas de mise, metent le chanteur en complet décalage avec son époque. « L'argent me fait peur, mais je suis retors. Je suis capable de calculer exactement combien coûte un spectacle, et de gérer un budget au moindre prix. C'est effrayant. » Une industrie, une école de la vitesse et du gâchis, à laquelle Gérard Maoset s'est efforcé d'échapper co o'apparaissant jamais, gardant ainsi le mystère entier. Tenté par l'expérience ? Sûrement. « Mais les musiciens ne veulent pas de moi. Je les prive peut-être de *chabada bada* décontractant. »

Réactionnaire, dépressif, raboté, Manset ? « Non, c'est du bon sens. J'ai été bouleversé par les banlieues que l'on rasait : Montrouge, Levallois, Issy-les-Moulineux. Qu'on y construise des

barres, d'accord. Mais raser... Je n'y promènerais. En voyant les lambeaux de papier peints accrochés aux murs détruits, je me disais : voilà des millions de mètres cubes de malheur qu'on installe chez les gens. On les coupe de leurs racines. Comment voulez-vous dans ces conditions qu'un fils respecte son père ? »

Sur les photos, les objets et les enfants rassurent. Sur sa pochette de la *Vallée de la paix*, dessins de fleurs aux couleurs saturées, le musicien affiche un parti pris psychédélique. « Flower-power » : je regrette d'avoir vécu cette époque en surface, *Peace and Love*, voilà, c'est le dernier mouvement idéologique qui coïncide avec le vivable. La société de consommation atteignait son apogée. On commençait à fricoter à droite et à gauche, mais il y avait encore Papa et Maman. Depuis, le monde ne tourne plus rond. »

Dans sa forme, la *Vallée de la paix* est un album marqué de maladresses dont Gérard Manset se réjouit. La voix très en arrière est parfois inaudible, le langage est codé. « Les gens n'aiment-ils pas que l'on cultive le côté fragile de l'homme ? J'ai un timbre médium, et certains textes sont difficiles à entendre, même si je les disais clairement. » Serons-nous perdus dans ces sens ouverts (le monde tel qu'il est), guidés par la voix tremblante, druite et aérienne, brisée dans sa ligne (le mental et le spirituel). Mélanges, lancinantes, compost où la pureté rejoint la pourriture, les chansons passent de l'ombre à la lumière, et au filtre du doute. « Tant que tout n'est pas mixé, cela peut passer à la poubelle », dit Manset, champion de l'alcatoire. « La Vallée de la paix est un album baroque, avec surcharge de choc, de plaisir, d'or - vrai, moussif -, de virgées surplédales. J'aurais voulu mettre davantage de cordes dans les arrangements, mais le conflit entre les musiciens et les producteurs m'a obligé à limiter mes ambitions. Pour les textes, an est dans le sacré. » Un sermo. Uo traité lunaire, où les gens respectables - curés, instituteurs, médécins - sont emportés dans le chaos de désirs angéliques et impurs, dans la tourmente des mondes coexistants.

VÉRONIQUE MORTAIGNE

(1) *Wéat Kasu*, de Gérard Manset. Ed. Les Belles Lettres, 150 p., 45 photos en noir et blanc, 139 F.
(2) *Aqui le espero*, de Gérard Manset. Ed. Les Belles Lettres, 160 p., 130 photos couleurs, 280 F.
► La Vallée de la paix : 1 CD EMI 8314942.

THÉÂTRE

LES CHARMILLES au Théâtre de la Bastille

Cirque de chair

Pour avoir grandi dans une clinique pour mutilés que son père médecin avait créée, le petit Jean-Michel Rabeux a conçu une passion définitive pour le corps humain. Cette passion, peut-être la chose la plus partagée par beaucoup d'entre nous, est chez lui singulière : parce que ses premiers compagnons de jeu, ses premiers compagnons de cœur, n'avaient tantôt pas de bras, ou pas de jambes, ou ni bras ni jambes, il s'est très tôt convaincu que les corps « disent la mort en même temps que la vie ». Ses souvenirs nous valent une pièce de théâtre, la quatrième de cet auteur atypique, les *Charmilles*, du nom de la clinique paternelle.

Après *Déshabillages*, l'*Eloge de la pornographie* et *Légèrement sanglant*, Rabeux persiste et signe un spectacle intrigant, mal fou et presque inoubliable. Intrigant par cette manière très méticuleuse, très précise de dire les mutilations les plus terrifiantes pour composer aussitôt un poème dramatique qui échappe à l'insoutenable ; mal fou, car ce texte à la première personne, saos échaoges oi répliques, n'est pas à proprement parler une pièce de théâtre mais un récit qu'il confie, en le hachant menu, à trois acteurs très inégaux qui ne parviennent jamais à former le chœur dunt l'auteur a rêvé (Claude Degliame, Jacques Dubus et Miloud Khetib) ; inoubliable pourtant parce que nous sommes conviés à une méditation courageuse, hypnotique même, qui se

double d'une mise en scène foraine irréprochable.

Sur de jolis airs d'accordéon et d'orgue de barbarie (Kate France et Georges Edmont), le récit est interrompu par des ouméros de cirque et de magie qui sont autant de prétextes à l'éirement, la déformation, la torture des corps de deux danseurs-acrobates-cuntrisinnistes proches de la perfection plastique (Emmanuelle Teripis et Franco Senika). De ces deux jeunes corps à tout faire, exposés à toutes les manipulations, y compris les plus radicalement impudiques, Rabeux s'empare avec tendresse, cette tendresse inouïe avec laquelle, jadis, il tenait dans ses bras une jeune fille-tronç dont il était éperdument amoureux...

Il y fallait du courage, de la simplicité. Il aurait peut-être fallu couper un texte qui s'étire trop et lui donner une facture réellement dramatique. Mais cela méritait évidemment d'être dit, d'être joué. A parcourir ces curieuses charmilles, la conscience s'aiguise et le corps se tend ; et voilà peut-être l'un des plus jolis messages adressés de longtemp à ce monstre de chair promis à la disparition qui nous semble être l'autre et qui pourtant vit et meurt en chacun d'entre nous.

OLIVIER SCHMITT

► Théâtre de la Bastille, 76, rue de la Roquette, Paris (11^e). Du mardi au samedi à 21 heures, dimanche à 17 heures (ralécha les 16, 24 et 25 janvier). Tél. : 43-57-42-14. 100 F. Jusqu'au 28 janvier.

LES ACHARNÉS au Théâtre Gérard-Philipe de Saint-Denis

L'envie d'espérer

Après Montluçon et Poitiers, en 1993, puis Djinn, en 1994, les *Acharnés* poursuivent leur chemin à Saint-Denis, où ils sont « recréés ». Entre-temps, Claire Lasue, qui signe la mise en scène, et Mohamed Rouabhi, l'auteur, ont présenté au Théâtre Paris-Villette les *Fragments de Kaposi*, un spectacle couleur ciel, où le temps filait entre ombre et lumière, dans l'attente retenue du souvenir d'un ami mort. Sida. C'était beau, juste et gracieux. Les *Acharnés* - qui ont donné son oom à la compagnie de Claire Lasue et Mohamed Rouabhi - sont antérieurs aux *Fragments de Kaposi*. Leur ciel est plus noir, leur lumière plus sombre. Mais le souvenir est toujours là, ancré cette fois dans une blessure sans guérison : celle de l'amour mort.

l'osine, d'amitiés qui rêvent d'échappées belles au bord de la Manche. Il laisse à un personnage de passant le temps du recul (« Un jour, il s'écrira devant nous une histoire/Je me baisserai pour la ramasser »). On sent qu'il sait beaucoup sur les vagues des sentiments, n'entend qu'il sait en parler. Mais, cointamment aux *Fragments de Kaposi*, les *Acharnés* pêchent par le désir de tout dire. Et la légèreté du jeu, si douce dans la pièce précédente, est déournée dans cette nouvelle mise en scène de Claire Lasue par le visage à la douleur affichée de Jeanne David (Louise). Cette douleur l'éloigne des autres comédiens - Anne Rotger, Richard Zammut, Laurent Ziserman et Mohamed Rouabhi lui-même -, qui, eux, ont de ces sourires gènes qui donnent envie d'espérer.

BRIGITTE SALINO

► Théâtre Gérard-Philipe, 58, boulevard Jules-Guesde, 93 Saint-Denis. Jusqu'au 5 février. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée, dimanche à 17 heures. Tél. : 42-43-17-77. 60 F à 110 F.

ARTS

FRA BARTOLOMEO au Musée du Louvre

Pieux mensonges

De Fra Bartolomeo, le peu dont on se souvient d'ordinaire tient en une seule scène : à Florence, durant l'hiver 1497, alors que Savonarole (1) a le pouvoir, Bartolomeo brûle publiquement ses dessins de ouis sur l'uo des bûchers rassemblés par les partisans du prédicateur. L'épisode, décrit par Vasari, est demeuré célèbre, Bartolomeo ayant été uo fidèle de Savonarole, son portraitiste et l'un de ses défenseurs quand son graod hnmme, excommunié, fut assiéé dans le couvent de San Marco. On savait encore que ce pieux artiste était né à Florence en 1472, qu'il se fit dominicain à Prato en 1501, vint à Venise en 1508 et Rome en 1513. Venise en 1508 et Rome en 1513. Venise en 1508 et Rome en 1513. Venise en 1508 et Rome en 1513.

Mais sur son œuvre, sur ce qu'étaient les dessins détruits par exemple, jusqu'à des recherches récentes, les connaissances sont longtemps demeurées lacunaires. Bernard Berenson avait jadis décerné méchamment que les tableaux de Fra Bartolomeo étaient « aussi vides de beautés artistiques qu'ils sont grands par leur ambition », le zèle des historiens avait été fort refroidi. A en juger d'après la centaine de dessins et les rares peintures qu'expose le Louvre, l'illustre

connaisseur n'avait pas absolument raison ni tout à fait tort. Du peintre, l'éloge ne peut que tourner court, tant son *Incarnation du Christ* et son *Mariage mystique de sainte Catherine* de 1511 se distinguent essentiellement par la roideur pompeuse de la construction, un air de gravité qui n'évite pas la grandiloquence, des figures aux gestes trop démonstratifs, des couleurs qui se neutralisent. Idéalisme dévot fort compréhensible de la part d'un dominicain ? Sans doute, mais pas seulement.

Dessinateur proluxe et audacieux

Son style n'est pas sans parenté avec celui de son contemporain Raphaël, la volupté de la couleur en moins. Raphaël ayant séjourné à Florence de 1504 à 1508, rien n'interdit de supposer quelque aient reconnu ce qui les rapprochait, le goût de l'équilibre et de la symétrie, le refus de l'excès et du pittoresque. Les vierges et les saints de Fra Bartolomeo ne sont point des modèles vivants déguisés co personnages bibliques, mais des figures de synthèse, des types, sicon des stéréotypes et des symboles. Nulle vie ne les anime, nul sentiment ne les agite : ils

remplissent dans le tableau une fonction signalétique, rien de plus, rien de la vibration et de la tension qui caractérisent Raphaël.

On aimerait comprendre comment, selon quelle contradiction, ce peintre gourmé fut un dessinateur proluxe et audacieux. Il le fut cependant, ce que démontrent ombre des feuilles prêtées par le Cabinet des dessins, l'Ecole des beaux-arts, les musées de Lille et de Bayonne. A ses débuts, il travaillait à la plume, s'inspirant de ses cointemptrains allemands, copiant largement Schongauer. Traits brefs s'entre-croisant, formes sinieuses, déformations étrées préfigurant le maniérisme, postures renversées et chevelures tourbillonnantes : l'apprenti assimile vite la leçon et la complète d'observations sur le motif. Dans les ossuaires, il s'en va dessiner crânes et vertèbres. Dans les campagnes, il étudie ramures, rochers, fermes et perspectives. Sur le modèle, il vérifie poses et anatomies. Il y a, dans ces études souvent exécutées recto-verso, de la vigueur, de l'acuité et une belle maîtrise de la ligne, qu'accentue la finesse de la plume.

Ainsi en va-t-il jusque vers 1510. Alors, la pierre ooire se substitue à l'encre, l'analyse de l'objet cède la place à recherche d'oe forme harmonieuse, la

volonté de voir importe moins désormais que la quête d'une perfection suave, la courbe s'amollit, les corrections et les rebuts de blanc s'accumulent. La dissection du motif perd la première place et le dessin n'est plus que l'auxiliaire d'une peinture trop parfaite pour être hoocôte. Fâcheuse déperdition de vérité.

PHILIPPE DAGEN

(1) Une biographie de Savonarole par Jean Claude a paru à l'automne chez Fayard (540 p., 160 F.).
► Pavillon de Flora, Musée du Louvre, 75001 Paris ; tél. : 40-20-51-51. Jusqu'au 13 février.

L'écrivain Ernst Jünger fait l'objet d'une polémique en Allemagne. - Le chorégraphe Johann Kresnik présente à la Volksbühne de Berlin un spectacle intitulé *Ernst Jünger*, qui prend violemment à partie l'écrivain allemand en s'attaquant à sa « glorification » de la guerre. Si le succès public est considérable - Johann Kresnik et la Volksbühne bénéficient d'une réputation portecoe de « provocateurs » -, la critique, du *Berliner Zeitung* (centre gauche) au *Frankfurter Allgemeine Zeitung* (conservateur), récuse une vision qu'elle juge « partielle » de l'œuvre et de la pensée de l'auteur de *Der Arbeiter* et des *Journaux de guerre*, qui aura cent ans cette année.

Mort du comédien Jean-Pierre Sentier

« Coup suprême »

La vie vient de lui donner son « Coup suprême » - titre de son dernier film : jeudi 5 janvier, Jean-Pierre Sentier est mort, emporté par la maladie. Il avait cinquante-quatre ans, et un talent à l'égale de ses yeux : bleu changeant. Auteur (deux pièces et deux one-man-show), réalisateur (trois films dont deux réussies : *le Jardinier* - Prix Jean-Vigo 1981 - et *Un bruit qui court*), Jean-Pierre Sentier restera présent dans les mémoires surtout comme comédien. Il avait une silhouette, grande, touffue, un peu perdue, qui lui donnait en scène une présence extrêmement attachante. Ainsi, pour ne citer que le dernier de ses nombreux rôles (de Marivaux à Gatti), il fut dans l'Eglise de Céline, mise en scène par Jean-Louis Martinelli, un Pistil au bord de la flûre. Cette ultime composition lui valut le Mollère 1993 du meilleur second rôle.

B. S.

CASHMERE HOUSE
ALEXANDRE SAVIN
Depuis 1963
Le spécialiste du 100% pure Cashmere
SOLDE
POUR FEMMES POUR HOMMES
Le respect de la qualité, un investissement sur
2 rue d'Aguesseau - 75008 PARIS
Angle 60 Faubourg Saint-Honoré

Changer

Suite de la première page

Un journal comme une évidence, comme un voyage dans l'actualité la plus chaude, comme une promenade dans les grands débats de notre époque. Bien sûr, l'actualité internationale se retrouvait en tête, parce que le Monde entend rester le Monde, mais enrichie du traitement des économies étrangères et des faits de société. Puis venait l'actualité française, politique, sociale, économique. Au cœur du journal se déployaient alors en majesté trois pages réservées aux enquêtes, aux points de vue et aux analyses.

Ce n'était pas fini. On rebondissait sur la vie des entreprises françaises et étrangères, l'information boursière, puis sur une séquence société, ouverte aux questions de consommation et de modes de vie, avec une halte dans la vie sportive, scientifique et technologique. Enfin, le voyage quotidien se terminait dans les terres culturelles, françaises et étrangères.

Ce n'était rien, et c'était beaucoup. C'était une nouvelle architecture, encore fragile, trop « jeune », mais debout.

L'obsession, en ce printemps 1994, était d'améliorer la lisibilité du Monde, de nous permettre d'éclairer au plus près l'actualité de cette fin de siècle. De rompre, aussi, avec notre capacité à disséminer des informations-seurs aux quatre coins du journal, Philippe Laharde, par la suite, allait souvent épingleur notre propension à publier un article sur le regain de popularité du chancelier Helmut Kohl dans les premières pages et

un papier sur les meilleurs indices économiques en Allemagne dans les dernières...

A ce stade, trois grands principes guidaient l'équipe d'Ivry : la volonté de mieux hiérarchiser l'information, le désir de regrouper les articles qui traitent de la même actualité ou de faits similaires, le souci d'offrir aux lecteurs un quotidien mieux rythmé et illustré. Début juin, l'esquisse présentée fut acceptée.

La phase du rêve s'estompait. La phase de validation « industrielle » commençait. Les mois de juin et juillet furent consacrés à contrôler la fiabilité du projet « nouveau Monde ». D'urgence, il fallait vérifier que la cohérence de cette architecture rédactionnelle sur 36 pages conservait son unité dans toutes les configurations de pagination possibles. Une expression inconnue jusqu'alors dans la rédaction fit une irruption remarquée : « chemin de fer ». Trois petits mots singuliers pour désigner notre nouvelle Bible : quel que soit le feuillet énumérant, page par page, les emplacements rédactionnels des séquences du journal conçu et édité rue Falguière puis imprimé à Ivry.

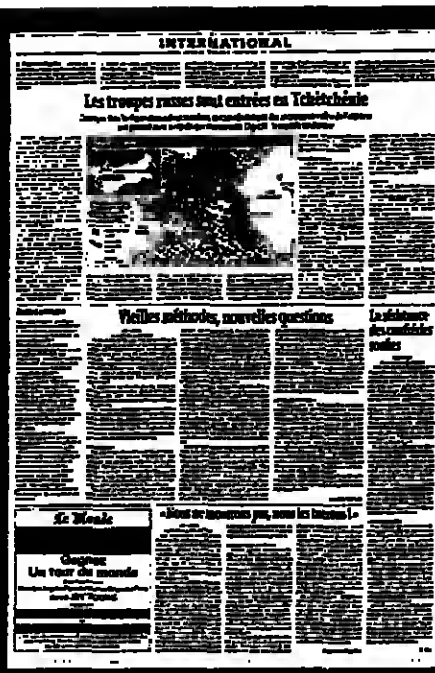
Une course vertigineuse

Un outil indispensable pour intégrer de manière régulière les pages « services » : une page Carnet, deux pages de cotations boursières, une page Agenda, un guide culturel, une séquence télévisée renforcée. Un outil déterminant, aussi, pour relever le défi lancé par Jean-Marie Colombani : imprimer le Monde à partir de 11 h 50, autrement dit gagner une heure dans une course déjà vertigineuse.

L'organisation et le mode de



Nous publions ci-dessus la reproduction de trois pages de la nouvelle formule. La « une » propose trois étages de lecture : des articles de tête dédiés à l'actualité, un « ventre » sur un sujet en contrepoint et un « rez-de-chaus-



sée » consacré à un article d'analyse. L'ouverture de la séquence « International » se signale par le traitement rédactionnel et infographique complet d'un sujet. Un bandeau informatif, un titre et un sous-titre sur six



colonnes proposent une première lecture rapide. Fortement illustrée, l'ouverture de la séquence « Horizons » se caractérise par sa mise en page.

production de la rédaction du Monde devenait une préoccupation centrale. Pour ne plus subir le journal, mais le maîtriser. Pour mieux nous donner les moyens de le penser en amont et non pas dans la tension du bouclage. Coup sur coup, le groupe d'Ivry proposait alors que la rédaction commence à définir les grandes lignes du Monde la veille de sa parution et que la conception visuelle des pages soit déterminée le matin, entre 7 et 8 heures, au lieu d'attendre, comme aujourd'hui, le milieu de la matinée.

Le 23 juillet, l'ébauche du « nouveau Monde » était présentée aux chefs de services de la rédaction ainsi qu'à leurs adjoints. Le secret, tenu jusque-là, était levé. S'ouvrait une période de présentation du projet dans toute l'entreprise et une phase de critique tonique et passionnée. Le groupe d'Ivry avait vécu. En août, Phi-

lippe Laharde, Jean-François Fogel et Laurent Greilsamer se fondaient dans six commissions chargées d'aménager et d'améliorer les six nouvelles séquences du journal : International, France, Horizons, Entreprises, Société et Culture.

Un autre alphabet

Dans le même temps s'amorçait discrètement une révolution visuelle. Le Monde, depuis une année, rêvait de se doter d'un nouveau caractère d'imprimerie. Précisément, Jean-François Porchez, trente ans, ancien élève de l'Atelier national de création typographique (ANCT), surgit avec son projet : un caractère « azur », créé en pensant au Monde pour son

mémoire de fin d'études. Un immense chantier s'ouvrait pour remplacer le bon vieux Times conçu, en 1931, par Stanley Morrison. Ce fut une fièvre, un combat livré à doigts nus sur Macintosh.

En moins de trois mois, Porchez améliora ses études et dessina plus de 2 000 caractères. Une lutte pour façonner – en romain, en italique, en gras, et demi-gras – des lettres dont la noblesse ultime est de se faire oublier des lecteurs. Ainsi découvrirent-nous, lundi 9 janvier, le nouvel alphabet du Monde avec ses caractères aux pleins et déliés arrondis, sans empatement, à l'œil « agrandi, plus lumineux et plus noir ».

Les semaines filaient. Jean-Paul Besset, quarante-huit ans, bombardé grand maître du calendrier, pressait chacun avec bonhomie. Et chacun, à la rédaction, au service informatique, à l'atelier, à l'imprimerie, à la publicité, s'activait

Seule, protégée de toutes pressions par Jean-François Fogel, Nathalie Baylaucq, trente-trois ans, graphiste franco-canadienne diplômée de la Parsons School of Design de New-York, nous redessina, taillant sur ordinateur les futurs habits du Monde dans son studio de création parisien.

Rien de pompeux, rien de clinquant. « Je veux faire une maquette qui soit pleinement celle d'un quotidien et n'emprunte pas à la culture graphique des magazines », dit-elle immédiatement. En trois jours, Nathalie Baylaucq avait défini une doctrine : une mise en page horizontale scandée par des filets gras et maigres. Du classique, respectueux « d'un journal de textes ».

Une simplicité qui permet virtuellement au Monde d'être fabriqué avec une vingtaine de polices de caractères... au lieu de 117. Ce fut bientôt l'heure

La rédaction permanente du quotidien : 239 journalistes

Directeur de la rédaction
Noël-Jean Bergeroux

Directeur de l'information
Philippe Laharde

Rédacteurs en chef (adjoints
au directeur de la rédaction)

Thomas Ferenzi

Edwy Pénel

Robert Solé

Rédacteurs en chef

Bruno de Camas

Laurent Greilsamer

Danièle Heymann

Bertrand Le Gendre

Lue Rosenzweig

Directeur des relations
internationales

Daniel Vernet

Secrétaire général
de la rédaction

Alain Fourmont

Médiateur

André Laurens

Conseiller technique
du directeur de la rédaction

Jean-Claude Rouy

Chargée de mission

Josée Doyère

Projet de supplément
hebdomadaire

Danièle Heymann (rédactrice
en chef, responsable du projet)

Yves Eudes

Christine Vos

CHRONIQUEURS

Philippe Boggio

Pierre Georges

Plantu

Daniel Schneidermann

SÉQUENCE

« INTERNATIONAL »

Alain Frachon (rédacteur en chef
adjoint, chef de séquence)

Claire Tréan (adjointe
au chef de séquence)

Section « Stratégies »

Serge Marti (chef de section,
adjoint au chef de séquence)

Henri de Bresson

Roger Cans

Guy Herzlich

Jacques Isnard

Françoise Lazare

Henri Tincq

Alain Verholes

Section « Pays lointains »

Jacques de Barrin

(chef de section)

Frédéric Robin

Jean-Pierre Clerc

Francis Cornu

Frédéric Fritscher

Mouna Naim

Thomas Sotinel

Marie-Pierre Subtil

Jean-Pierre Tuquoi

Section « Pays proches »

José-Alain Falon

(chef de section)

Sophie Gherardi

Florence Hartmann

Denis Hautin-Guiraut

Martine Jacot

Marie Jégo

Yves-Michel Riols

Pierre Servent

CORRESPONDANTS

A L'ÉTRANGER

Patrice de Beer (Londres)

Michel Bole-Richard (Madrid)

Françoise Chipaux (correspon-

dante régionale, Amman)

Patrice Claude (Jérusalem)

Alain Dehove (correspondant

régional, Stockholm)

Marie-Claude Decamps (Rome)

Lucas Delatre (Bonn)

Francis Deron (Pékin)

Dominique Dhombras

(Rio-de-Janeiro)

Sylvie Kauffmann (Washington)

Jan Kranze (Varsovie)

Jean de La Guérivière (Bruxelles)

Philippe Lemaître (Bruxelles,
Union européenne)

Georges Marion (Johannesbourg)

Jean-Baptiste Naudet (Moscou)

Jean-Claude Pomont (correspon-

dant régional, Bangkok)

Philippe Pons (Tokyo)

Marcel Scotto (Strasbourg,
Union européenne)

Sophie Shihab (Moscou)

Catherine Simon (Alger)

Laurent Zecchini (Washington)

SÉQUENCE

« FRANCE »

Patrick Jarreau (rédacteur en chef
adjoint, chef de séquence)

Section « Exécutif »

Thierry Brébier (chef de section)

Henri Biffaud

Laurent Mauduit

Rafaele Riva

Section « Acteurs »

Michel Noblecourt (chef de section)

Alain Beuve-Méry

Daniel Carton

Cécile Chambraud

Christiane Chombeau

Gérard Courtois

Alain Faujas

Béatrice Gurrey

Gilles Paris

Pascal Robert-Diard

Jean-Louis Saux

Section « Régions »

Jean-Louis Andréani

(chef de section)

Marc Ambroise-Rendu

Christophe de Chenay

Françoise Chirout

Jean-Pierre Delaval

François Grosrichard

Martine Valo

SÉQUENCE

« SOCIÉTÉ »

Franck Nouchi (rédacteur en chef
adjoint, chef de séquence)

Section « Informations
généralistes »

Charles Vial (chef de section)

Robert Belleret

Philippe Broussard

Anne Chemin

Jean-Michel Dumay

Hervé Gattegno

Erich Iselyan

Roland-Pierre Paringaux

Maurice Peyrot

Section « Éducation, Cités »

François Bonnet (chef de section)

Florence Aubenas

Philippe Bernard

Michel Castaing

Michel Delberghe

Valérie Devillechabrolle

Christine Garin

Section « Modes de vie »

Jean-Michel Normand

(chef de section)

Michèle Aulagnon

Laurence Folléa

Pascal Kremer

Jean-Yves Nau

Françoise Vaysse

SÉQUENCE

« HORIZONS »

Lue Rosenzweig (rédacteur en

chef, chef de séquence)

Éditorialistes

Noël Izraelwicz

Michel Kajman

Jean-Pierre Langellier

Alain Lebaube

Enquêtes et reportages

Jean-Yves Lhomet

(chef de section)

Michel Bojard

Annick Crapeau

Jocelyne Drucaux

Eric Fottorino

Yves Heller

Dominique Le Guilledoux

Corine Lesnes

Agathe Loegeart

Danielle Rouard

Carnet

Nadine Avelange (chef de section)

Edouard Masrel

SÉQUENCE

« ENTREPRISES »

Eric Le Boucher (rédacteur
en chef adjoint, chef de séquence)

Véronique Maurus

Section « Stratégies »

Claire Blandin (chef de section,
adjointe au chef de séquence)

Section « Finances »

Eric Leser

François Bostnavaron

Section « Industrie »

Gilles Bridier (chef de section)

Pierre-Angel Gay

Domènec Gallot

Marine Laroche

Virginie Mallange

Caroline Monnot

(Cinq journalistes doivent
rejoindre la séquence « Entre-

prises » dans les prochains jours)

SÉQUENCE

« AUJOURD'HUI »

Alain Girardo (rédacteur en chef
adjoint, chef de séquence)

Section « Sports »

Jean-Jacques Bozonnet

(chef de section)

Gérard Albouy

Jérôme Fenoglio

Bénédicte Mathieu

Pascal Ceux

Section « Sciences »

Jean-François Augereau

(chef de section)

Jean-Paul Dufour

Christiane Gallus

Annie Kahn

Hervé Morin

Catherine Vincent

Section « Loisirs »

Jean-Pierre Quélin

(chef de section)

Michèle Champenois

Patrick Francis

Jean-Pierre Péroncel-Hingoz

Danielle Tramant

Section « Communication,
Radio-Télévision »

Yves-Marie Labé (chef de section)

Serge Bolloch

Ariane Chemin

</

COMMUNICATION

Selon Jean-Pierre Courcol, ancien directeur des éditions Amaury

Le groupe Hersant et « le Parisien » ont examiné un éventuel rapprochement technique

Des discussions entre les éditions Aménity (le Parisien, l'Equipe, etc.) et le groupe Hersant ont eu lieu récemment, indique Jean-Pierre Courcol, qui vient de démissionner de son poste de directeur général des éditions Amaury (le Monde du 10 décembre 1994), dans un entretien accordé à l'hebdomadaire professionnel CB-News du 9 janvier.

« Il s'agissait de voir comment développer les synergies avec la partie parisienne du groupe Hersant - Franco-Soleil, le Figaro et Paris-Turf -, dans les domaines de la fabrication, de la distribution et de la publicité », confie M. Courcol. Nous n'avons pas parlé d'argent,

ni de plan de reprise, mais de majorité. Il n'y a pas eu d'accord formel de la part de Robert Hersant, mais pas non plus d'hostilité de base à cette perspective. Mais j'ai senti que Philippe Amaury n'était pas prêt à sauter le pas.

L'ancien international de tennis dresse aussi un premier bilan du lancement, début 1994, d'une édition nationale du Parisien baptisée Aujourd'hui. En admettant que « c'était, pour le moment, un échec financier », il explique que « c'était un acte défensif face à la sortie d'InfoMatin ». Mais si les ventes d'Aujourd'hui sont inférieures à ce qu'il avait prévu, elles franchiront quand même la barre des 100 000 exemplaires en 1994.

« Il n'y a pas de différend entre moi et Philippe Amaury, qui est un ami (...) et qui est le seul à considérer que la presse quotidienne nationale n'est pas un instrument de pouvoir mais une entreprise qui doit dégager des profits », confie Jean-Pierre Courcol, qui indique qu'il est partisan « de sortir rapidement des Nouvelles messageries de la presse parisienne » (NMPP, principal distributeur de presse en France), et de créer un système propre de distribution au groupe Amaury qui aurait engendré « 20 millions de francs d'économie » au bout de deux ans, mais que « Philippe Amaury est plus enclin à attendre encore un peu ».

EN BREF

STAR TV : Bertelsmann, EMI, Sony et Warner entrent dans le capital de Channel V. - Les quatre grands de l'édition musicale, Sony Music, Bertelsmann Music Group (BMG), Warner Music et EMI Music, ont acquis la moitié du capital de Channel V, la chaîne musicale du bouquet satellitaire asiatique Star TV contrôlé par Rupert Murdoch. Star TV avait lancé Channel V voilà un an, peu après avoir rompu avec les dirigeants de MTV, la chaîne musicale du groupe Viacom. Ces derniers réclamaient une part plus importante des recettes publicitaires de Star TV. Refusant de leur donner satisfaction, Star TV avait monté sa propre chaîne musicale.

CANADA : lancement d'une chaîne francophone d'information en continu. - Cinq ans après le lancement de la chaîne canadienne anglophone d'information en continu, CBC Newsworld, son alter ego francophone, vient de naître : le Réseau de l'information (RDI) est diffusé depuis dimanche 1 janvier par les réseaux câblés canadiens. RDI a été conçu comme « un service public qui ne rivalise pas avec les diffuseurs généralistes » publics ou privés. Associé à la télévision européenne d'informations en continu Euronews, RDI aura un budget annuel de 104 millions de francs, financé par les abonnements au câble (85 %), la publicité (9 %) et la vente d'émissions (6 %).

ÉTATS-UNIS : le « Wall Street Journal » lance une page sportive hebdomadaire. - Le Wall Street Journal, principal quotidien des affaires américaines, publie depuis vendredi 6 janvier une page consacrée aux sports, qui paraîtra régulièrement tous les vendredis. Le but est de faire de l'édition du vendredi celle du week-end, pendant lequel le quotidien ne paraît pas. La page sportive sera plus axée sur les événements à venir que sur les résultats : la première version parue comprend, notamment, un portrait des propriétaires de deux équipes de football américain et l'édition du seul journaliste sportif du Wall Street Journal.

Une injection de vitamines

Dans le feu de l'action, des rebelles s'insurgent contre le fossé séparant la séquence France de la séquence Société. Le fortin des intégristes de la nouvelle formule fut assiégé, assailli, et réduit.

Sept séquences

La nouvelle formule du Monde proposera aux lecteurs, à partir du lundi 9 janvier, sept séquences rédactionnelles :

- la séquence « International » présentera l'actualité diplomatique, politique, macroéconomique et les faits de société dans les pays étrangers ;
- la séquence « France » présentera l'actualité politique, sociale et économique. Une page permettra de traiter quotidiennement l'actualité des régions et des collectivités locales ;
- la séquence « Société » regroupera l'actualité judiciaire et policière, l'actualité relative à l'éducation, la formation et les cités, ainsi que les sujets modes de vie ;
- la séquence « Horizons » proposera quotidiennement une page « enquête », une page consacrée aux débats et une page réservée aux articles d'analyse ;

- la séquence « Entreprises » présentera l'actualité des entreprises françaises et étrangères, l'évolution des marchés financiers et les résultats boursiers ;
- la séquence « Aujourd'hui » regroupera quotidiennement une page sciences, une page sports, une page loisirs et une page agenda.

Le contenu de la page consacrée aux loisirs variera selon les jours de la semaine. Lundi (dété mardi) : « Époque » ; mardi (dété mercredi) : « Gastronomie » ; mercredi (dété jeudi) : « Voyages » ; jeudi (dété vendredi) : « Week-end » ; vendredi (dété samedi) : « Jeux ».

- la séquence « Culture » présentera l'actualité des arts et des spectacles français et étrangers. Elle se terminera par deux pages consacrées à la télévision et à la radio.

Après la suspension décidée par le CSA

M. Lang s'interroge sur la sévérité à l'égard de Skyrock

Le réseau FM Skyrock a reçu notification officielle de sa « suspension de diffusion du programme », vendredi 6 janvier, après que le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) ait constaté, jeudi 5 janvier, en séance plénière, qu'un animateur de la station s'était réjoui à l'antenne du meurtre d'un policier à Nice (le Monde du 7 janvier). Frappée d'une suspension d'émission de vingt-quatre heures, fixée lundi 9 janvier à 0 heure, la radio musicale s'interrogeait toujours, samedi, pour savoir si elle allait obtempérer.

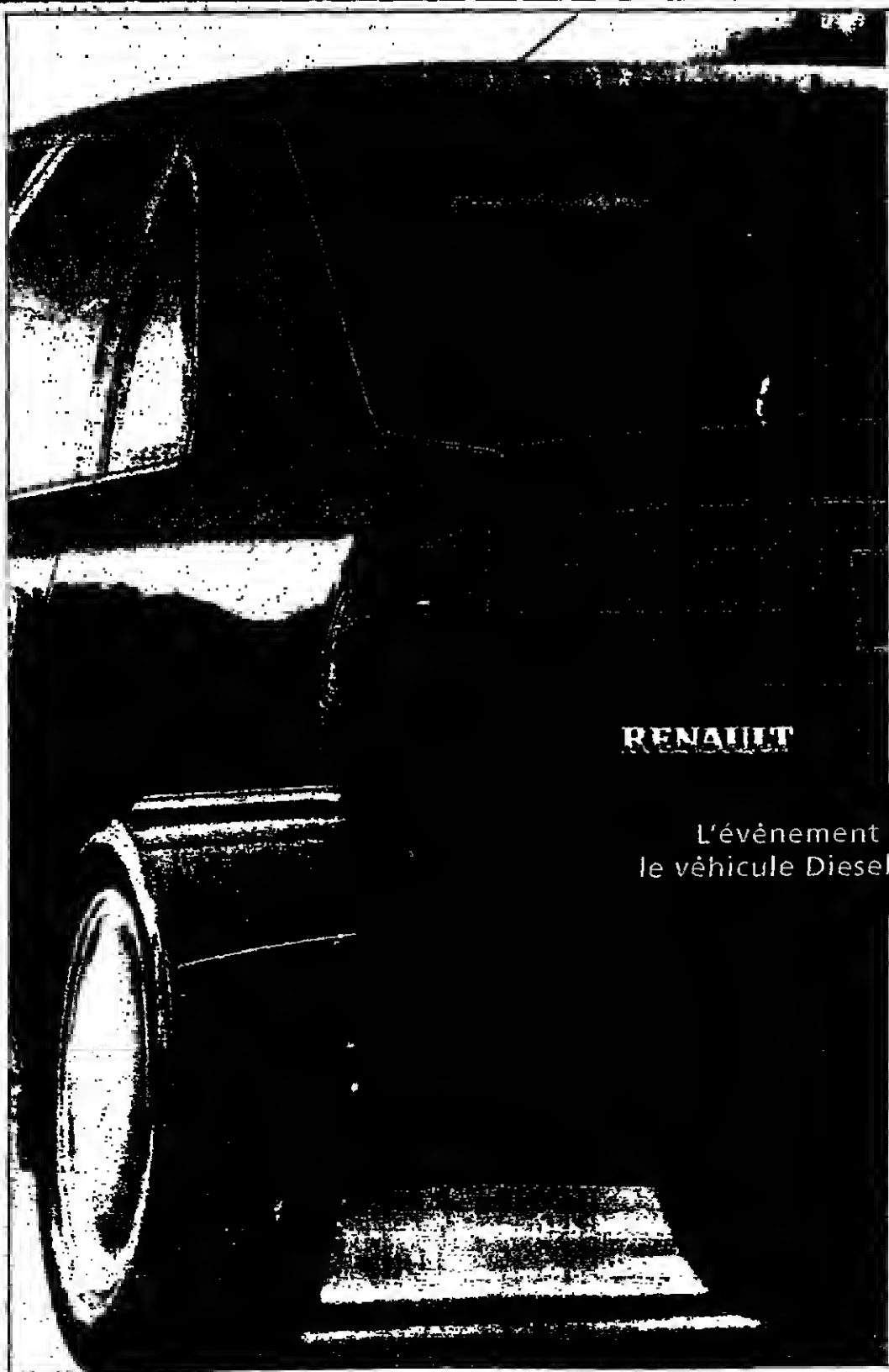
La direction de Skyrock, qui estime toujours cette sanction « disproportionnée », a reçu, vendredi 6 janvier, le soutien de ses auditeurs (majoritairement des

jeunes), qui se sont succédé au téléphone. Des personnalités ont plaidé le retrait de la sanction. Jack Lang, ancien ministre socialiste de la culture et de la communication, a déclaré que Skyrock avait « bien réagi en reconnaissant sa faute ». Le maire de Blois a demandé : « Pourquoi ajouter une sanction supplémentaire ? Si le CSA veut être sévère, qu'il le soit avec tout le monde avec la même rapidité et la même rigueur implacable. »

Tout en condamnant sans appel l'irresponsabilité des propos tenus, Bice Lalonde, présidente de Génération Ecologie - dont le PDG de Skyrock, Pierre Bellanger, est le secrétaire général sortant - et candidat déclaré à l'élection présidentielle, a demandé au CSA de « reconsidérer sa décision ».

M. Lalonde, qui bénéficie en son temps d'une chronique régulière sur Skyrock (le Monde du 28 décembre 1992), s'est inquiété d'une « sentence sans appel qui évoque le retour de la censure ».

A contrario, le Syndicat indépendant de la police nationale (SIPN, proche de la droite) a exprimé sa « satisfaction ». La Fédération professionnelle indépendante de la police (FPIP, proche de l'extrême droite) a l'intention de demander au ministre de la culture « d'entamer une procédure de retrait de licence d'exploitation de Skyrock » - procédure qui est en fait du ressort du CSA. Elle a également demandé au ministre de l'intérieur « qu'une plainte soit déposée ».



Du 4 au 31 janvier

L'événement Diesel

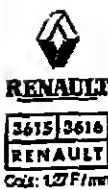
La 1^{re} marque de Diesel en 1994 vous fait économiser jusqu'à 17 000 F TTC.

DU 4 AU 31 JANVIER, RENAULT PREMIÈRE MARQUE DIESEL EN FRANCE EN 1994 CRÉE L'ÉVÉNEMENT DIESEL EN 1995 EN VOUS FAISANT ÉCONOMISER JUSQU'À 17 000 F TTC, AIDE GOUVERNEMENTALE COMPRISE, SOIT 12 000 F TTC DE REMISE SELON LES MODÈLES, ET 5 000 F TTC D'AIDE DE L'ÉTAT EN PLUS, SI VOTRE ANCIEN

RENAULT

L'événement Diesel, c'est aussi le privilège de pouvoir essayer le véhicule Diesel Renault de votre choix. Alors ? On hésite encore ?

VÉHICULE EN BÉNÉFICIE. ET MAINTENANT, SI VOUS AJOUTEZ À CELA L'ÉCONOMIE D'USAGE QUE REPRÉSENTE UN DIESEL, AINSI QUE LES MILLE AUTRES RAISONS QUE VOUS DÉCOUVRIREZ DANS LE RÉSEAU RENAULT DU 4 AU 31 JANVIER, IL VOUS SERA BIEN DIFFICILE DE RÉSISTER À L'ÉVÉNEMENT DIESEL RENAULT.



DANS LE RÉSEAU RENAULT
Concessionnaires et Agents participant à l'opération

ÉCONOMIE

La forte croissance de l'économie américaine

Les ventes de véhicules ont augmenté de 8,6 % aux Etats-Unis en 1994

Les résultats de ventes d'automobiles sur le marché américain, publiés cette semaine à l'occasion du salon de Detroit, sont venus confirmer la reprise déjà sensible en 1993. En hausse de 8,6 %, le marché a porté sur 15,1 millions d'unités, toutes catégories confondues. Les plus hautes performances ont été enregistrées avec les « light trucks » (minivans, 4x4, pick-up) dont les ventes ont progressé de 13 %, contre 5,8 % pour les voitures.

DETROIT

de notre envoyée spéciale

L'industrie automobile américaine devrait être, en 1996, une centenaire comblée. C'est ce que laisse présager l'augmentation de ses ventes à 15,1 millions de véhicules en 1994, soit plus 8,6 % par rapport à 1993. Tous les constructeurs américains ont profité de cette belle reprise. Chrysler le premier, qui vient de connaître sa deuxième année record successive : ses ventes ont progressé de 8 % pour s'élever à 2,2 millions de véhicules. Et les 70 000 salariés du plus petit des « big three » (General Motors, Ford et Chrysler) recevront, le mois prochain, un bonus conséquent du deux mois de salaire, soit 7 000 à 8 000 dollars pour l'employé moyen, contre 4 500 l'an dernier, selon François Castaing, numéro trois de Chrysler. Ford et General Motors, s'ils n'ont pas renoué avec leur niveau record, ne sont pas pour autant déçus de cette année 1994. Leurs ventes ont respectivement augmenté de 7,3 % et de 7,4 %, pour atteindre 3,9 millions et 5 millions d'unités.

Aucun des trois constructeurs n'aurait espéré enregistrer de tels succès. Il y a quelques années, quand l'industrie automobile était au plus fort de la crise. Ainsi, en 1990, Les Iacocca, alors président de Chrysler, tentait en vain de vendre le constructeur aujourd'hui le plus rentable des Etats-Unis à Fiat. En 1991, les trois groupes automobiles affichaient ensemble une perte record de 7,5 milliards de dollars, alors

que la part de marché des Japonais culminait à 25,7 %.

Depuis cette année noire, les plans de restructuration se sont multipliés, à coups de licenciements et de fermetures d'usines qui ont décimé Detroit, berceau de l'industrie automobile nord-américaine. A lui seul depuis 1992, General Motors a supprimé 70 000 emplois, le secteur automobile représentant désormais 870 000 personnes. Ce n'est qu'avec la confirmation de la reprise économique, en 1993, que les constructeurs automobiles sont sortis du marasme.

Les Japonais se renforcent

Pourtant, malgré ces performances, la part du marché américain détenue par les « big three » a diminué, puisqu'elle est passée de 73,8 % en 1993 à 73,1 % en 1994, alors que les Japonais ont un peu progressé à 23,2 %. Mais les Américains ne semblent pas pour autant s'inquiéter d'un futur

retour en force des constructeurs nippons, fragilisés par la réévaluation du yen par rapport au dollar depuis bientôt deux ans. Ils considèrent que la position des Japonais sur leur marché aujourd'hui est arrivée à maturité et ne devrait plus connaître de variations importantes.

Une explication à laquelle les Japonais n'adhèrent pas : ils ont aujourd'hui achevé leurs restructurations et produisent sur le sol américain une grande part des véhicules qu'ils y vendent, ce qui neutralise l'effet des variations du yen. Ainsi, pour Toyota et Nissan, 1994 a été l'année de tous les records, avec une augmentation respectivement de leurs ventes aux Etats-Unis de 5 % (1 million de véhicules vendus) et 12,2 % (775 000). 67 % des véhicules vendus par Nissan sont produits sur place, dans son usine du Tennessee, alors qu'en 1982 le japonais ne fabriquait aucun véhicule aux Etats-Unis. Chez Honda, ce pourcentage s'élève à 73 %, en hausse de 17 % par rapport à

1993, et accompagne une progression des ventes de 9,6 %.

Les européens présents sur le continent nord-américain tiennent également leur épingle du jeu... plus modestement, avec 2,7 % du marché. Pour la seconde année, Porsche a, en 1994, généré des profits aux Etats-Unis, avec des ventes en progression de 57 %. Mercedes-Benz, Saab et BMW ont respectivement augmenté leurs ventes de 18,17 % et 8 % par rapport à 1993.

Bonne année pour Volvo

Pour Volvo, 1994 restera une bonne année aux Etats-Unis, même si les mauvais résultats du mois de décembre l'ont empêché d'être une année record : les ventes du suédois ont augmenté de 11,8 %, pour atteindre 80 806 unités, soit un tiers de ses ventes totales. Quant à Volkswagen, il a, en 1994, ravi à BMW sa place de premier européen aux Etats-Unis. Pour cause : ses ventes ont progressé de 96 %, pour s'élever à 97 000 véhicules.

Selon les constructeurs, rien, en 1995, ne devrait menacer ces performances, pas même la hausse des taux d'intérêt, qui ne semble pas les alarmer. Ils misent cette année sur un marché global compris entre 15,4 et 16,2 millions de véhicules. Comme en 1994, les « light trucks », monospace, pick-up, et 4x4 tiennent le secteur. Se taillant une part de 40 % du marché automobile nord-américain, ces véhicules ont enregistré l'an dernier une progression de 13 %, à comparer à celle de 5,6 % pour les voitures. Une croissance à deux vitesses que l'on remarque notamment chez Chrysler avec 1,4 million de « light trucks » vendus pour seulement 811 000 berlines.

Si les constructeurs du continent nord-américain affichent donc à l'unanimité un optimisme sans retenue pour cette année, leurs prévisions pour 1996 et les années suivantes, en revanche, divergent. Chrysler, de loin le plus optimiste, attend du marché américain qu'il absorbe 17,1 millions de nouveaux véhicules. Bien plus modérées, les prévisions des autres constructeurs s'échelonnent de 14,3 à 16 millions d'unités vendues. Mais quelle que soit l'année où ils subodoront que l'industrie automobile retombera en bas de cycle, les constructeurs se disent tous suffisamment restructurés pour affronter ce retournement.

VIRGINIE MALINGRE

EN BREF

TRANSPORTS : Air Liberté porte plainte contre Air Inter. - Air Liberté a porté plainte contre Air Inter devant la Commission de Bruxelles « pour abus de position dominante », a annoncé son PDG, Lofli Belhassine, vendredi 6 janvier. La veille, Air Inter avait lancé sur Paris-Toulousc des tarifs « super laisirs » à 450 francs. Air Liberté a riposté avec des prix à 360 francs l'aller-retour et la compagnie nationale a finalement répliqué avec des tarifs à 280 francs aller-retour à titre de promotion exceptionnelle.

Le Tourisme français en liquidation. - Le tour-opérateur Le Tourisme français, spécialiste des voyages par autocar, a été mis en liquidation. Le tribunal de commerce de Paris, qui avait placé la société en règlement judiciaire le 5 décembre dernier, a prononcé la sentence le 27 décembre, après qu'aucune solution de reprise de deux agences de voyages n'eut pu aboutir. Le Tourisme français, l'une des plus vieilles agences de voyages françaises, avait commencé ses activités dans les années 20 et avait réussi une première dans le voyage en autocar en organisant en 1992 le premier Paris-Pékin.

Caen va se doter d'un tramway sur pneus. - L'agglomération caennaise veut innover en matière de transports en commun. Elle

En présentant un nouveau budget de rigueur

Le gouvernement suédois espère enrayer la chute de la couronne

STOCKHOLM

de notre correspondant en Europe du Nord

La première conséquence de la décision de l'institut de notation financière Moody's de déclasser la Suède (le Monde du 7 janvier) est d'alourdir le service de la lourde dette publique du royaume (environ 90 % du produit intérieur brut). Les répétitions sur les taux d'intérêt et le cours de la couronne ne seront perceptibles que lundi 9 janvier, lors de la réouverture de la Bourse de Stockholm.

Ce « déclassement » est le troisième depuis la crise de l'automne 1992 où la banque centrale avait porté ses taux jusqu'à 500 % pour tenter de sauver la monnaie et d'éviter, en vain, la dévaluation de la couronne. Mais il ne semble pas inquiéter outre mesure les dirigeants politiques et les responsables de l'Office national de la dette.

Pour le ministre social-démocrate des finances, Göran Persson, qui a promis de stabiliser la dette d'ici à 1998, « la décision de Moody's confirme [sa] propre analyse de la fragilité de l'économie suédoise ». « Dans la période de haute conjoncture en cours, nous avons l'opportunité, explique-t-il dans un communiqué publié vendredi 6 janvier, d'engager la Suède dans une voie favo-

nable après trois années de mauvaise gestion. Cette chance, nous devons la saisir. Sinon, la prochaine récession entraînera des changements très douloureux dans notre système de bien-être social ».

Le ministre des finances estime que la proposition de budget qu'il présentera, mardi 10 janvier, au Parlement permettra d'apaiser les remous actuels et l'affaiblissement de la couronne. Son ambition est de redresser progressivement les finances publiques de la Suède qui affichent un déficit correspondant à environ 12 % du produit national brut.

A l'automne dernier, les sociaux-démocrates, de retour au pouvoir, avaient lancé un premier plan d'assainissement (essentiellement des hausses d'impôts) d'un montant supérieur à 55 milliards de couronnes (38 milliards de francs). Cette fois, ils annoncent des coupes de quelque 20 milliards de couronnes pour les dix-huit mois à venir dans les dépenses de l'Etat. Göran Persson a notamment évoqué - ce qui étonne - « tabou » au pays du welfare - une réduction des allocations familiales et des taux de remboursement de la Sécurité sociale, des congés maladie et du congé parental. Les syndicats ont manifesté d'avance leur réprobation.

ALAIN DEBOVE

Après l'annonce du plan d'urgence gouvernemental

Le Mexique négocie un crédit stand-by avec le FMI

Le directeur général du Fonds monétaire international (FMI), Michel Camdessus, a annoncé vendredi 6 janvier que le FMI entamerait la semaine prochaine à Mexico des négociations pour l'octroi d'un « crédit stand-by » au Mexique. Le montant potentiel de ce crédit n'a pas été communiqué, mais il peut théoriquement atteindre la totalité de la quote-part du Mexique au FMI, qui s'élève à 2,4 milliards de dollars (13 milliards de francs). Selon les statuts du Fonds, le Mexique peut prétendre pendant trois ans de suite à cette somme, moins les arriérés de paiement dus au FMI, soit environ 3,36 milliards de dollars sur trois ans.

Après avoir présenté jeudi à New-York le plan d'urgence annoncé mardi par le président Zedillo, le nouveau ministre mexicain des finances, Guillermo Ortiz, était vendredi à Washington au FMI et au Trésor américain pour expliquer l'« accord d'unité

pour résoudre l'urgence économique » (AUSSEE). Celui-ci prévoit notamment une modération de la hausse des prix et des salaires pour juguler l'inflation, une réduction de la croissance de 1,5 à 2 %, au lieu des 4 % actuels, une accélération des privatisations et l'ouverture des marchés financiers aux entreprises étrangères. Déclenché trois semaines après l'ouverture de la crise mexicaine, ce programme est soutenu par une ligne de crédit de 18 milliards de dollars des Etats-Unis, du Canada, de la Banque des règlements internationaux et de banques privées.

L'agence de notation financière Moody's a baissé vendredi la note des obligations mexicaines en pesos, ainsi que celle des certificats et bons de trésorerie. En revanche, la dette en devises à long terme a été confirmée. « La position en liquidités du Mexique va rester sujette à des pressions importantes », malgré la possibilité d'un accord avec le FMI.

Les grandes manœuvres dans le secteur du multimédia

Apple fait l'objet de nouvelles rumeurs d'achat

Ils sont trois. Matsushita, le géant japonais de l'électronique grand public, Philips, son concurrent néerlandais et Oracle, l'éditeur américain de logiciels, qui s'approprieraient à eux trois Apple. C'est ce que croit savoir Information Week, un magazine d'affaires américain, qui, dans son édition datée du 16 janvier, révèle que les trois partenaires fomenteraient une OPA (offre publique d'achat) sur la célèbre firme informatique de Cupertino. Le trio en proposerait 7,1 milliards de dollars (environ 39 milliards de francs), soit 43 % de plus que la valeur de la firme informatique en Bourse, estimée à 5 milliards de dollars (27,5 milliards de francs).

L'information révélée vendredi 6 janvier a en tout cas fait gagner 3 dollars au titre Apple - coté au NASDAQ, le second marché américain - qui a terminé la séance à 42 dollars. Soit une progression de plus de 8 %. A Tokyo, la presse japonaise, faisait état, vendredi 6 janvier, de rumeurs à peu près similaires, à la différence près que la proposition de rachat émanant du trio serait moins hostile, puisque négociée, semble-t-il, avec le management de la société californienne.

Interrogé en marge du Salon Apple Expo de San-Francisco, le patron de la société informatique, Michael Spindler, a jugé ces informations « amusantes ». « Apple n'est pas à vendre », a-t-il répondu. Deux des éventuels rumeurs, l'américain Oracle et le japonais Matsushita, se sont refusés à commenter de telles « spéculations ». Quant à Philips, la firme d'Eindhoven, elle démentait vendredi en début d'après-midi ces informations. « Pour Philips, cela

n'a pas de sens », a indiqué un porte-parole du groupe.

Ce n'est pas la première fois que l'hypothèse du rachat d'Apple enfleuvre milieux informatiques et marchés boursiers. ATT d'abord, IBM ensuite, ont été crédités d'intentions semblables, au cours des derniers mois. Sans que la moindre prise de contrôle se concrétise.

Ces rumeurs récurrentes sont d'une certaine manière plutôt flatteuses pour Apple, qui reste une société attractive. Elles s'appuient sur un constat. La firme californienne s'est remise en selle. Elle a rétabli ses performances commerciales et financières, au cours des dix-huit derniers mois, après une cure d'amaigrissement et la refonte de sa gamme rejuvenie par les PowerMacintosh. Ces micro-ordinateurs, les premiers à être conçus autour de la puce PowerPC, le microprocesseur mis au point avec IBM et Motorola, se vendent extrêmement bien. Plus de 600 000 machines ont été achetées depuis leur mise sur le marché en mars 1994.

Retour en force

Il semble acquis qu'Apple dépassera aisément les objectifs commerciaux que ses dirigeants s'étaient fixés - un million de Powermacs vendus au bout de la première année. La firme californienne défend bec et ongles ses 10 % de part de marché mondial de la micro-informatique. Et a décidé de rompre son isolement en autorisant les clones. Les premières licences ont été accordées dans les derniers jours de 1994.

D'acteur marginalisé, Apple fait en retour en force. La firme,

revenue à la deuxième place de la micro-informatique aux Etats-Unis, derrière Compaq et devant Packard-Bell et IBM, gagne de l'argent. Et semble à nouveau particulièrement bien positionnée sur le futur marché « multimédia », la nouvelle génération de produits de loisirs, d'éducation et de formation qui vont naître de la convergence des technologies de l'informatique, des télécommunications et de l'électronique grand public.

Mais il manque à Apple une puissance de frappe financière et un réseau de distribution qui lui permettent d'attaquer ce nouvel Eldorado en position de force. Apple a déjà, par le passé, essayé de nouer des liens avec les géants de l'électronique. Le groupe avait discuté avec Sony. Et a tout récemment conclu un accord avec Bandai, un concurrent de Nintendo et Sega, pour se lancer sur le marché des jeux vidéo. Tout comme Matsushita et Philips. Apple fait partie du consortium General Magic, qui conçoit des systèmes d'exploitation très conviviaux, destinés à équiper les communicateurs personnels et autres futurs produits multimédias.

Les passerelles entre Philips, Matsushita, Oracle et Apple existent. Reste à savoir si l'intérêt théorique que peuvent avoir ces trois groupes à se rapprocher d'Apple est susceptible de donner lieu à une proposition de rachat. Matsushita s'est lancé aux Etats-Unis dans l'aventure des studios d'Hollywood et y a perdu de l'argent. Philips achève tout juste son redressement. Quant à Oracle, trop petit, il ne peut évidemment pas à lui seul tenter l'opération.

CAROLINE MONNOT

هكذا من الأصل

Manque de conviction

Les difficultés

CREDIT, CHANGES, GRANDS MARCHÉS

MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

Les difficultés persistent

Le marché international des capitaux a connu un début d'année mouvementé. Les emprunteurs se sont précipités en nombre pour lever des fonds dans tous les grands compartiments, surtout ceux du dollar des États-Unis et des principales devises européennes. Il y a même eu de nouvelles opérations libellées en dollars australiens. Le yen a fait exception car au Japon la trêve des conglomérats s'est prolongée. Mais maintenant qu'elle a pris fin, on se prépare, dans ce pays, à de grandes émissions internationales qui pourraient voir le jour bientôt pour le compte de débiteurs de premier plan. La Banque européenne d'investissement est notamment sur les rangs et, si tout se passe comme prévu, elle pourrait se procurer quelque 150 milliards de yens.

Au total, le montant des nouvelles opérations à caractère vraiment international lancées durant la première semaine de l'année, est de l'ordre de 60 milliards de francs français. Ce volume, très élevé, ne tient pas compte des emprunts d'État. Il correspond pour l'essentiel aux euro-obligations lancées depuis le début de 1995 et aux titres d'emprunts libellés en toutes monnaies à la source lancés sur des marchés comme celui du franc suisse qui peuvent être assimilés à des euro-obligations.

Plusieurs raisons expliquent cette activité. La principale tient certainement à l'expérience de l'année dernière qui a bien montré aux débiteurs qu'il était sage de ne pas trop attendre pour se procurer des ressources. D'une part, au mois de janvier, les grands investisseurs institutionnels ont d'importantes liquidités à placer, et le moment est certainement bien choisi pour faire appel à eux. Par ailleurs, l'animation du marché international reflète aussi des éléments plus subjectifs. Beaucoup espèrent une amélioration générale de la situation en 1995, ne serait-ce que pour des

motifs comptables. Les pertes de 1994 ayant été éponges, ils pensaient que les bailleurs de fonds étaient prêts à ouvrir largement leur portefeuille au nouvelles affaires qui allaient leur être proposées. Enfin, pour ce qui est des intermédiaires financiers qui préconisent ferme les nouveaux emprunts avant de les offrir en souscription, les plus ambitieux sont toujours prêts à se montrer plus audacieux que d'habitude au début de l'année car ils cherchent d'emblée à s'imposer et à gagner des parts de marché.

D'une façon générale, les anticipations étaient beaucoup trop optimistes. La situation n'a, en fait, pas vraiment changé par rapport à ces derniers mois. Elle demeure très difficile. Les nouveaux emprunts n'ont été souscrits qu'en partie. Il y a certes eu quelques belles réussites, notamment dans le compartiment du dollar, mais les montants vendus qui restent auprès des banques sont très élevés.

Paribas et Morgan se distinguent

Deux pays scandinaves figurent parmi les nouveaux emprunteurs qui, tous deux, ont retenu des banques d'origines différentes de la monnaie dans laquelle ils levaient des fonds. Le Danemark a confié à Paribas le soin de diriger une opération de 200 millions de dollars et d'une durée de deux ans, et la Finlande s'est adressée à deux établissements, un américain, J. P. Morgan, et un français, la Société Générale, pour lever 5 milliards de francs pour un peu plus de dix ans.

La première opération a particulièrement retenu l'attention du fait de la rareté des appositions du Danemark sur le marché international. Ce pays jouit d'un excellent crédit. Les conditions de son emprunt avaient été arrêtées de façon à procurer un rendement de 0,12 point de pourcentage de plus

que les valeurs du Trésor américain. Le taux d'intérêt nominal est de 8 %. L'affaire s'est bien déroulée. Pour Paribas, c'est une sorte de reconnaissance du rôle éminent que cet établissement joue sur l'emprunt. Il est exceptionnel de voir une banque française diriger un emprunt en dollars pour le compte d'un débiteur de cette qualité. Paribas s'est en tout occupé de neuf emprunts internationaux depuis le début de l'année, pour un montant total de 907 millions de dollars. Il se situe dans le groupe de tête des banques les plus actives de 1995 aux côtés de Citicorp Boston, qui fait partie du groupe du Crédit suisse (1,4 milliard de dollars), J. P. Morgan (1,2 milliard), Deutsche Bank (910 millions) et la Société de banque suisse.

La Finlande intervient beaucoup plus fréquemment que le Danemark, mais à Helsinki les responsables du service de la dette veulent réduire ses appels au marché international, où ce pays a levé pour l'équivalent de 9,4 milliards de dollars en 1994. Il n'est question que de 5 à 7 milliards pour 1995. Sa dernière transaction a été émise à des conditions correspondant à un rendement de 0,3 point de pourcentage supérieur à celui des obligations du Trésor français. Le taux d'intérêt nominal est de 8,5 %.

Deux débiteurs français se sont présentés la semaine passée sur le marché international. Le Crédit foncier a choisi le compartiment luxembourgeois. Sa transaction de 2 milliards de francs du grand-duché et d'une durée de cinq ans a été bien accueillie. Calculé au prix d'émission, le rendement des titres est de 7,75 %. Le Crédit local s'est adressé aux marchés du dollar et de la lire italienne, et s'est distingué en émettant des titres de deux ans de durée dont les intérêts seront versés à l'échéance en même temps que le remboursement du capital.

CHRISTOPHE VETTER

DEVICES ET OR

La peseta espagnole au plus bas

Rien ne va plus pour les monnaies de l'Europe du Sud ! Déjà, la lire italienne est malade d'une crise politique qui n'en finit pas, et maintenant, la peseta espagnole tombe à son plus bas cours historique vis-à-vis du mark, qui valait, en fin de semaine, 85,80 pesetas. La Banque d'Espagne a bien relevé son taux d'intervention (lire ci-dessous), mais rien n'y a fait : la politique est en cause, puisque le gouvernement de Felipe Gonzalez, ébranlé par le scandale du « contre-terrorisme d'État », est considéré comme en sursis.

En revanche, le dollar s'est nettement raffermi, même vis-à-vis d'un mark qui est renforcé par la persistance d'une forte croissance aux États-Unis rend quasi certain un nouveau relèvement des taux d'intervention de la Réserve fédérale à la fin du mois, ce qui rendra plus attrayants les placements à court terme en devises américaines et contribuera à renforcer cette dernière.

Autre facteur dopant pour le

dollar, le yen s'est nettement affaibli : mercredi, le « billet vert » a retrouvé, à 101,50 yens, son cours le plus élevé depuis quatre mois. On sait que sa chute à 96 yens, en raison de l'affrontement commercial entre les États-Unis et le Japon, avait contribué à le déprimer par rapport au mark. Le raffermissement du dollar a contribué à la stabilité des cours des emprunts du Trésor américain, qui, en retour, évite les liquidations propres à entraîner des ventes sur la devise : un cercle vertueux bien connu des opérateurs.

La « mémoire historique » du franc

En Europe, la couronne suédoise a connu un accès de faiblesse après l'abaissement, par l'agence américaine Moody's, de la note attribuée à la dette à long terme de la Suède, ramené de AA2 à AA3, « en raison de l'aggravation du déficit budgétaire et de la dette publique, qui entrave la flexibilité du gouvernement dans la définition d'une poli-

tique macro-économique ». La faiblesse de la lire et de la peseta n'a pas vraiment déteint sur le franc français, le cours du mark à Paris s'élevant de 3,4450 F à 3,45 F. Jean Boissonnat, membre du Conseil de la politique monétaire, a déclaré que « le franc était sous-évalué par rapport au mark ». Ce n'est pas une surprise pour nos lecteurs, cette certitude ayant été énoncée maintes fois dans nos colonnes. François Chevallier, économiste à la BCE, rappelle qu'en parité de pouvoir d'achat le mark serait surévalué de 6,7 % par rapport au franc, son cours d'équilibre étant de 3,23 F, mais que sa « mémoire historique » joue le rôle de force de rappel et de seuil de résistance, à 3,3992 F sur les six dernières années.

F. R.

COURS MOYENS DE CLÔTURE DU 2 AU 6 JANVIER 1995 (La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente)

PLACE	Libra	DM	Franc suisse	Franc belge	D. mark	Franc suisse	Franc belge	Libra
New-York	1,5355	—	18,9274	76,4234	64,1427	3,1153	27,2246	0,00614
Paris	1,5465	—	18,7201	76,3359	64,2569	3,1177	27,2283	0,00616
Bruxelles	8,5578	3,3800	—	41,1578	345,0890	16,7601	301,6884	3,3016
Zurich	8,5529	3,3390	—	40,5573	344,5028	16,7524	301,6347	3,2886
Amsterdam	2,0528	1,3085	24,3216	—	83,9220	4,0763	74,8784	0,0030
Frankfurt	2,0493	1,3100	24,3364	—	84,5434	4,1104	75,4826	0,0031
Stuttgart	2,4219	1,5590	28,9777	119,1441	—	4,8567	89,2132	0,0567
Bonn	2,4242	1,5495	29,0223	118,2824	—	4,8619	89,2826	0,0547
Bruxelles	49,8674	32,10	5,6665	24,5319	20,5901	—	18,3691	1,6699
Bruxelles	49,8606	31,87	5,6693	24,5302	20,5679	—	18,3636	1,6636
Amsterdam	2,7147	1,7475	32,4814	133,550	112,09108	5,4493	—	1,07241
Amsterdam	2,7152	1,7555	32,5069	133,681	112,09387	5,4536	—	1,06931
Milan	2,5143	1,6290	30,2810	124,53191	104,5215	30,7634	922,4790	—
Milan	2,5318	1,625	30,3865	124,53191	104,5215	30,7634	922,4790	—
Tokyo	157,46	101,37	18,8401	77,4709	66,0245	3,15794	58,0838	0,06209
Tokyo	155,98	99,70	18,6791	76,1687	64,3434	3,12833	57,44742	0,061428

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 6 janvier 1995, 5,3072 F, contre 5,3550 F le vendredi 30 décembre 1994.

MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

Mauvais début d'année pour l'Europe

Les étreintes des marchés de taux européens ont plutôt maigri cette année. Le décalage est proprement désastreux : hausse des rendements à long terme, trop timide amélioration sur le court terme, MATIF revenu aux pires moments de l'automne dernier. C'est tout le contraire du début de l'année 1994 ! Le phénomène est, peut-être, de bon augure, tant les espoirs courus il y a un an ont été déçus.

Aux États-Unis, en revanche, les rendements à long terme se sont tassés d'un vendredi à l'autre avec un phénomène spectaculaire : l'annonce, vendredi 6 janvier, d'une très forte création d'emplois et d'une nouvelle diminution du chômage, a fait baisser ces rendements ! D'un côté, les marchés anticipent un ralentissement de la croissance (qui sera, peut-être, plus tardif que prévu), de l'autre ils sont pratiquement sûrs que la Réserve fédérale relèvera ses taux d'intervention lors de la prochaine réunion de son comité de politique monétaire le 31 janvier, démentant tout à fait rassurant. Conséquence : les taux à court terme vont continuer de monter. J. P. Morgan prévoyait 7,50 % fin 1995 et Goldman Sachs 9 % dans une audacieuse révision de ses pronostics, tandis que les taux à long terme, déjà en recul de 0,20 % à 0,30 % depuis le début décembre, pourraient plafonner, le tout débouchant sur une éventuelle inversion.

En attendant, les chiffres de l'emploi aux États-Unis pour décembre 1994 sont impressionnants : 256 000 emplois « seulement » ont été créés ce mois-là, au lieu des 267 000 prévus par les analystes, mais le chiffre des 350 000 créations de novembre a été révisé à 438 000, tandis que le taux de chômage est revenu de 5,6 % à 5,4 %, le plus faible depuis juillet 1990, contre 6,4 % un an auparavant. Si l'on ajoute que la « composante prix » de l'indice de l'Association des directeurs d'achats américains (la NAPM, familièrement surnommée NAPALM par les opérateurs) a un peu « explosé » en novembre, au plus haut depuis 1980, on conviendra que la réaction des marchés de taux à long terme américains a bien changé : il y a

deux mois, de tels chiffres auraient provoqué une belle panique, et une hausse brutale de certains, 15 à 20 centimes sur le dix ans et le treize ans. Aujourd'hui, rien de tout cela, le dix ans valant, à la veille du week-end, 7,85 % contre 7,88 % au début de la semaine, et le treize ans, 7,85 % contre 7,92 %, contre respectivement 8,05 % et 8,17 % à la mi-novembre 1994.

Surprise espagnole

En Europe, le retour de flamme s'est prolongé sur le long terme, la France s'alignant sur l'Allemagne, de sorte que le rendement de l'OAT dix ans au comptant est passé de 8,28 % à 8,34 %, après une pointe à 8,40 % (et même 8,46 %) jeudi. L'écart avec le Bund dix ans revenant de 0,68 % à 0,62 %. Selon certaines rumeurs, les investisseurs américains se détourneraient de l'Europe pour se reporter sur le marché des États-Unis, considéré par eux comme plus « porteur », notamment du fait de la remontée du dollar. Le cours de l'échéance mars sur le contrat dix ans du MATIF a fidèlement retracé le phénomène, passant de 109,85 à 108,98 au plus bas pour remonter à 109,68 vendredi soir. A court terme, en revanche, les taux ont un peu reflé après les ressassements de fin d'année, tant en Allemagne qu'en France, où le loyer de l'argent à trois mois est revenu de 6,10 % à 5,90 % environ. Sur le MATIF, le cours du contrat Fibor (3 mois) sur mars s'est redressé à 93,44 % (6,56 %) contre 93,19 (6,81 %), l'écart avec le contrat allemand sur mars revenant à 110 points de base (1,1 %) contre 130 au plus haut et 60 il y a un mois, avant la tension. Les pronostics des opérateurs sur graphiques (elliptiques) ne sont pas très optimistes. Ceux de la Société générale, tout en espérant un rebond du cours du contrat 10 ans du MATIF, qui pourrait atteindre 113, n'excluent pas une accélération de la baisse si ce cours « casse » 108,22.

En Europe, le fait marquant a été le relèvement surprise du taux d'intervention de la Banque d'Espagne, forte de 7,35 % à 8 %, à la fois pour lutter contre l'infla-

tion, après majoration de 1 % du taux de la TVA et, surtout, pour soutenir la peseta, sans succès du moins pour l'instant. La Bundesbank a prolongé, pour quinze jours, son taux de pension à court terme (REPO) au niveau, inchangé, de 4,85 %, sans annoncer d'autre décision. Son président, Hans Tietmeyer, a jugé possible un « découplage » des taux d'intérêt allemands par rapport aux taux américains (à long terme) « à condition que l'Allemagne ait une politique plus efficace que les autres pays ». Certains analystes estiment que si la hausse des salaires ne dépasse pas 3 % outre-Rhin, la Bundesbank pourrait abaisser ses taux d'intervention (escompte et REPO) en avril, afin de « donner un signal » aux marchés du long terme.

L'année a aussi mal commencé pour le Trésor qu'elle avait bien débuté en 1994. L'adjudication d'obligations assimilables (OAT) de janvier s'est effectuée alors à 5,60 % sur l'échéance à dix ans. Jeudi 5 janvier 1995, c'est 8,39 % qu'a dû payer le Trésor, en augmentation de 45 centimes sur les 7,94 % de décembre et pas très loin des 8,49 % de novembre, record de l'an dernier, le tout pour un peu moins de 16 milliards de francs. A trente ans, l'État a dû payer 8,75 % et s'est donc limité à 2,34 milliards de francs : audacieux mais pas téméraire. Les non-résidents étaient absents, mais les investisseurs français étaient plutôt demandeurs. En même temps, les particuliers pourront, jusqu'au 25 janvier, souscrire de l'OAT dix ans, avec un rendement actuariel net de tous frais de 8,08 % contre 7,65 % en décembre (ils sont gagnants) et de 8,18 % en novembre (ils sont perdants), en cours, bien entendu. Tous nos vœux vont à M. de Forges et son équipe du Trésor qui émettent, rachètent, remboursent, échangent, swapent, véritables rois de l'OAT, barons du BTAN, chevaliers du BTF et qui, assis sur des « gisements » de plus en plus épuisés, règnent sur une cour respectueuse de SVT et de CVT. Nous leur souhaitons une bonne et substantielle baisse des rendements, qui pourrait bien se produire cette année.

FRANÇOIS RENARD

MATIÈRES PREMIÈRES

Pénurie de coton

« Il n'y a plus de coton. » Les filateurs occidentaux le répètent à l'envi : impossible de trouver sur le marché international la moindre balles du précieux coton. Elles ont disparu, et cette soudaine rareté se reflète dans les cours. En fin de semaine, l'indice A de Cotlook — l'étalon de la profession — après avoir grimpé de près de 25 % au cours des deux derniers mois, a dépassé 90 cents/livre. De mémoire d'ogéciant, il faut remonter une bonne douzaine d'années en arrière pour retrouver un tel niveau de prix.

Faut-il incriminer le milieu de la finance si prompt à se tourner vers les matières premières lorsque les placements traditionnels (actions, obligations...) déçoivent ? Incriminer des spéculateurs du tout poil en quête d'un « coup » ? A l'évidence pas. Pas de stocks masqués dans le monde du coton. Et pas de marché papier qui donne le vertige : les transactions sur le marché à terme du coton se limitent grosso modo à 1 million de tonnes/an, alors que 6 millions de tonnes changent physiquement de main chaque année de par le monde.

PRODUITS	COURS DU 6/1/95
Cuivre h. p. (London) Trois mois	2 976 (- 52) Dollars/tonne
Aluminium (London) Trois mois	1 063 (- 14) Dollars/tonne
Nickel (London) Trois mois	9 390 (+ 408) Dollars/tonne
Sucre (Paris) Mars	427,50 (+ 16) Dollars/tonne
Café (London) Janvier	2 300 (+ 35) Dollars/tonne
Cacao (New-York) Mars	1 332 (+ 52) Dollars/tonne
BHT (Chicago) Mars	395 (- 6) Cents/bushel
Malt (Chicago) Mars	231,75 (+ 0,75) Cents/bushel
Soya (Chicago) Janvier	153,80 (+ 0,60) Dollars/tonne
Pétrole (London) Février	16,51 (+ 0,84) Dollars/baril
Or (London)	375,20 (- 10,55) Dollars/once

Le chiffre entre parenthèses indique la variation d'un point par rapport à la semaine précédente.

L'emballage du coton s'explique tout simplement par une erreur d'appréciation. Traditionnellement, à cette époque-ci de l'année, le coton ramassé dans l'hémisphère Nord — l'essentiel de la production mondiale — arrive sur le marché. Et, cette fois-ci, comme les années précédentes, les cours ont anticipé le mouvement en baissant sensiblement : entre août et novembre, ils ont oscillé entre 76 cents et 77 cents en moyenne mensuelle, contre 85 cents au cours de l'été.

Le mystère asiatique

Un facteur semblait conforter le marché dans ses analyses : l'annonce d'une récolte record aux États-Unis. Avec 4,2 millions de tonnes, le plafond de 1937 a été battu. Malheureusement, il n'en a pas été de même dans les autres régions de production. Certes, dans plusieurs pays les récoltes sont en hausse — la précédente avait été décevante — mais dans des proportions inférieures aux prévisions. Résultat : alors que l'on pronostiquait il y a quelques mois une production mondiale de 19 millions de tonnes, on table désormais sur 18 millions.

La différence est tout sauf négligeable. Car l'industrie cotonnière est un secteur industriel lourd, qui a appris à travailler sans stocks — en « flux tendus », disent les spécialistes — et qui s'adapte avec difficulté aux aléas de la production. Surtout, la consommation a suivi une trajectoire inverse. On jure qu'elle ne dépasserait pas 18 millions de tonnes cette année ; on l'estime désormais à 19 millions de tonnes. Moyennant quoi, pour la deuxième année consécutive, la production mondiale de coton sera inférieure à la consommation.

Pourtant, la demande évolue peu d'une année sur l'autre. Les pays industrialisés consomment davantage de coton, mais, à l'opposé, les filateurs des anciens pays socialistes, aux prises avec des difficultés sans nom, sont moins demandeurs. Ainsi l'équilibre global est-il sauvegardé. Mais il est fragile. Un rien peut le détruire.

Le grain de sable actuel tient peut-être au comportement de certains pays asiatiques importateurs, au premier rang desquels la Chine, l'Inde et le Pakistan, qui se sont portés acquéreurs de coton quelques mois plus tôt que les autres années. Ils avaient l'habitude d'intervenir au printemps. Cette fois, ils n'ont même pas attendu le début de 1995, et le décalage a suffi pour perturber le bel édifice.

La situation va-t-elle se stabiliser au cours des prochains mois ? Les cours vont-ils piquer du nez ? Les professionnels n'achètent pas une correction technique. Si elle se produit — mais on l'attendait pour la fin 1994 ! —, ce pourrait être du fait de la situation dans les Républiques asiatiques de l'ex-Union soviétique. Toutes produisent et exportent d'importantes quantités de coton, mais la situation y est insaisissable. La rumeur prétend que le délabrement du parc de machines à ramasser l'or blanc s'est tel que la récolte manuelle, naguère marginale, est devenue essentielle. La qualité de la récolte y gagnera, mais sûrement pas le volume. A cette première incertitude, il faut en ajouter une seconde : personne ne sait quel va être l'impact de ce coton asiatique. Va-t-on le retrouver au cours des semaines à venir sur le marché international ? On est-il d'ores et déjà vendu à des filateurs ? Personne ne le sait. Et cette incertitude pèse sur les cours.

JEAN-PIERRE TUQUOI

MARCHÉ LIBRE DE L'OR		
	Cours 30-12-94	Cours 6-01-95
Or fin 999,9 en barre	65 800	64 550
Or fin 999,9 en lingot	65 300	64 050
Or fin 999,9 (20 F)	380	372
Or fin 999,9 (10 F)	400	410
Or fin 999,9 (5 F)	370	373
Or fin 999,9 (20 F)	381	375
Or fin 999,9 (10 F)	372	375
Or fin 999,9 (5 F)	480	478
Or fin 999,9 (20 F)	491	478
Or fin 999,9 (10 F)	370	365
Or fin 999,9 (5 F)	2 120	2 230
Or fin 999,9 (20 F)	1 320	1 380
Or fin 999,9 (10 F)	850	780
Or fin 999,9 (5 F)	2 450	2 420
Or fin 999,9 (20 F)	422	485
Or fin 999,9 (10 F)	385	380
Or fin 999,9 (5 F)	278	271

Les chiffres d'or ne sont cotés qu'à la semaine hebdomadaire supplémentaire.

CINÉMA

LES FILMS NOUVEAUX A PARIS

FLESH AND BONE. Film américain de Steve Kloves, v.o. : Cné Beaubourg, 3 (36-68-68-23) ; Reflet Médias, 5 (43-54-42-34) ; Elysees Lincoln, 6 (43-58-36-14) ; Sennar, 14 (36-65-70-14) ; UGC Montparnasse, 15 (36-65-70-14) ; 40-30-20-10.

LITTLE OCEANA. Film américain de James Gray, v.o. : Gaumont les Halles, 1 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; Reflet Médias, 5 (43-54-42-34) ; 14 Juliette Odéon, 6 (43-58-36-14) ; 36-68-68-12 ; Publicis Champagne-Elysees, 14 (47-20-78-23) ; 36-68-75-55 ; 14 Juliette Beaubourg, 11 (43-57-90-81) ; 36-68-68-12 ; Gaumont Gobelins Rodin, 13 (36-68-75-55) ; Miramar, 14 (36-65-70-14) ; rds. 40-30-20-10.

NAKED IN NEW YORK. Film américain de Daniel Algranti, v.o. : Cné Beaubourg, 3 (36-68-68-23) ; 14 Juliette Beaubourg, 11 (43-57-90-81) ; 36-68-68-12 ; Elysees Lincoln, 6 (43-58-36-14) ; 14 Juliette Beaubourg, 11 (43-57-90-81) ; 36-68-68-12 ; Sept Parapentes, 14 (36-65-70-14) ; rds. 40-30-20-10.

L'OR DE CURLY. Film américain de Paul Weiland, v.o. : Forum Orient Express, 1 (36-68-70-67) ; George V, 6 (36-68-43-47) ; v.f. : Rds. 2 (36-68-43-47) ; Les Montparnasse, 14 (36-65-70-14) ; rds. 40-30-20-10 ; Mistral, 14 (36-65-70-14) ; rds. 40-30-20-10.

PRISCILLA, FOLLE DU DESERT. Film australien de Stephan Elliott, v.o. : Gaumont les Halles, 1 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; Racine Odéon, 6 (43-58-36-14) ; UGC Odéon, 6 (36-68-37-52) ; Gaumont Champagne-Elysees, 14 (47-20-78-23) ; rds. 40-30-20-10 ; Gaumont Opéra, 15 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 40-30-20-10 ; La Bastille, 11 (43-07-48-60) ; Gaumont Grand Ecran Italie, 13 (36-68-75-13) ; rds. 40-30-20-10.

3615 LE MONDE (Minitel) ou 36-68-03-78 (téléphone)
Tous les films, toutes les salles (Paris-province) 2, 19 F TTC/mois

LA CINÉMATHÈQUE

PAIS DE CHAILLOT
(47-04-24-24)

DIMANCHE

Histoire permanente du cinéma : la Vieille Dame indigne (1955), de René Allio, 16 h 30 ; L'heure exquise de René Allio, 19 h ; Transi (1950), de René Allio, 21 h.

CINÉMATHÈQUE - SALLE

REPUBLIQUE
(47-04-24-24)

DIMANCHE

Les Trois Ages (1922), de Buster Keaton et Eddie Cline, 17 h 30 ; Les Vieux Mésos du monde, v.f., de Jean-Luc Godard, Philippe de Broca, Franco Rodovani, Claude Autant-Lara, Mauro Bolognini, Michael Plegier, 19 h 30 ; Pontarion, colonel d'Empire (1942), de Jean Delannoy, 20 h 30.

CENTRE

GEORGES-POMPIDOU

SALLE GARANCE (42-78-37-29)

DIMANCHE

Pathé, premier empire du cinéma : Pathé Journal, les Trois Mousquetaires (1953), de A. Hunebelle, 14 h 30 ; Pathé Journal, Arlette et ses pépées (1934), de Henri Roussel, 17 h 30 ; Pontarion, colonel d'Empire (1942), de Jean Delannoy, 20 h 30.

LUNDI

Pathé, premier empire du cinéma : Pathé Journal, le Femme est formidable (1961), d'André Hunebelle, 14 h 30 ; A Jean Boyer, 17 h 30 ; Pathé Journal, le Budget Montmartre (1931), de Raymond Berrand, 20 h 30.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2, grande galerie, porte Saint-Eustache, Forum des Halles (40-26-34-30)

MARDI

L'Argent : l'Argent (1983), de Robert Gresson, 14 h 30 ; le bon Dieu sans confession (1983), de Claude Autant-Lara, 18 h 30 ; Pathé Journal, le Budget Montmartre (1931), de Raymond Berrand, 20 h 30.

MARDI

L'Argent : l'Argent (1983), de Robert Gresson, 14 h 30 ; le bon Dieu sans confession (1983), de Claude Autant-Lara, 18 h 30 ; Pathé Journal, le Budget Montmartre (1931), de Raymond Berrand, 20 h 30.

MARDI

L'Argent : l'Argent (1983), de Robert Gresson, 14 h 30 ; le bon Dieu sans confession (1983), de Claude Autant-Lara, 18 h 30 ; Pathé Journal, le Budget Montmartre (1931), de Raymond Berrand, 20 h 30.

MARDI

L'Argent : l'Argent (1983), de Robert Gresson, 14 h 30 ; le bon Dieu sans confession (1983), de Claude Autant-Lara, 18 h 30 ; Pathé Journal, le Budget Montmartre (1931), de Raymond Berrand, 20 h 30.

MARDI

L'Argent : l'Argent (1983), de Robert Gresson, 14 h 30 ; le bon Dieu sans confession (1983), de Claude Autant-Lara, 18 h 30 ; Pathé Journal, le Budget Montmartre (1931), de Raymond Berrand, 20 h 30.

MARDI

L'Argent : l'Argent (1983), de Robert Gresson, 14 h 30 ; le bon Dieu sans confession (1983), de Claude Autant-Lara, 18 h 30 ; Pathé Journal, le Budget Montmartre (1931), de Raymond Berrand, 20 h 30.

MARDI

L'Argent : l'Argent (1983), de Robert Gresson, 14 h 30 ; le bon Dieu sans confession (1983), de Claude Autant-Lara, 18 h 30 ; Pathé Journal, le Budget Montmartre (1931), de Raymond Berrand, 20 h 30.

MARDI

L'Argent : l'Argent (1983), de Robert Gresson, 14 h 30 ; le bon Dieu sans confession (1983), de Claude Autant-Lara, 18 h 30 ; Pathé Journal, le Budget Montmartre (1931), de Raymond Berrand, 20 h 30.

MARDI

L'Argent : l'Argent (1983), de Robert Gresson, 14 h 30 ; le bon Dieu sans confession (1983), de Claude Autant-Lara, 18 h 30 ; Pathé Journal, le Budget Montmartre (1931), de Raymond Berrand, 20 h 30.

MARDI

L'Argent : l'Argent (1983), de Robert Gresson, 14 h 30 ; le bon Dieu sans confession (1983), de Claude Autant-Lara, 18 h 30 ; Pathé Journal, le Budget Montmartre (1931), de Raymond Berrand, 20 h 30.

MARDI

L'Argent : l'Argent (1983), de Robert Gresson, 14 h 30 ; le bon Dieu sans confession (1983), de Claude Autant-Lara, 18 h 30 ; Pathé Journal, le Budget Montmartre (1931), de Raymond Berrand, 20 h 30.

MARDI

L'Argent : l'Argent (1983), de Robert Gresson, 14 h 30 ; le bon Dieu sans confession (1983), de Claude Autant-Lara, 18 h 30 ; Pathé Journal, le Budget Montmartre (1931), de Raymond Berrand, 20 h 30.

MARDI

L'Argent : l'Argent (1983), de Robert Gresson, 14 h 30 ; le bon Dieu sans confession (1983), de Claude Autant-Lara, 18 h 30 ; Pathé Journal, le Budget Montmartre (1931), de Raymond Berrand, 20 h 30.

MARDI

L'Argent : l'Argent (1983), de Robert Gresson, 14 h 30 ; le bon Dieu sans confession (1983), de Claude Autant-Lara, 18 h 30 ; Pathé Journal, le Budget Montmartre (1931), de Raymond Berrand, 20 h 30.

MARDI

L'Argent : l'Argent (1983), de Robert Gresson, 14 h 30 ; le bon Dieu sans confession (1983), de Claude Autant-Lara, 18 h 30 ; Pathé Journal, le Budget Montmartre (1931), de Raymond Berrand, 20 h 30.

MARDI

L'Argent : l'Argent (1983), de Robert Gresson, 14 h 30 ; le bon Dieu sans confession (1983), de Claude Autant-Lara, 18 h 30 ; Pathé Journal, le Budget Montmartre (1931), de Raymond Berrand, 20 h 30.

40-30-20-10 ; Gaumont Parnasse, 14 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 15 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 16 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 17 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 18 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 19 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 20 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 21 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 22 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 23 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 24 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 25 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 26 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 27 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 28 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 29 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 30 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 31 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 32 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 33 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 34 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 35 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 36 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 37 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 38 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 39 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 40 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 41 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 42 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 43 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 44 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 45 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 46 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 47 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 48 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 49 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 50 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 51 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 52 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 53 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 54 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 55 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 56 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 57 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 58 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 59 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 60 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 61 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 62 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 63 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 64 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 65 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 66 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 67 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 68 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 69 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 70 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 71 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 72 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 73 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 74 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 75 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 76 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 77 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 78 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 79 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 80 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 81 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 82 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 83 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 84 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 85 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 86 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 87 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 88 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 89 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 90 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 91 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 92 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 93 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 94 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 95 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 96 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 97 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 98 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 99 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 100 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 101 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 102 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 103 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 104 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 105 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 106 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 107 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 108 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 109 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 110 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 111 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 112 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 113 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 114 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 115 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 116 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 117 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 118 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 119 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 120 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 121 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 122 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 123 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 124 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 125 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 126 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 127 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 128 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 129 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 130 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 131 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 132 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 133 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 134 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 135 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 136 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 137 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 138 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 139 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 140 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 141 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 142 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 143 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 144 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 145 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 146 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 147 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 148 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 149 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 150 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 151 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 152 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 153 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 154 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 155 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 156 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 157 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 158 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 159 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 160 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 161 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 162 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 163 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 164 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 165 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 166 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 167 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 168 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 169 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 170 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 171 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 172 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 173 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 174 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 175 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 176 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 177 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 178 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 179 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 180 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 181 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 182 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 183 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 184 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 185 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 186 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 187 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 188 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 189 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 190 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 191 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 192 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 193 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 194 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 195 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 196 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 197 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 198 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 199 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 200 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 201 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 202 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 203 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 204 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 205 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 206 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 207 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 208 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 209 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 210 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 211 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 212 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 213 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 214 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 215 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 216 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 217 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 218 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 219 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 220 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 221 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 222 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 223 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 224 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 225 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 226 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 227 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 228 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 229 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 230 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 231 (36-68-75-55) ; rds. 40-30-20-10 ; 232 (36-68-7

RADIO-TELEVISION

SAMEDI 7 JANVIER

TF1	
15.40	Série: Les Aventures du jeune Indiana Jones.
16.30	Série: Superboy.
16.50	Série: Tarzan.
17.20	Trente millions d'amis.
17.50	Série: 21, Jump Street.
18.40	Diversité: Vidéo gag.
19.05	Série: Beverly Hills.
20.00	Journal, Télé, La Minute hippique et Météo.
20.45	Variétés: Super Mees.
21.45	Magazine: Ushuaia.
22.45	Magazine: Formule foot.
23.45	Magazine: Formule foot.
0.20	Journal et Météo.

FRANCE 2	
15.30	Magazine: Samedi sport.
16.30	Magazine: Samedi sport.
18.50	INC.
19.50	Journal, Météo et Journal des courses.
20.50	Diversité: Eclats de rire.
22.55	Magazine: La 25 ^e Heure.
0.10	Journal, Météo et Journal des courses.
0.23	Magazine: La 25 ^e Heure.

FRANCE 3	
17.50	Magazine: Une pêche d'enfer.

M6	
15.15	Série: Airport, unité spéciale.
17.10	Série: Chapeau melon et bottes de cuir.
18.05	Série: Agence Aspic.
19.00	Série: Aux frontières du réel.
19.54	Six minutes d'informations.
20.00	Série: Classe mannequin.
20.35	Magazine: Stars et couronnes.
21.45	Magazine: Stars et couronnes.
22.45	Magazine: Stars et couronnes.
23.45	Magazine: Stars et couronnes.
0.10	Journal, Météo et Journal des courses.
0.23	Magazine: La 25 ^e Heure.

CANAL +	
15.45	Documentaire: Histoire au fond des mers.
16.25	En clair jusqu'à 20.30.
17.15	Décade pas Bunny.
18.15	Dessin animé: Les Simpson.
18.40	Magazine: Télément mieux.
18.55	Flash d'informations.

L'ARTE	
19.00	Magazine: L'Hebdo.
20.00	Magazine: L'Hebdo.
20.30	Sport: Boxe américaine.
21.00	Magazine: L'Hebdo.
21.30	Magazine: L'Hebdo.
22.00	Magazine: L'Hebdo.
22.30	Magazine: L'Hebdo.
23.00	Magazine: L'Hebdo.
23.30	Magazine: L'Hebdo.
0.00	Magazine: L'Hebdo.
0.30	Magazine: L'Hebdo.

FRANCE-CULTURE	
20.00	Le Temps de la danse.
20.30	Photo-portrait.
21.00	Photo-portrait.
21.30	Photo-portrait.
22.00	Photo-portrait.
22.30	Photo-portrait.
23.00	Photo-portrait.
23.30	Photo-portrait.
0.00	Photo-portrait.
0.30	Photo-portrait.

Pense-bête

RÉCAPITULONS ! *Primo*, ramener Claire Chazal pour nous avoir permis, vendredi soir, sur TF1, de mettre un visage sur le nom du premier président de la Cour de cassation. L'actualité justifie cette mise en image. Il n'est pas banal de voir le plus haut magistrat de France prendre à témoin les justiciables en citant à comperre la gerbe des sceaux pour entraver l'implicite au fonctionnement de la justice. Ce Pierre Drai a une tête d'honnête artisan. Entre les mains de cet homme carré, le pouvoir de juger semble bien placé. En outre, il a manifestement beaucoup d'humour. Il en faut pour ne pas sourire quand on affirme en direct que Pierre Méhegnier « préfère peut-être » prendre le temps de « poursuivre » les études menées « depuis cinquante ans » sur les moyens d'écclérrer le cours de la justice.

Secundo, envoyer des vœux de bon vent à Georges Pernoud, qui nous a permis, une fois de plus, sur « Thelassa » et France 3, de burlinquer de conserve avec des gens de bonne compagnie. Ce fut un plaisir de retrouver une Isabelle Autissier en robe du soir après l'avoir laissée en combinaison de survie entre les « querantèmes rugissants » et les « cinquantèmes hurlants ». C'est normal que l'océan soit emoulu d'elle. Comment résister à une femme qui ne se résigne pas à abandonner son volier blessé parce qu'elle se sent « quelque part responsable » de ce « tour de carbone » à la dérive ? Quel plaisir aussi d'avoir fait la connaissance de ce Methies, ce blond netif d'Allemagne qui gembède en baskets sur les lèves en fusion

ALAIN ROLLAT

DIMANCHE 8 JANVIER

SOLDES
PRÊT-A-PORTER MASCULIN
CHEMISERIE
LA VOGUE
38, bd des Italiens
(près Opéra)
et centre commercial Vélizy 2
Dépense à l'exportation

TF1	
6.00	Série: Passions.
6.30	Série: Côté cœur.
6.58	Météo (et à 10.58, 12.18).
7.10	Journal.
7.40	Club Dorothée.
7.55	Le Disney Club. Super Belloo.
8.00	Magazine: Auto Moto.
8.30	Magazine: Auto Moto.
9.00	Magazine: Auto Moto.
9.30	Magazine: Auto Moto.
10.00	Magazine: Auto Moto.
10.30	Magazine: Auto Moto.
11.00	Magazine: Auto Moto.
11.30	Magazine: Auto Moto.
12.00	Magazine: Auto Moto.
12.30	Magazine: Auto Moto.
13.00	Magazine: Auto Moto.
13.30	Magazine: Auto Moto.
14.00	Magazine: Auto Moto.
14.30	Magazine: Auto Moto.
15.00	Magazine: Auto Moto.
15.30	Magazine: Auto Moto.
16.00	Magazine: Auto Moto.
16.30	Magazine: Auto Moto.
17.00	Magazine: Auto Moto.
17.30	Magazine: Auto Moto.
18.00	Magazine: Auto Moto.
18.30	Magazine: Auto Moto.
19.00	Magazine: Auto Moto.
19.30	Magazine: Auto Moto.
20.00	Magazine: Auto Moto.
20.30	Magazine: Auto Moto.
21.00	Magazine: Auto Moto.
21.30	Magazine: Auto Moto.
22.00	Magazine: Auto Moto.
22.30	Magazine: Auto Moto.
23.00	Magazine: Auto Moto.
23.30	Magazine: Auto Moto.
0.00	Magazine: Auto Moto.
0.30	Magazine: Auto Moto.

FRANCE 2	
6.00	Série: Ma fille.
6.30	Série: Ma fille.
6.58	Météo (et à 10.58, 12.18).
7.10	Journal.
7.40	Club Dorothée.
7.55	Le Disney Club. Super Belloo.
8.00	Magazine: Auto Moto.
8.30	Magazine: Auto Moto.
9.00	Magazine: Auto Moto.
9.30	Magazine: Auto Moto.
10.00	Magazine: Auto Moto.
10.30	Magazine: Auto Moto.
11.00	Magazine: Auto Moto.
11.30	Magazine: Auto Moto.
12.00	Magazine: Auto Moto.
12.30	Magazine: Auto Moto.
13.00	Magazine: Auto Moto.
13.30	Magazine: Auto Moto.
14.00	Magazine: Auto Moto.
14.30	Magazine: Auto Moto.
15.00	Magazine: Auto Moto.
15.30	Magazine: Auto Moto.
16.00	Magazine: Auto Moto.
16.30	Magazine: Auto Moto.
17.00	Magazine: Auto Moto.
17.30	Magazine: Auto Moto.
18.00	Magazine: Auto Moto.
18.30	Magazine: Auto Moto.
19.00	Magazine: Auto Moto.
19.30	Magazine: Auto Moto.
20.00	Magazine: Auto Moto.
20.30	Magazine: Auto Moto.
21.00	Magazine: Auto Moto.
21.30	Magazine: Auto Moto.
22.00	Magazine: Auto Moto.
22.30	Magazine: Auto Moto.
23.00	Magazine: Auto Moto.
23.30	Magazine: Auto Moto.
0.00	Magazine: Auto Moto.
0.30	Magazine: Auto Moto.

FRANCE 3	
6.00	Série: Passions.
6.30	Série: Côté cœur.
6.58	Météo (et à 10.58, 12.18).
7.10	Journal.
7.40	Club Dorothée.
7.55	Le Disney Club. Super Belloo.
8.00	Magazine: Auto Moto.
8.30	Magazine: Auto Moto.
9.00	Magazine: Auto Moto.
9.30	Magazine: Auto Moto.
10.00	Magazine: Auto Moto.
10.30	Magazine: Auto Moto.
11.00	Magazine: Auto Moto.
11.30	Magazine: Auto Moto.
12.00	Magazine: Auto Moto.
12.30	Magazine: Auto Moto.
13.00	Magazine: Auto Moto.
13.30	Magazine: Auto Moto.
14.00	Magazine: Auto Moto.
14.30	Magazine: Auto Moto.
15.00	Magazine: Auto Moto.
15.30	Magazine: Auto Moto.
16.00	Magazine: Auto Moto.
16.30	Magazine: Auto Moto.
17.00	Magazine: Auto Moto.
17.30	Magazine: Auto Moto.
18.00	Magazine: Auto Moto.
18.30	Magazine: Auto Moto.
19.00	Magazine: Auto Moto.
19.30	Magazine: Auto Moto.
20.00	Magazine: Auto Moto.
20.30	Magazine: Auto Moto.
21.00	Magazine: Auto Moto.
21.30	Magazine: Auto Moto.
22.00	Magazine: Auto Moto.
22.30	Magazine: Auto Moto.
23.00	Magazine: Auto Moto.
23.30	Magazine: Auto Moto.
0.00	Magazine: Auto Moto.
0.30	Magazine: Auto Moto.

FRANCE-CULTURE	
20.00	Le Temps de la danse.
20.30	Photo-portrait.
21.00	Photo-portrait.
21.30	Photo-portrait.
22.00	Photo-portrait.
22.30	Photo-portrait.
23.00	Photo-portrait.
23.30	Photo-portrait.
0.00	Photo-portrait.
0.30	Photo-portrait.

Pour abus de biens sociaux et recel d'abus de confiance

Jean-Pierre Thomas, trésorier du PR, a été mis en examen

Le trésorier du Parti républicain et député (PR) des Vosges, Jean-Pierre Thomas, a été mis en examen, vendredi 6 janvier, par le juge d'instruction parisien Mireille Filippini dans l'affaire concernant le financement de cette formation. M. Thomas, qui est notamment accusé d'abus de biens sociaux et de recel d'abus de confiance, est la première personne mise en examen dans ce dossier mis au jour par le conseiller rennais René Van Ruymbeke avant d'être confié, en septembre dernier, à M^{me} Filippini. Le magistrat parisien est également chargé de dossiers connexes concernant, d'une part, l'achat des locaux parisiens du PR et, d'autre part, le financement de sociétés mises sur pied par son président, Gérard Longuet, vers le fin des années 80. Les remous politiques et les développements judiciaires provoqués par ces affaires, tout particulièrement celle qui porte sur la construction de sa villa de Saint-Tropez (Var), avaient conduit l'ancien ministre de l'Industrie de M. Balladur à démissionner du gouvernement, le 14 octobre dernier.

La décision de M^{me} Filippini s'inscrit dans la logique du dossier déjà ancien et particulièrement nourri dont elle a hérité il y a trois mois (le Monde du 29 mars et du 20 décembre 1994). En effet, c'est en octobre 1993 que la découverte fortuite d'un pot-de-vin de 4,4 millions de francs versé par la société Pont-Mousson à l'intermédiaire nanais René Trager, en 1988, avait conduit René Van Ruymbeke à s'intéresser au financement du PR et à entendre son trésorier en titre, Jean-Pierre Thomas. Le 24 mars suivant, dans un rapport transmis au parquet général de Rennes, puis à la chancellerie, M. Van Ruymbeke faisait état de « l'origine particulièrement suspecte de valises de billets » et des contributions occultes de grandes sociétés ayant alimenté, pour au moins 28 millions de francs, les caisses du PR de 1987 à 1991. C'est-à-dire avant,

Des comptes à l'origine mystérieuse

A l'époque, les dirigeants du PR s'étaient élevés contre ce qui leur avait paru être une curiosité abusive et injustifiée dans les finances de leur parti. Après une brève épreuve de force qui avait tourné à l'avantage du magistrat, M. Thomas avait été entendu une deuxième fois comme témoin. En pure perte. Se retranchant derrière la « déontologie » et la loi du silence, le trésorier du PR s'était refusé à révéler les noms des sociétés contribuant au financement de son parti. M. Van Ruymbeke, qui se trouvait alors à la limite de son mandat dans cette affaire, n'avait pas été en mesure de mettre M. Thomas en examen. Il n'en avait pas moins poursuivi, à partir de ce dossier PR, des investigations qui devaient le conduire à s'intéresser, cette fois, au patrimoine immobili-

lier et au financement des sociétés de Gérard Longuet. Le nom de Jean-Pierre Thomas n'apparaît pas dans ces affaires.

Le magistrat avait, cependant, retrouvé le nom du trésorier dans les sombres tracasseries qui ont entouré, en 1988, la vente d'un appartement de la rue de Constantin destiné au siège parisien du PR et qui ont conduit à la découverte d'une nébuleuse de comptes bancaires panaméens gérés en Suisse et au Luxembourg par un banquier proche de Gérard Longuet, Alain Cérda. Des comptes sur lesquels ont transité, jusqu'à ces derniers mois, des dizaines de millions de francs dont l'origine reste, pour l'essentiel, fort mystérieuse. Le vendeur de l'appartement, l'homme d'affaires Michel Rey, PDG de la SAGES, déjà mis en examen par le juge Van Ruymbeke dans une autre affaire de financement occulte, avait révélé, le 14 octobre dernier, qu'il avait négocié directement avec Gérard Longuet et Jean-Pierre Thomas les modalités de cette opération. Tout particulièrement le versement d'un des sous de table de 6 millions de francs sur un compte en Suisse.

Quelques heures après ces révélations faites à Rennes, au conseiller Van Ruymbeke, M. Longuet apparaissait sur le ponton de l'hôtel Matignon pour annoncer sa démission de ses fonctions de ministre de l'Industrie. Quelques jours plus tôt, à l'issue d'une enquête préliminaire, et après bien des atermoiements la chancellerie avait annoncé que le financement du parti républicain faisait l'objet d'une infor-

mation judiciaire confiée à M^{me} Filippini.

Quel a été le rôle de M. Thomas dans tous ces dossiers ? A-t-il été un trésorier de plein droit, ou, tout simplement un adjoint, voire un simple « exécutant » des décisions de Gérard Longuet ? La suite le dira. Il est cependant clair, d'après l'enquête, que Gérard Longuet, qui fut trésorier du PR jusqu'en 1986, puis président de cette formation à partir de 1990, a gardé la haute main sur l'essentiel des opérations financières ordinaires ou extraordinaires du PR. Par ailleurs, le nom de Jean-Pierre Thomas n'apparaît pas dans les activités de la nébuleuse de comptes étrangers animée par Alain Cérda. Son nom n'apparaît ailleurs pas non plus dans les agendas du banquier, dans lesquels on retrouve une partie du gotha des affaires. Enfin, M. Thomas a récemment fait une double mise au point, affirmant dans un communiqué qu'il « n'avait jamais participé à aucune négociation pour l'achat » des locaux du PR avec Michel Rey et qu'il n'avait « jamais réalisé la moindre opération sur des comptes à l'étranger ».

Une façon de ravoyer la balle dans le camp de M. Longuet. Le magistrat instructeur a attendu la période située entre la fin de la session parlementaire ordinaire, avant Noël, et le début de la session extraordinaire, le 9 janvier, pour mettre en examen M. Thomas, afin de ne pas avoir à demander la levée de son immunité parlementaire.

ROLAND-PIERRE PARINGAUX

Selon l'hebdomadaire antigouvernemental « Tempo »

Un chrétien décapité au Nigeria par les militants d'une secte islamiste

LAGOS

de notre correspondant

Un cliché macabre à la « une », montrant une tête humaine fichée sur un sabre, et un titre choc : « Spectacle barbare ! un Ibo décapité à Kano ». L'hebdomadaire antigouvernemental Tempo a usé des méthodes de la presse à sensation pour révéler l'opinion sudiste un fait divers qui a bien failli provoquer une nouvelle crise entre la majorité musulmane haoussa-fulani et la minorité chrétienne ibo de la capitale du Nord. L'incident n'a été connu dans le Sud qu'avec dix jours de retard, les autorités fédérales ayant recommandé la plus grande discrétion, afin d'éviter toutes « représailles » contre les musulmans vivant dans les régions ibos du Sud-Est.

Selon Tempo, la victime était un petit commerçant ibo établi à Kano, Clédon Akaluka, accusé d'avoir insulté et humilié le Coran : un témoin aurait vu, dans sa maison, une femme toucher un enfant avec des pages du Livre sacré. Mais, faute de preuves, la police n'avait pas retenu la plainte, et Akaluka aurait dû être remis en liberté le 31 décembre.

Éviter le pire

Avertis de cette décision, des militants de Jaishul Islam - une secte répugnante chassée à cause de ses tendances radicales et de l'appui que lui apporterait l'Iran - ont envahi, dans la nuit du 26 décembre, la prison centrale où Akaluka était incarcéré. Ils ont enfoncé la porte de sa cellule et massacré le malheureux à coups de machette avant de lui couper la tête avec une scie à métaux.

Il est ensuite porté leur trophée chez l'ami de Kano, Ado Bayero, la plus haute autorité de cette cité millénaire, mais ont été chassés par les notables du palais indignés. Les fanatiques ont alors paré dans des quartiers populaires, la tête au bout d'un sabre, et ont préché dans le même équipage, pendant trois heures, à la grande mosquée, avant que la police n'opère quelques arrestations.

L'administrateur militaire de l'Etat de Kano, le colonel Abdulahi Wase, prendrait enfin des mesures d'urgence, renforçant la police locale avec des unités venues des quatre Etats voisins et appelant au calme les chefs des différentes communautés, encore marquées par les violentes émeutes d'octobre 1991. A l'époque, l'annonce d'une « croisade évan-

geliste », menée par des religieux allemands sur le thème provocateur « Kano pour Jésus », avait mis la ville à feu et à sang pendant trois jours. Pour protéger leurs échoppes du pillage, les commerçants ibos avaient fait usage d'armes automatiques. On avait relevé entre trois cents et cinq cents morts - le bilan n'a jamais été publié.

Cette fois-ci, les ibos ont gardé leur sang-froid. Le pire a été évité. A Kano, comme dans toutes les villes du Centre-Nord où depuis dix ans ont frôlé l'éclat des émeutes, les conflits religieux prennent une dimension ethnique. Un scénario dangereux dans le contexte nigérian.

Si, dans l'affaire Akaluka, les militants ont montré une meilleure capacité que d'habitude à gérer la crise, il n'est pas certain qu'ils soient bien préparés à répondre à une contestation islamiste radicale avivée par des difficultés économiques et sociales. Dans le Sud-Ouest, majoritairement yoruba, le problème de la restitution - pour des raisons essentiellement financières - des écoles publiques aux missions chrétiennes alimente des tensions croissantes avec les musulmans.

A Kano, les militants de Jaishul Islam et leur chef, Ahmadu Shaibu, ravivent le souvenir de la redoutable secte Maïtshine, un courant populiste radical écarté il y a dix ans, au prix de quelque 10 000 morts, mais qui a laissé des épigones. Dans la nuit du 1^{er} janvier, alors que le dispositif de sécurité était toujours en place à Kano, des étudiants islamistes ont défilé avec des jets d'acide quatre syndicalistes sur le campus, sous prétexte que des filles avaient voulu pénétrer dans un bâtiment réservé aux garçons. Les autorités universitaires ont réagi, en interdisant toute activité au syndicat étudiant.

MICHÈLE MARINGUES

DÉPANNAGES RAPIDES COPIEURS

personnels Canon chez Duriez

112, bd Saint-Germain, Paris-6
5, rue Mignon, Paris-8
(1) 43-54-15-79

Le « nouveau Monde » à la radio et à la télévision

A l'occasion du lancement de la nouvelle formule, plusieurs chaînes de radio et de télévision consacrent des émissions au Monde.

Dimanche 8 janvier :

Journée spéciale sur France 2, dont le plupart des émissions évoqueront sous différentes formes les cinquante ans et le lancement du nouveau Monde. Eric Izraelewicz, éditorialiste, participe à « L'heure de vérité » qui reçoit Nicolas Sarkozy, de 12 heures à 13 heures. Trois collaborateurs du quotidien, Bertrand Poirot-Delpech, Eric Fottorino et Véronique Mortaigne, participent au jeu « Le monde est à vous » qui propose et présente chaque dimanche Jacques Martin. Dans le cadre de ce programme, deux extraits de films sur le Monde, l'un tourné en 1963, l'autre en 1994, évoqueront l'évolution rédactionnelle et technique du journal.

Les dessinateurs Plantu, Pancha, Pessin et Sergueï illustreront cette journée en intervenant à « L'heure de vérité », dans les journaux télévisés et dans l'émission sportive « Stade 2 ». Deux reportages consacrés au Monde, et un entretien avec Jean-Marie Colombani, depuis les locaux de la rédaction du Monde, seront diffusés dans la journal de « 20Vingt heures ».

Les radios consacreront certaines de leurs émissions au Monde et tout particulièrement RTL, en direct de la rue Falguière.

Lundi 9 janvier : sur RTL (pertenaire du Monde depuis 14 ans dans l'émission du « Grand Jury ») ; « Média-fax » d'Anne Magnier, à 7 h 25 ; Michel Rocard est l'invité de Michèle Cotta en direct de la

rédaction du Monde à 7 h 50 (tous les jours de la semaine, l'invité de Michèle Cotta sera l'auteur d'un point de vue publié dans les colonnes du Monde ou nous accordera un entretien) ; le journal de 13 h de Jean-Jacques Bourdin est diffusé en direct de la rédaction du Monde ; Jean-Marie Colombani est l'invité du journal de 18 h de Jean-Marie Lefebvre ; sur Europe 1 : un reportage sur le Monde de Brigitte Benkroun à 8 h 30, dans « Mon coin » de Roland Mithal et Pascale Clark ; sur France Inter : « La question du jour » de Stéphane Paoli est posée à Agathe Lorgeat, grand reporter, à 7 h 38.

Mardi 10 janvier : sur France Inter : un direct du Monde, Jean Lebrun et son équipe de « Culture matin » racontent, de 7 h à 8 h 15, comment se fabrique le quotidien ; sur RTL : Valéry Giscard d'Estaing est l'invité de Michèle Cotta à 7 h 50.

Jusqu'à 12 janvier : sur RTL : Josyane Savigneau, rédactrice en chef adjointe, responsable de la séquence « culture », est l'invité de Jean-Marie Lefebvre dans le journal de 18 h ; Annick Cojean et Jean-Michel Normand participent à l'émission « Les jeunes sont comme ça » de Fabrice Lundy, de 22 h 10 à 22 h 30, consacrée au métier de journaliste ; Vendredi 13 janvier : sur RTL : Philippe de Villiers est l'invité de Michèle Cotta à 7 h 50 ; « Spécial revue de presse » de Jean-Pierre Desfrain de 18 h 30 à 19 h avec Alain Frachon et Patrick Jarrau, rédacteurs en chef adjoints du Monde.

GRANDE-BRETAGNE : vol d'un Ténar. - Un tableau du Ténar, d'une valeur de 40 millions de francs, a été volé, le 6 décembre, dans la demeure du marquis de Bath, a annoncé la police britannique. Intitulée Repos pendant la fuite en Egypte, cette toile a été dérobée vers 21 heures. Les voleurs

se sont introduits dans le domicile du marquis en brisant une fenêtre. Ils ont déclenché l'alarme mais ont réussi à s'enfuir. Ils ont également emporté un tableau attribué à l'atelier du peintre flamand Joos Van Cleve et un autre de Bonifazio de Pitati. Le tableau du Ténar avait été acquis en 1878 par le quatrième marquis de Bath.

Le 9 janvier, vous découvrirez les pages « International » du nouveau Monde.

« Parce que ses acteurs ne sont pas les seuls Etats, la vie internationale ne peut plus se résumer à la seule diplomatie. La nouvelle séquence « International », c'est aussi les échanges économiques, financiers, culturels et les grands faits de société. »

Alain Frachon
responsable de la séquence
« International »

Le Monde

L'ESSENTIEL

DATES

Il y a cent vingt ans, l'inauguration de l'Opéra-Garnier, à Paris (page 2).

INTERNATIONAL

Portugal : la cohabitation traverse une grave crise

La cohabitation entre le président socialiste, Mário Soares, et le chef du gouvernement libéral, António Gouveia Silva, tourne à l'échec. Longtemps considérée comme exemplaire, elle a échoué, en décembre, sur le refus du président de reconduire le chef d'état-major de l'armée de l'air. La cérémonie de présentation de vœux au palais de Bailem, à Lisbonne, a rendu encore plus évidente la déchirure entre les deux hommes (page 4).

SOCIÉTÉ

La progression la plus forte du sida s'observe actuellement chez les hétérosexuels

Philippe Douste-Blazy, ministre délégué à la Santé, a rendu public, vendredi 6 janvier, un rapport du Réseau national de Santé publique consacré à l'évolution en France de l'épidémie de sida au sein de la population hétérosexuelle. Celle-ci demeure, selon ce rapport, le troisième groupe de transmission (d'après les homosexuels et les toxicomanes), mais son taux de progression est actuellement le plus élevé : + 67 % entre 1990 et 1993 (page 7).

CULTURE

Fra Bartolomeo au Musée du Louvre

Sur son œuvre, sur ce qu'étaient les dessins de nua qu'il a publiquement brûlés, à Florence durant l'hiver 1497, les

connaissances sont longtemps demeurées lacunaires, jusqu'à des recherches récentes. Du peintre, l'éloge ne peut que tourner court. Mais on aimerait comprendre comment, selon quelle contradiction, il fut un dessinateur prolifique et eudémoniste. C'est ce que démontrent nombre des feuilles prêtées par l'Ecole des beaux-arts, les Musées de Lille et de Bayonne (page 8).

ÉCONOMIE

Apple fait l'objet de nouvelles rumeurs d'achat

Il y a trois mois, Matsushita, le géant japonais de l'électronique grand public, Philips, son concurrent néerlandais, et Oracle, l'éditeur américain de logiciels, qui s'apprêtaient à croquer Apple. C'est ce que croit savoir Information Week, un magazine d'affaires américain, qui, dans son édition du 16 janvier, révèle que les trois paritaires fonderaient une OPA (offre publique d'achat) sur le célèbre firme informatique de Cupertino (page 13).

SERVICES

Abonnements 2
Cartes 12
Météorologie 12
Mots croisés 12
Revue des valeurs 14
Crédits, changes 15
et grands marchés 15
Radio-télévision 17

La télématique du Monde :
3615 LEMONDE
3617 LMDOC
et 36-29-04-58

Ce numéro comporte un cahier
« Radio-télévision »
folioté de 1 à 40

Le numéro du « Monde » daté
samedi 7 janvier 1995
a été tiré à
455 387 exemplaires

مكتبة الجليل